

AU SALVADOR

Les guérilleros
sont prêts à négocier

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 280 ml ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch ; Belgique,
25 fr ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 5,50 kr ; Espagne, 50 pes ; États-Unis,
50 c ; Grèce, 50 dr ; Liban, 250 l ; Luxembourg, 27 f ;
Norvège, 4,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal,
50 esc ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 5,00 kr ;
Suisse, 1,40 f ; T.-U., 55 cents ; Yougoslavie, 33 d.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 05
Tél. : MONDIPAR 636372 P
C.C.P. 4387 - 33 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Offensive contre Israël à l'ONU

Le représentant de l'Iran, M. Radjale-Khorassani, a provoqué une petite sensation, lundi 25 octobre, à l'Assemblée des Nations unies, en demandant l'invalidation des pouvoirs de la délégation israélienne.

L'invalidation d'une délégation aux Nations unies n'a qu'un précédent : en 1976, les pouvoirs de la délégation sud-africaine ont été rejetés et, depuis cette date, le gouvernement de Pretoria n'est plus représenté à l'Assemblée générale. Mais Israël n'est pas l'Afrique du Sud. Dans le cas présent, les États-Unis sont d'autant plus déterminés à soutenir l'état hébreu sur une question de procédure que, sur le fond, ils ont choisi une autre voie que celle de M. Begin pour résoudre le problème palestinien.

Le 16 octobre, le gouvernement américain a fait savoir qu'il couperait les vivres à l'Organisation des Nations unies (ce qui la priverait d'un quart de son budget) si les Israéliens ne voyaient retirer le droit de séder. Du bluff, a déclaré lundi M. Radjale-Khorassani. D'ailleurs, a-t-il ajouté, les États arabes pourraient « aisément » se substituer à la contribution américaine. Il n'a soulevé aucun applaudissement. Le porte-parole américain, M. Spence, a immédiatement répondu que la position de son gouvernement était « sérieuse et claire ».

De fait, les États-Unis ont déjà prouvé qu'ils dissident bien ce qu'ils veulent dire. Le 25 septembre à Vienne, à la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique, les pouvoirs d'Israël ayant été invalidés, les États-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leur participation « jusqu'à ce que leur contribution financière ».

Le coup de semonce a porté. La semaine dernière, à la conférence de l'Union internationale des télécommunications, à Nairobi, la même menace qui pesait sur Israël a été écartée au cours d'un vote acrochue. A New-York, à l'Assemblée des Nations unies, les États arabes se sont efforcés de trouver une porte de sortie. Ils ont rédigé une lettre faisant des « réserves » sur la délégation israélienne, « ont le gouvernement » dissident-ils — était coupable de « génocide ». Ce blâme devait leur suffire. Le représentant libyen a lu lui-même cette lettre à la tribune sans demander de vote. Mais c'était compter sans l'immense majorité des deux tiers.

Pour sa part, le gouvernement français, sans prendre une position aussi cassante que Washington, continue à prendre l'affaire au sérieux. Il fait campagne sur deux thèmes : 1) l'ONU doit rester universelle quels que soient les mérites, ou les démerites de ses membres ; 2) alors que, des Arabes modérés à M. Reagan, une coalition s'esquisse pour convaincre Israël que seules des concessions réciproques peuvent mettre fin au conflit du Proche-Orient, le moment est mal choisi pour le mettre à la porte des Nations unies.

L'ONU n'est pas l'instrument efficace dont rêvaient ses promoteurs pour faire régner la paix et respecter les droits de l'homme ; mais, quoi qu'en disent ses détracteurs, c'est un point de rencontre irremplaçable et qui, de temps en temps, permet dans le règlement des conflits d'éviter ou de limiter l'effusion de sang.

(Lire nos informations page 2.)

Les syndicats et la politique salariale

- Vives critiques de la C.G.T. et de la C.F.D.T.
- Le relèvement du SMIC est repoussé au 1^{er} décembre

La C.G.T. et la C.F.D.T. viennent de durcir leurs critiques de la politique salariale du gouvernement. Pour M. Vianet (C.G.T.) « il ne peut y avoir aucun compromis sur le pouvoir d'achat en 1983 ». M. Maire s'en est pris de son côté à « l'hypocrisie » du gouvernement qui « pense qu'il y aura réduction du pouvoir d'achat mais ne le dit pas ».

Cette montée du mécontentement syndical se manifeste dans le secteur public par une série de grèves. Le 27 octobre, à la veille de la reprise des discussions sur les salaires de 1983 dans la fonction publique, les « fonctionnaires C.G.T. » ont appelé à des arrêts de travail. Le même jour des grèves risquent de perturber fortement la R.A.T.P. et la S.N.C.F.

A E.G.F., P.O. vient de juger « non accep-

table » l'ensemble des propositions salariales pour 1982 et 1983. Elle propose une démarche commune de tous les syndicats auprès du premier ministre pour obtenir de « véritables négociations ».

D'autre part, le SMIC sera majoré au 1^{er} décembre, et non au 1^{er} novembre comme cela avait d'abord été envisagé. Pour tenir son engagement de revaloriser le pouvoir d'achat du SMIC de 4 % en 1982, le gouvernement devrait consentir un gain de pouvoir d'achat de 1,8 % d'ici la fin de l'année. Or, il est certain que ce ne sera pas le cas, ce qui risque d'accentuer la grogne syndicale.

Enfin, le 25 octobre, une réunion tri-

partite (gouvernement, syndicats, patronat) tentera de régler le problème de l'assurance-chômage.

Ainsi M. Edmond Maire, président du syndicat des enseignants, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et la perspective d'une sévère baisse du pouvoir d'achat pour la majorité des salariés sont difficilement acceptables. Tout le monde ne fait pas sien, en effet, le raisonnement de M. Jacques Delors, l'initiateur des « contrats de progrès », selon lequel « il vaut mieux que le politique contractuelle marque le pas pendant un moment et que l'économie française s'en sorte ».

Michel Noblecourt.

(Lire la suite page 42.)

Point de vue

Les blocages et leur « sortie »

par LOUIS FRANCK (*)

À peine le blocage général des prix des produits et des services (14 juin 1982) et celui des rémunérations, des loyers et des distributions de bénéfices (14 et 30 juillet 1982) avaient-ils été décidés que notre opinion, rapidement et non sans fièvre, donna libre cours aux perplexités et aux soucis que suscitait la « sortie » de ces blocages prévue pour le 31 octobre. Pour les salaires surtout, elle a provoqué un examen de conscience général et la découverte progressive de l'extrême complication de leur structure.

Avec une surprise créative, on apprit ainsi la fréquence indexation des salaires (et non seulement celle du S.M.I.C.) sur les prix. Cela ne fut pas sans rappeler l'incertitude de Jacques Rueff quand, durant l'automne de 1968, chef d'orchestre célèbre de la réforme économique et monétaire de cette époque, lui fut révélé l'immense domaine des indexations des salaires, mais aussi des prix agricoles et des marchés publics et privés.

Invité à réfléchir à la spécificité de ces blocages, à leur durée et aux dangers qui nous guettent selon les modalités de leur suppression ou de leur effacement progressif.

Depuis 1950 c'est la première fois en France que des décisions gouvernementales ont été prises pour une période très courte, les cadres institutionnels d'une politique des revenus. Sans doute s'agit-il d'une politique des revenus figée, sclérosée ; mais enfin, c'est la première fois que les revenus sala-

riaux, les honoraires, les dividendes, ont été bloqués au même titre que les prix, les tarifs, les loyers. La décision est considérable.

(*) Ancien directeur général des prix et des enquêtes économiques (1947-1962), ancien professeur à l'Institut d'études politiques.

Mais nous n'avons pas innové. Aux États-Unis, du temps de M. Nixon, qui n'avait certes rien ni d'un dictateur ni d'un révolutionnaire, le blocage des prix et des salaires avait été sollicité comme le tonnerre le 15 août 1971. Durant les trois premiers mois, le blocage se révéla très efficace. Il fut ensuite assoupli.

(Lire la suite page 40.)

LE DIFFÉREND SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE

Une rude affaire

par RAYMOND BARRILLON

L'historien scrupuleux, ou tout simplement pourvu de mémoire, doit et devra toujours convenir que, entre le 1^{er} juin 1955 et le 28 avril 1959, il y eut bien deux ou trois occasions où la France de gauche fut contrainte de prêter son cœur à Charles de Gaulle et de lui tirer son chapeau.

Il n'est guère contestable que l'une de ces occasions fut la révocation d'un « quinquennat de généraux en retraite », à laquelle on répondit, le 23 avril 1957, depuis l'Élysée : « Au nom de la France, l'ordonne que tous les moyens, les dis tous les moyens, soient employés pour arrêter la route à ces hommes-là en attendant que les réductions... interdites à tous Français, et d'abord à tout

celui qui n'avait certes rien ni d'un dictateur ni d'un révolutionnaire, le blocage des prix et des salaires avait été sollicité comme le tonnerre le 15 août 1971. Durant les trois premiers mois, le blocage se révéla très efficace. Il fut ensuite assoupli.

Quelle fierté républicaine, quelle sobriété fermée, quel contraste avec la fébrilité un peu désolée, assez risible, de Michel Debré nous livrant, le même soir, à aller à pied ou en voiture, à la rencontre des éventuels envahisseurs ! En deux mots : quelle queue !

Au moment où, de tous côtés, on célèbre la noblesse et la rigueur de Pierre Mendès France, coïncident avec sincérité et parfois avec hypocrisie, à moins que ce ne soit l'inverse, c'est le droit de chacun

d'avoir en mémoire l'historique sévère. Et de supporter difficilement, en conséquence, l'idée que puissent être entièrement blanchis les artisans de la « conjuration militaire ».

C'est ce droit qu'ont exercé deux cent soixante-six députés socialistes, dont beaucoup n'étaient que des jeunes gens en avril 1957, en refusant d'accorder ce que Gaston Defferre appelle le « pardon complet ». Devant être entendu, nous semble-t-il, que l'on va sensiblement au-delà d'un « pardon partiel » en n'excluant que huit personnes du bénéfice de la loi réconciliatrice.

(Lire la suite page 8.)

La menace protectionniste

Faute d'action communautaire la France prendrait seule des mesures contre le Japon

La montée du protectionnisme se précède à travers le monde. A Luxembourg, le lundi 25 octobre, M. Jobert a menacé ses collègues européens d'agir seul si la C.E.E. ne prenait pas des mesures de protection contre le Japon. A Londres, le gouvernement britannique devait, le 26 octobre, mettre en œuvre une limitation des importations. Dans le même temps, les industriels américains de la chaussure déplorent l'attitude européenne, alors que l'excédent commercial de la R.F.A. a dépassé, de janvier à septembre, 100 milliards de francs (soit le montant estimé du déficit français pour 1982).

Toujours à Luxembourg, mardi matin, les représentants de l'Allemagne fédérale, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, ainsi que de la Commission et de la présidence du Conseil des ministres des Dix, ont tenu une réunion consacrée à l'affaire du gazoduc sibérien. Il s'est agi de définir à quelles conditions la C.E.E. pourrait souscrire à un accord avec les États-Unis.

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — La France s'apprête à limiter l'importation d'un certain nombre de produits japonais, en tête desquels figurent les tubes de télévision en couleurs et les machines-outils à commande électronique. Même si l'annonce n'est pas faite aussi explicitement, c'est bien ce qui ressort de l'intervention de M. Jobert, le 25 octobre à Luxembourg, dans le débat que le conseil des ministres des Dix a consacré au commerce extérieur de la Communauté. « Nous sommes, a-t-il dit, lassés d'attendre les procédures communautaires. Elles s'enlagent. Nous avons réclamé et nous préférons que l'on prenne la voie communautaire. Mais nous n'avons pas l'intention d'attendre trop longtemps ».

Le conseil, quelque peu méfiant, a entendu M. Jobert longuement lui expliquer qu'en matière de commerce avec le Japon la Communauté et ses industriels se mouvaient du monde. Depuis longtemps, le conseil des ministres, voire le conseil européen, soulignent avec inquiétude l'absence de nécessité de rééquilibrer les échanges entre la C.E.E. et le Japon. Mais, chaque année, le déficit croît, sans que, pour au-

tant, des décisions soient prises afin d'enrayer cette évolution.

En mars dernier, le conseil des ministres — dernier épisode marquant l'impuissance de la Communauté à entreprendre une riposte collective — a décidé la création d'un groupe de travail à haut niveau pour mettre sous surveillance les importations en provenance du Japon de cinq produits : les tubes de télévision en couleurs, les machines-outils à commande numérique, les magnétoscopes, les montres à quartz et les chaînes hi-fi. Depuis, il n'a plus guère été question des travaux de ce groupe, ce que déplore M. Jobert, qui invite la Commission à envisager une réunion avec Tokyo la négociation d'accords d'autolimitation portant d'abord sur les tubes de télévision et sur les machines-outils à commande numérique.

Le ministre français du commerce extérieur a été appuyé par les Italiens et, d'une certaine manière, par les Britanniques. Mais le conseil, dans son ensemble, a réagi, à son habitude, de façon vague et méfiante.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 39.)

FORTE BAISSÉ A WALL STREET

Les cours des valeurs mobilières ont chuté très fortement lundi 25 octobre à la Bourse de New-York, l'indice Dow Jones perdant plus de 36 points pour revenir en dessous du seuil des 1 000 points. Cette chute, la plus importante en valeur absolue depuis le « mardi noir » du 29 octobre 1929, ne représentait, en réalité, qu'une baisse de 2,5 %, contre près de 13 % il y a cinquante-trois ans. Traduisant, au premier abord, la déception des millions financiers, qui ont attendu, en vain, une nouvelle réduction du taux d'escompte officiel, elle se produit après une hausse de 30 % en dix semaines, et constitue un correctif assez normal dans une conjoncture économique qui reste morose, en dépit de la baisse récente des taux d'intérêt.

LES JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE

Les deux Afrique

Pionnières lors de leur fondation, en 1966, les Journées biennales de Carthage, qui ont lieu jusqu'au 30 octobre, font figure aujourd'hui de « classiques » parmi les festivals cinématographiques (1).

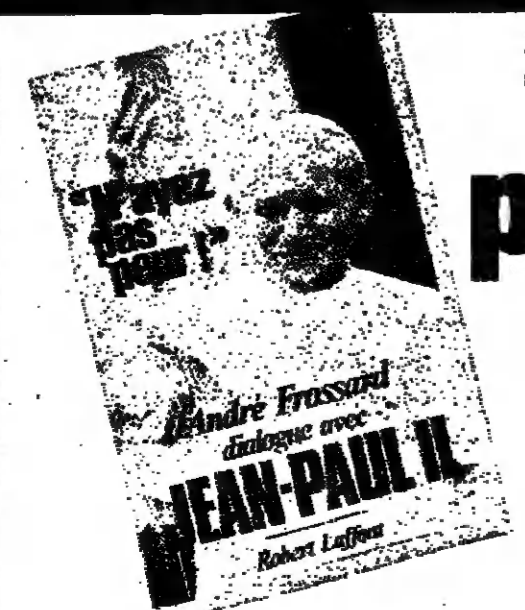
Ayant su habilement utiliser l'éclipse du Liban et l'incapacité de l'Égypte à assumer dans la région son rôle de « mère des arts », la petite Tunisie pour s'engourdir le maintien d'avoir chez elle la seule grande manifestation culturelle de la rive méridionale de la Méditerranée. La neuvième session des Journées, dirigée tambour battant par le cinéaste tunisien Rachid Ferchichi, frise même une sorte de gigantisme, gage aux yeux des uns d'une ouverture encore plus large.

(1) Le Monde a consacré, le 23 octobre, une page « Idées » au cinéma et à la culture arabes. Contrairement à ce que nous avons écrit dans cette page, en nous fiant au livre d'Ivan Thomval, *Regards sur le cinéma égyptien* (Éditions Dar-el-Machrek, Beyrouth), le film de Chadi Abdesslem, *la Momie*, n'a jamais reçu le Grand Prix des Journées de Carthage.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 18.)

Un événement mondial



"N'ayez pas peur !"

ANDRÉ FROSSARD
dialogue avec
JEAN-PAUL II

ROBERT LAFFONT

مكتبة الأمل

Publicité

L'élévation du Musée de l'affiche à la dignité de Musée de la publicité est de nature à surprendre beaucoup de publicitaires qui ne s'attendaient pas que la gauche au pouvoir rendrait un tel hommage à leur profession. Yves Crehalet félicite Jack Lang d'avoir compris qu'il y a dans ses rangs des créateurs admirables et Philippe Calieux de leur donner une chance de faire progresser leur art. Il n'empêche, note Vincent Clergier, que le vrai Musée de la publicité est dans la vie, et qu'il reste fort à faire pour que 66 % d'opposants trouvent enfin plaisir à la rencontrer. Et que, pour Georges Peninou, la publicité, dont l'impact sociologique est énorme, a plus besoin de stratégies, en dernière analyse, que de poètes.

Danger, musée imaginaire

par VINCENT CLERGIER (*)

PIED DE NEZ de l'histoire, il aura fallu attendre un ministre de la culture socialiste pour voir Dame Publicité entrer au musée.

Putain devenue respectueuse, aurait pu écrire Sartre. Nouvelle qui va redonner des couleurs aux publicitaires qui, au soir du 10 mai, ne donnaient pas cher de leur avenir. J'entends déjà briquer les arguments qui vont fleurir dans les dîners « parisiens » de France et de Navarre.

« Ça y est, j'entre au musée ! Enfin on apprécie mon talent, j'expose actuellement deux de mes films et la moitié de mon œuvre est ouverte au public. J'ai aussi un recueil de mots qui vient d'être sélectionné par le musée, quant à mes compositions musicales sur Buitoni et Ravioli, elles passent à la postérité. »

Comment en serait-il autrement, bercés que nous sommes depuis la plus tendre enfance dans l'idée que le musée est le Panthéon de la célébrité, la voie royale de l'art pour qui a la chance d'y entrer.

Trêve de plaisanterie : les publicitaires lucides savent bien que leur vrai musée est dans la vie. Et que les visiteurs ne viennent pas pour les complimenter. Il serait malsain, ne semble-t-il, que l'ouverture d'un Musée de la publicité fasse croire au plus grand nombre que les publicitaires sont des artistes purs. Et que leur seul objectif est la poursuite d'une œuvre personnelle qui n'a pas l'obsession de plaire.

Le vrai publicitaire d'aujourd'hui doit regarder en face la réalité de son métier. Loin de le mettre au musée, le public le conteste.

Une preuve parmi d'autres : du 4 au 11 octobre, sur un échantillon de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus, la Sofres a sondé le jugement des Français sur la publicité :

- 66 % y sont plutôt opposés ou très opposés ;
- 20 % y sont plutôt favorables ou très favorables ;
- 14 % y sont indifférents.

Dans le détail, les plus hostiles sont les femmes, les jeunes, les ouvriers, les commerçants, les artisans, les agriculteurs, les communistes 54 %, les R.P.R. 55 %, les socialistes 58 % sont au moins d'accord sur ce point. Au moment où les publicitaires exposés risquent de penser que tout est dit, il est essentiel d'insister sur l'idée que tout est à faire.

Pour que 66 % d'opposants prennent enfin du plaisir à rencontrer la publicité au coin de leur vie, il faut de véritables publicitaires engagés, conscients qu'il est plus utile d'établir un dialogue authentique entre le public et son environnement. Seulement voilà, rares sont les publicitaires qui se préoccupent d'embellir le quotidien. Ceux qui, en plus des critères de coût, de mode et de rendement, prennent en considération la qualité du cadre de vie.

Il est trop simple de s'abriter derrière l'idée que le publicitaire est le micro des annonceurs qui le rémunèrent.

Il est trop facile, sous prétexte d'impact, de viser systématiquement au-dessous de la ceinture. Il est scandaleux d'utiliser de son adresse pour allumer l'espoir des gens et finalement enfanter des frustrés. La publicité, pour jouer son vrai rôle, doit s'engager. Elle a un devoir vis-à-vis de la collectivité : celui de participer à l'amélioration du cadre de vie. Et ceux qui la font doivent avoir cette ambition.

Si ce Musée de la publicité est le coup de fouet d'une telle ambition, alors ce ne sera pas un musée imaginaire.

Si c'est une fin en soi, vite, monsieur Lang, déplacez-le au Panthéon !

(*) Directeur général de Parthenaire.

Réhabilitation des Huns

par YVES CREHALET (*)

SEUL un ministre de la culture socialiste pouvait inaugurer le Musée de la publicité et, d'emblée, lui conférer ce soudain prestige. Un libéral eût craint d'être surpris en compagnie d'une prostituée, et l'eût-il risqué que l'acheteur n'en serait pas si clair.

Encore faut-il que M. Lang soit un honnête homme, entouré d'espérances éclairées. Car, après tout, plus d'un publicitaire s'attendait que l'alternance mènerait en postérité de bouc émissaire le parfum délicieux de sa muse.

La publicité, partie officielle du patrimoine national, voilà qui vaut bien le baptême de Clovis. Ainsi nous ne sommes plus des barbares, des « étrangers » qui mettent la paix sociale à feu et à sang, qui enlèvent l'air pur des pensées et troublent la limpidité des consciences.

Il y avait bien jusqu'ici un Musée de l'affiche, où l'on glissait quelques signatures de publicitaires d'exception et déjà hors du temps, Cassandre ou Savignac. On admettait à la rigueur que quelques concepteurs repartis, Candaris, Prévert ou Piffes reviennent, en fils prodiges, dans le giron culturel.

Mais dans l'opinion publique et surtout intellectuelle, la publicité sentait l'argent. Et donc, elle faisait commerce de ses charmes.

De même que le libéralisme économique était incapable de progrès social, la publicité ne pouvait ni beauté ni édification.

Ces questions sont abordées aujourd'hui avec un peu plus de nuances. L'expérience a montré qu'il y avait des jungles plus que l'économie de marché ; et aussi que l'art pouvait se dévoyer sous la dictature de petites clientèles.

Or cette « pub » qui subit les reproches contradictoires d'irréalité et de servilité, cette « pub » n'a pas l'art pour finalité. Elle a largement et mondialement démontré son utilité économique ; on commence à le savoir en France. Dans une économie internationale au creux de la crise, les entreprises les plus dynamiques accroissent largement leurs budgets ; c'est un phénomène nouveau, car il y

a peu, on raisonnait encore en pourcentages du chiffre d'affaires. De « Bison futé » aux « Yeux ouverts », l'Etat lui-même a découvert que la publicité était économique pour ses propres projets.

Si elle n'a pas l'art pour finalité, elle en sécrète pourtant bien, et en assez grande quantité malgré les apparences. Tout néophyte en sera convaincu après avoir visité la bande Dix ans de cinéma et de télévision publicitaires montée par Jean-Pierre de Wulf pour le Musée. (L'impression n'est pas aussi vive à 20 h 30 sur TF 1, mais rappelez-vous la peinture ne se révèle pas au passant de la place du Tertre.)

« Plaire et toucher »

Ce schéma de l'art sous-produit de l'utile n'est pas récent. Meubles, architecture et cuisines ont d'autres fonctions (vitales), que la production de beauté. Et l'admirable Michel-Ange de Lescage songeait, paraît-il, aux faveurs du gibier.

Devant ces temples illustres, l'accusation de servilité a peu de poids. Les contraintes n'ont jamais empêché l'élégance de l'art. Sans doute l'ont-elles constamment favorisées, de même que les dieux freudiens transcendent la divine libido. Voir les règles du théâtre classique, l'alexandrin, les instructions de Louis XIV à Versailles, et jusqu'aux fantasmagories de Louis II de Bavière.

Si ces contraintes sont bien des conditions d'élégance, la publicité doit jurer très haut, car elle n'en manque pas ; il y a bien sûr le respect du produit, centre de tout, seul sujet admissible du message publicitaire. Il y a les propres règles de cet art en considération de son public : il faut « plaire et toucher ». Il faut pouvoir se répéter, perdurer des années. Voici encore les contraintes des médias et de leur fugacité : il faut se concentrer, passer la rampe en un éclair de vision d'une affiche, ramasser la vie en quinze secondes de télévision...

Enfin, moralité sociale oblige, l'œil de la censure regarde Caïn. (B.V.P., répression des fraudes, organisations de consommateurs, A.F.P....) Et Caïn lui-même se censure : sa femme et ses enfants sont devant la T.V....

En bref, une sacée baigne la création publicitaire, dont longtemps encore les ordinateurs seront incapables. Est-ce là le signe de l'un des beaux-arts ou d'un art mineur ? D'un art martial ou du grand art ? Ah ! la publicité équivoque, il y a de tout cela en toi. Mais l'étiquette d'élitisme nous rapproche trop à notre goût des sorcières que nous ne sommes pas, c'est juré. Plus que des judokas, nous espérons laisser une trace après la conquête, et la rue de Paradis nous encourage. Art utilitaire, sans doute, mais pas si mineur car chaque création est unique, car le choc que vous donneront Jean-Jacques Annaud, Serge Gainsbourg ou Catherine Lefebvre n'a pas de commune mesure avec l'effet d'un bureau Mazarin.

La publicité est portée par des créateurs sur tous les registres d'expression : photo, peinture, calligraphie, musique, poésie, théâtre (filmé), cinéma. Plus que tout autre, le film est représentatif de la nature étonnante de la publicité : elle est une œuvre collective, dans laquelle chacun a un rôle important : concepteurs, rédacteurs, commerciaux, graphistes, réalisateurs... En cela, voici un art résolument moderne et démocratique, dont il faut rechercher les premiers inspirateurs au temps des cathédrales. Les dieux sont morts mais l'art subsiste.

Le commerce a surgi ; il a porté sur ses épaules une moule glorieuse, de la Venise du seizième siècle au siècle d'or hollandais, de la grande Grèce au siècle de la publicité.

Le modèle anglais

Aujourd'hui, une double dictature s'atténue : l'excommunication de Mercure et l'art pour l'art sont en voie de disparition. Dans les civilisations avancées le contrat social peut se doubler d'un contrat culturel : c'est ainsi que s'est épanouie la publicité anglaise, qui demeure un modèle. Le Japon est en route, et d'autres.

La France compte dans notre métier des créateurs admirables. Ils produisent une œuvre qui n'est pas seulement commerciale, mais qui est aussi un acte de culture. Ils ont le souci de la culture, de l'avenir compris, et d'être ainsi le successeur d'André Malraux.

On redécouvre maintenant qu'André Malraux était un homme de culture générale et que ses cavaliers du vent jouissaient d'un art raffiné. Si les publicitaires sont encore un peu huns, profitons de la fraîcheur des barbares.

(*) Directeur général C.F.R.P.

Culture du prosaïque

par GEORGES PENINO (*)

ELEVER le Musée de l'affiche à l'exposant supérieur qu'est un musée de la publicité ne procède pas, seulement, de la volonté d'y adjoindre des œuvres appartenant à d'autres médias-supports : cinéma, presse, radio ou télévision ; d'assembler de la sorte, dans une même unité de lieu, ce qu'il peut y avoir de plus démonstratif ou de plus significatif en cette activité ; d'enrichir ses ressources documentaires de celles d'une bibliothèque, d'une cinémathèque, d'une sonothèque ou d'une téléthèque spécialisées. C'est surtout une invite à considérer que son intérêt ne se limite pas à ses apports aux arts décoratifs ou graphiques. Cette reconnaissance-là lui était acquise, et trop de noms fameux avaient marqué l'esthétique de la vie quotidienne, à travers la somptueuse lignée des affichistes, pour que la consécration muséographique ne leur soit finalement, bien que tardivement, consentie.

Mais on pouvait se désoler que la publicité ne soit jugée digne d'être conservée qu'à proportion du témoignage artistique qu'elle pouvait représenter. Non que l'exceptionnel ne méritât l'hommage, et l'éclat sa reconnaissance : on sauvegardait les monuments, faute d'avoir su sauvegarder les documents. On sait les difficultés et les tribulations inouïes auxquelles ont été exposés ceux — cinéastes, muséologues, chercheurs — qui ont tenté des reconstitutions, des restitutions, des recensements à prétention quelque peu systématique. Elles illustrent le désordre et la dilapidation de cet art de l'éphémère, aussi précaire à se conserver que généreux à se diffuser, et qui préserva si mal de l'oubli des messages grâce auxquels tant de produits furent sortis de l'obscurité.

Si elle garde tout son attrait en tant que manifestation artistique — on sait ce que lui doivent l'op'art, l'hyperréalisme, l'expressionnisme abstrait, — l'intérêt de la publicité s'est toutefois beaucoup déplacé de l'effet d'art qu'elle sut être au fait de société qu'elle est. En témoigne un musée qui est une légitimation sociale autant qu'une consécration culturelle : lieu du rare et lieu du commun, où l'instructif côtoiera l'émouvant.

L'expression populaire qui fait de la publicité un « élément » (la société baignerait dans l'air et dans la

publicité) illustre, dans sa naïve exagération, combien elle est consubstantielle du cadre, sinon du mode de vie. Son influence — d'aucuns diraient : sa responsabilité — excède largement celle qu'aurait dû lui assigner la discrète grandeur économique qu'elle ne cesse d'être, en France du moins. C'est que la société se figure en elle, même si elle consent peu à s'y reconnaître, tout en conspirant, comme dirait Descartes, avec les illusions agréables qu'elle lui procure. Dans cette figure résident son intérêt et la source des rapports ambivalents qu'elle n'a cessé de susciter.

Initialement vouée à servir de langage, triomphant ou dévot, à la marchandise, dont elle inventait le champ de parole propre en stimulant son échange, ses ambitions se sont accrues à la mesure d'une technique qui s'assurait : moyennant quoi, elle se prévalait, en politique, de ses capacités, rusant avec ses procédés, puisant rasant avec sa vocation. Le citoyen s'en amuse, quand il ne s'en émeut, pensant qu'il est saisi que les affaires d'Etat soient évoquées dans l'ordre de l'Etat.

Prodigue de signes, elle a jalonné l'espace social d'un emblématique contemporain, ponctuant de repères familiers le parcours des nécessités, des utilités, et des gracieux de la vie quotidienne. Disciplinée, elle contribue à la civilité des espaces publics. Trop avide, la réglementation se charge, de plus en plus, de lui éviter de porter atteinte à leur qualité d'espaces républicains.

Prodigue de mots, elle a plié la langue à son efficacité, non sans bonheur, ni péril. La réserve des littératures pèse sur elle, au nom de la critique du goût (Valéry) ou du jugement (Eliot). On lui objecte de ne passer contrat ni envers la langue ni envers le réel. On la dit inouïe ou désinvolte, sans toujours considérer qu'elle est dans le lexique, d'ailleurs exigu, de la louange et dans la syntaxe, nécessairement contractée, des langages d'effets. Si l'honnête homme ne peut se désintéresser de la juste qualifica-

tion (car tel est le vrai problème publicitaire, celui de la valeur intrinsèque de ses éphémères), les ressources langagières délaissées du discours marchand constituent des extensions originales. Les séductions, si fortes, des enfants ne sont pas étrangères aux affinités de structure de la langue publicitaire et de l'acquisition de la langue tout court.

Mise en mots, mise en page, mise en scène des mots : là où la littérature essaya, sous des contraintes inouïes, une logique signifiante de la disposition — que l'on songe à Mallarmé, Apollinaire ou Butor ; que l'on songe aussi à La Fontaine, dont la publicité retrouve parfois les homologies structurelles des fables (telles sont les affinités des contes) ; — la publicité s'épanouit, donnant à l'information commerciale la plasticité qui lui est propre.

Prodigue d'images, elle en a sensiblement modifié le statut, l'économie, et la destination, suscitant un nouveau rapport entre l'image et le texte, longtemps prisonnier de l'ancien couple légende-dessin. Elle a élaboré une visualité sans équivalent du petit peuple des objets et des biens, inaugurant envers eux une

sensibilité qui n'est plus celle de l'usage. Elle a mis la consommation en spectacle : l'objet en effusion, et le consommateur en euphorie. On peut suivre cette sensibilité, que l'air du temps module et que les idées du temps font fléchir. Point n'est besoin d'être sociologue ; il suffit d'être consommateur, ou consommateur, avec la liberté d'y céder ou d'y résister.

Prodigue de sens, elle s'est complue à faire signifier les « choses », pour les sortir de leur mutisme, créant un des systèmes sémiologiques les plus concrets, où les marques valent moins pour ce qu'elles sont que pour ce qu'elles représentent. Elle cherche dans les significations rapportées des dénominations qu'elle ne trouvait pas nécessairement dans les qualités intrinsèques des choses, traquant ainsi en elles le signe qu'elles pouvaient devenir. Le sens fut leur éloquence, faute d'être leur vérité : il fut leur exotisme, en place de leur profondeur. C'est qu'il convenait à la publicité d'avoir ses stratégies, non ses poètes, et n'est d'ailleurs pas Ponge qui veut.

(*) Directeur d'Intelligence, conseil en communication.

Peut-être de l'art ?

par PHILIPPE CALLEUX (*)

ON aurait pu imaginer que les publicitaires accueilleraient avec enthousiasme, en tout cas avec intérêt, la création d'un Musée de l'affiche. Après avoir beaucoup emprunté aux arts plastiques, la publicité se voyait à son tour invitée au musée et accablée de la respectabilité. Face aux fanatiques de la toile et du pinceau, l'effluve faisait irruption dans le cercle brillant de la culture. Et pourtant, les publicitaires ont ignoré avec affectation le nouveau musée. Peut-être parce qu'il leur paraissait contre nature d'inscrire un des terrains d'expression de leurs campagnes et de lui donner une consécration particulière. Sûrement aussi, parce qu'ils étaient réfractaires à cette dictature du joli, qui occupait leurs vaines émotions, leur vrai savoir-faire.

Le Musée de l'affiche se transforme en musée de la publicité, voilà qui devrait apprendre aux publicitaires le chemin de la rue de Paradis. La publicité est honorée non plus sous le saint angle esthétique, mais reconnue comme jouissant d'une densité spé-

cifique où la finalité marchande est incorporée, où l'expression peut s'appuyer sur tous les médias, de la télévision à l'objet. Y seront décrites la complémentarité, l'interaction des médias. Y sera conservé le produit de cet antagonisme fertilisant entre pulsion et réflexion qui constitue le pain quotidien des agences. Y seront stockées des données brutes auxquelles plus tard l'ordinateur donnera une logique, un éclairage, un sens.

Qui, ce musée, collectionneur féroce et avide de toute la publicité, sera beaucoup plus qu'une bonne manière rendue à ses artisans. Plus aussi que la reconnaissance scientifique de la responsabilité sociologique de ce métier. Ce sera un lieu où les publicitaires, toujours désireux de se rapprocher de la certitude, pourront faire progresser leur art. Peut-être de l'art ?

(*) Directeur général Feldman, Calieux, Associés publicitaires.

BOUCHARD PÈRE & FILS Depuis 1731



250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beaune" 80 hectares dont 68 hectares de premiers crus et grands crus

- Côte de Beaune Villages
- "Clos Ruyver"
- Savigny-lès-Beaune
- "Les Lavières"
- Beaune Clos de la Mousse
- "Clos de la Mousse"
- Beaune Grèves
- Beaune Grèves
- "Vigne de l'Enfant Jésus"
- "Clos de la Rongotte"
- "Clos de la Rongotte"
- "Ancienne Cuve Carnot"
- Pommard 1^{er} cru
- Le Corton
- Chambolle-Musigny
- Chambolle-Musigny
- Beaune Clos Saint-Laudry
- Meursault Gencivrières
- Corton Charlemagne
- Chevalier Montrachet
- Montrachet

Département de la Côte d'Or, Bourgogne
Boulevard Père & Fils, Département de la Côte d'Or
21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 90.93.97

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 2287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE DOM-TOM
273 F 421 F 511 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 922 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par mandat)
BELGIQUE LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 521 F 731 F 946 F

É - SUISSE TUNISIE
386 F 607 F 849 F 1 230 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) versent bien sûr le montant de leur abonnement.

Changements d'adresse : les abonnés doivent nous en adresser un avis écrit, accompagné de leur ancienne adresse, au moins deux semaines avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement de l'étranger par mandat postal ou par chèque postal.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant
André Laurendeau, directeur de la publication
Anciens directeurs
Hubert Bonenfant (1944-1968)
Jacques Foccart (1969-1982)

Reproduction interdite de tous articles sans l'autorisation de l'administration.
Commission paritaire : n° 57 437
ISSN : 0023 - 9160

ion des Huns

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

M. SHARON DEVANT LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR SABRA ET CHATILA

« Nous savions qu'il y aurait des victimes civiles, mais n'avions jamais imaginé que de tels massacres pourraient se produire »

De notre correspondant

Jérusalem. — Lorsque le ministre israélien de la Défense, M. Ariel Sharon, est arrivé lundi matin dans la salle d'audience de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, il ne s'attendait certainement pas que sa déposition publique dure plus de deux heures et demie, et qu'il soit ainsi amené à brasser devant une cinquantaine de représentants de la presse, un tableau de ses agissements et de ses décisions pendant les journées qui ont précédé et suivi les massacres, confirmant, avec plus de détails, ses déclarations devant la Knesset (le Monde du 24 septembre).

La veille, M. Sharon avait en effet adressé une lettre à la commission dans laquelle il demandait de réviser à huis clos, hormis une déclaration préliminaire qu'il désirait faire en public. Et effectivement, après l'ouverture de l'audience, le général Sharon a donné lecture d'une sorte de plaidoyer en faveur de l'opération « paix pour la Galilée ». Puis, immédiatement après sa première question du président de la commission, le juge Kahane, il a répliqué le huis clos.

Le magistrat en a décidé autrement et il a fait que la commission fait de la publicité des débats une question de principe. La loi impose en effet que les audiences d'une commission d'enquête judiciaire soient publiques, sauf s'il s'agit de secrets militaires ou de secrets d'Etat. Il n'est pas question d'essayer de se dérober à cette obligation en s'abritant derrière une trop large interprétation de cette loi.

Après s'être montré quelque peu réticent, le ministre de la Défense a donc longuement répondu aux nombreuses questions de la commission. Ses témoignages publics sur ses activités entre le 14 et le 18 septembre, dernier jour de l'opération, ont été très intéressants. Il est vrai, certaines lacunes qui auraient pu être comblées lors de la déposition à huis clos. Les protocoles des réunions du gouvernement en présence du ministre n'ont pas été divulgués. Il

n'empêche que M. Sharon a finalement très largement reconstitué les événements dans lesquels il est impliqué.

Le 14 septembre, c'est vers 17 heures qu'il reçoit les premières informations sur l'attentat contre le chef de l'armée, le général Eliezer Shalev. Immédiatement, il entame des consultations avec les chefs des services de renseignements de l'armée et du Mossad (services spéciaux). Puis il décide d'envoyer le chef d'état-major, le général Rabinovitch, sur place à Beyrouth. A minuit, après une conversation téléphonique avec M. Begin, la décision est prise de pénétrer à Beyrouth-Ouest.

Le 15 septembre, M. Sharon gagne Beyrouth. Il rencontre M. Pierre Gemayel au quartier général des Phalanges. Cette fois, sans consulter M. Begin, il décide, avec le général Rabinovitch, que sont les Forces libanaises (Phalanges) qui pénétreront dans les camps de Sabra et de Chatila.

Le 16 septembre, le gouvernement israélien se réunit et approuve l'immensité de cette décision. M. Sharon conteste les informations selon lesquelles le vice-premier ministre, M. David Levy, aurait mis en garde le cabinet contre d'éventuels massacres.

Le 17 septembre, peu avant 21 heures, M. Ariel Sharon apprend, pour la première fois, assure-t-il, — par un coup de téléphone du général Rabinovitch, dans les camps de Chatila et de Sabra les choses ne se sont pas déroulées exactement comme prévu. « Ils ont exécuté », aurait dit le général Rabinovitch en parlant des phalanges. Le chef d'état-major annonce alors que le commandant de la région nord, le général Amir Dror, a déjà pris une triple mesure : l'opération de la défense était de ne pas laisser se constituer un nouveau noyau d'organisation terroriste.

Le lendemain, à 5 heures

du matin, ces mesures paraissent suffisantes à M. Sharon. Il n'estime pas devoir prendre personnellement des initiatives supplémentaires.

C'est alors qu'un membre de la commission, le juge Aharon Barak, pose une des questions-clés : « Pourquoi jusqu'à 5 heures du matin ? Pourquoi ne pas avoir donné l'ordre aux Phalanges d'évacuer immédiatement les camps ? Dans sa réponse, M. Ariel Sharon s'adresse alors à un autre membre de la commission, le général de réserve Yonah Shalev, en sa qualité de militaire : « Vous savez comment ça se passe sur le terrain. Il faut que les ordres soient transmis, il faut se rassembler, s'organiser. Dans ces conditions, le laps de temps jusqu'à 5 heures du matin me paraît tout à fait raisonnable. »

Ce dialogue est sans doute symptomatique : tout au long de l'audience les membres de la commission ont exigé des précisions et des éclaircissements de M. Sharon. La majorité de leurs questions ont en fait porté sur deux points : pourquoi les Forces libanaises (que M. Sharon désigne toujours comme « les Phalanges ») ont-elles été chargées d'une mission si délicate ? Pourquoi les camps de Sabra et de Chatila ? Connaissant la situation et les précédents au Liban, ne fallait-il pas s'attendre que ces milices commettent de tels massacres ?

Sur le premier point les explications de M. Sharon ont été parfois embarrassées. Une décision de principe de faire participer les phalanges à l'opération avait été prise par le gouvernement — rappelle-t-il — dès le 15 juin au neuvième jour de la guerre.

En ce qui concerne l'opération dans les camps de Beyrouth, le général Rabinovitch a expliqué le rôle de la défense était de ne pas laisser se constituer un nouveau noyau d'organisation terroriste.

La question de savoir si les massacres étaient ou non « prévisibles », le général Sharon répond par toute une série d'arguments. Il cite l'exemple de plusieurs opérations auxquelles les Phalanges avaient participé auparavant à l'inspiration de l'armée israélienne pendant la guerre au Liban sans commettre d'exécutions. Il ajoute savoir d'expérience que même lorsque les Arabes veulent exercer une vengeance ils ne s'en prennent pas d'ordinaire à des femmes, des enfants ou à des vieillards. Enfin et surtout, il fait état de ses rapports avec les dirigeants phalanges : « Ce ne sont pas des bêtes, ce sont des hommes, des hommes qui ont des instincts violents ; leur organisation est bien structurée, quasiment comme une armée régulière. »

Alors ? Alors le général Sharon ne peut que répéter : « Nous savions qu'il y aurait des victimes civiles, mais à aucun moment nous n'avons imaginé que de tels massacres pourraient se produire. Jamais nous n'avons évoqué une telle possibilité. » (Interim.)

Un Palestinien âgé de quinze ans, Nizam Lutfi, a été tué le mardi 30 octobre par balles lors d'une manifestation anti-israélienne au camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse. Le couvre-feu a été imposé par l'armée israélienne sur ce camp qui abrite plusieurs milliers de réfugiés palestiniens. (A.F.P.)

Egypte

Le Caire s'approprierait à demander la reprise des négociations sur l'enclave de Tabah

Correspondance

Le Caire. — Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Mubarak s'est rendu samedi 23 octobre dans la péninsule du Sinaï, rendue dans sa totalité à l'Egypte depuis le 28 avril dernier. Accompagné de son premier ministre, M. Fouad Morsi, de son ministre de la Défense, le maréchal Abou Ghassala, et d'une centaine de parlementaires, il est allé accueillir le président Némery, du Soudan, à El-Arich, sur la côte méditerranéenne. Les deux hommes ont signé les décrets portant création des institutions prévues par la charte d'intégration entrée en vigueur à Khartoum le 12 octobre dernier. C'est dans un cadre très loin du fleuve qui unit leurs pays que les deux chefs d'Etat ont réaffirmé avec force leur volonté de « faire vivre l'amitié du Nil ».

Ce séjour de vingt-quatre heures

(1) Un accord intermédiaire avait été conclu en avril dernier à ce sujet entre Israël et l'Egypte, à la veille du départ des troupes israéliennes du Sinaï. Aux termes de cet accord, les Israéliens devaient se retirer jusqu'à la ligne de 1966, délimitant la frontière entre la Palestine autonome et l'Egypte. La zone litigieuse devait être confiée à la force multinationale du Sinaï, jusqu'à ce qu'il soit décidé de la remettre aux autorités locales.

Le développement touristique, en particulier, n'a absolument pas tenu ses promesses et tous ceux qui s'y sont rendus, venant du Caire, se plaignent à la fois des rares et médiocres conditions d'accueil et des prix excessifs qui sont pratiqués. Enfin, depuis leur départ du Sinaï, les Israéliens, qui, au temps de l'occupation, avaient l'habitude de se rendre par dizaines de milliers tout le long du golfe d'Akaba, d'Elilat jusqu'à Charm-El-Sheikh, ont pratiquement déserté la région.

MOUNA EL-BANNA.

Liban

M. Shultz affirme que les États-Unis comptent obtenir le départ des troupes étrangères avant la fin de l'année

M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a déclaré lundi 25 octobre, à Ottawa, que Washington comptait obtenir le départ des forces étrangères du Liban d'ici la fin de l'année. M. Shultz, qui s'adressait à un groupe de responsables de la presse canadienne, a aussi noté

que plusieurs pays étaient prêts à contribuer à l'élargissement de la force multinationale de sécurité déployée au Liban pour aider les autorités de Beyrouth à rétablir leur autorité sur leur territoire.

M. Shultz a fait état d'une réaction « constructive » des Arabes au plan de paix du président Reagan pour le Proche-Orient, estimant que « le camp arabe montre un souci évident d'élaborer une formule de paix ». Il a souligné à ce propos que le roi Hassan II du Maroc avait, au cours de son récent séjour à Washington, souhaité « vivre en paix avec un Israël reconnu » (le Monde du 26 octobre) et évoqué les résolutions 242 et 338 de l'ONU et des propositions américaines et arabes comme une base pour la paix dans la région.

La résolution 242 engage tous les Etats du Proche-Orient à une coexistence pacifique, et la résolution 338 prévoit des négociations en vue d'une paix juste et durable.

« Je ne vote donc pas ce qu'on peut en déduire d'autres qu'une occupation par les Arabes du fait qu'ils ont fait des déclarations de la région », a dit M. Shultz. L'effort doit maintenant consister à définir une formule de paix avec Israël. Les Arabes estiment en avoir déjà fait beaucoup, ce qui est vrai.

Le responsable américain a ajouté que Washington s'efforçait de favoriser une « émergence » du roi Hussein de Jordanie, en vue de l'associer à des négociations avec le président Mubarak et M. Begin.

A Damas, la radio officielle syrienne a de nouveau rejeté, lundi, l'idée d'un éventuel retrait simultané des forces israéliennes, syriennes et palestiniennes du Liban. « La question du retrait simultané auquel tiennent les Israéliens constitue en fait une sorte d'occupation politique et vise à dissimuler les réalités et les priorités sur le terrain », a notamment affirmé Radio-Damas.

La radio syrienne a en outre rejeté toute tentative visant à mettre sur un pied d'égalité les « forces occupantes israéliennes » et la force arabe de dissuasion (FAD, à effectifs syriens). Cette « question syro-libanaise » sera résolue entre les deux parties après la décision libanaise de se libérer des batailles israéliennes.

Selon des témoins, des milliers de chrétiens ont investi, lundi matin, un quartier du centre de Saida, tirant en l'air et procédant à une dizaine d'arrestations au sein de la population. Au quartier général de l'armée israélienne à Saida, on précise que les soldats israéliens se sont rendus sur les lieux, libérant les prisonniers et arrêtant les Phalanges. Ces derniers, précisés-on de même source, ont été relâchés quelque temps après, « après une sévère mise en garde contre de tels agissements ». — (Reuter, A.F.P.)

AMÉRIQUES

El Salvador

LES GUÉRILLEROS SOUHAITENT NEGOCIER AVEC LE GOUVERNEMENT

Que se passe-t-il au Salvador ? Selon certaines informations, des conversations « au plus haut niveau » auraient lieu en ce moment à San-José-de-Costa-Rica entre des représentants de l'armée salvadorienne et des émissaires de la guérilla. Selon l'Agence France-Presse, le Front Farabundo-Martí de libération nationale a fait des propositions — ce ne sont pas les premières — pour engager des négociations avec le gouvernement.

Ces propositions, précise l'agence, prévoient que chaque partie se fasse représenter par deux personnes au cours d'éventuelles négociations, qui se dérouleraient en présence d'observateurs américains et étrangers. L'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, M. Dean Hinton, a évoqué récemment une telle possibilité dans une entrevue avec le Times de Londres. Le thème a été également abordé par l'église, au cours d'une homélie prononcée le dimanche 24 octobre par le père Jean Delgado dans la cathédrale. Mais le pape a accusé les autorités d'avoir fait enlever cinq dirigeants de l'opposition pour torpiller un éventuel règlement négocié de la guerre civile.

Ces cinq personnalités, qui appartiennent à diverses formations composant le Front démocratique révolutionnaire (allié à la guérilla), ont été arrêtées entre le 18 et le 20 octobre. Il s'agit de MM. Luis Menjívar, Jorge Rivera, Mauricio Domenech, Elias Gurdun et Carlos Molina.

Selon de nombreux observateurs, c'est pour imposer des pourparlers de paix que la guérilla a déclenché au début d'octobre une vaste offensive, alors que le gouvernement lui faisait « très difficile ». Les maquisards se sont emparés, en effet, de plusieurs localités dans les départements de Morazan et de Chalatenango, au nord du pays, obligeant l'armée gouvernementale à reprendre ces positions, de faible valeur stratégique. Selon les guérilleros, au moins cent quatre-vingt-cinq soldats auraient été tués et capturés au cours des combats. Les militaires affirment pour leur part avoir tué deux cents guérilleros.

Canada

La visite de M. Shultz a permis d'apaiser certaines tensions entre Ottawa et Washington

De notre correspondant

Montréal. — La visite de vingt-quatre heures effectuée lundi 25 octobre à Ottawa par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a été l'occasion pour les deux gouvernements de s'engager à faire preuve de bonne volonté pour régler les différends qui se multiplient depuis deux ans entre le Canada et les Etats-Unis. Vingt-cinq représentants de cette première prise de contact, M. Shultz et le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Allan Rock, ont convenus de se rencontrer au moins quatre fois par an et de mettre en place des mécanismes de consultation pour faciliter le règlement des différends.

Les relations entre les deux pays s'étaient très nettement dégradées par suite d'un accroissement du contentieux, allant des mesures protectionnistes adoptées d'un côté et de l'autre au contrôle des investissements en passant par les « plaintes acides » déversées sur le Canada par les usines américaines.

M. Reagan était venu à Ottawa pour son premier voyage officiel en janvier 1981 afin de sonder le gouvernement canadien sur son projet de créer un marché commun nord-américain qui inclurait également le Mexique. Le Canada, qui fait environ 70 % de son commerce avec les Etats-Unis et dont l'économie est en grande partie contrôlée par son voisin, n'est guère favorable à cette idée. Il craint en effet que l'intégration plus poussée des deux économies ne conduise à une aggravation de sa dépendance à l'égard des Etats-Unis et ne réduise encore davantage ses espoirs de diversifier ses échanges.

En fait, au moment de la visite de M. Reagan, les relations entre les deux pays étaient déjà tendues à la suite de l'annonce par Ottawa, en octobre 1980, d'une « nouvelle politique énergétique » qui devait permettre aux Canadiens de réduire progressivement de 75 % à 50 % la participation du capital étranger dans l'industrie pétrolière nationale.

très mal accueillie par les sociétés pétrolières américaines qui continuent encore aujourd'hui de dénoncer les « mesures discriminatoires » dont elles estiment victimes. Par le biais de la fiscalité notamment, Washington agit alors fait et cause pour les hommes d'affaires américains.

Avec l'aggravation de la crise économique au Canada, le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, s'est finalement résolu à mettre une sourdine au nationalisme de certains de ses ministres en procédant, en septembre, à deux remaniements successifs de son gouvernement. Il faisait un pas de plus en reconnaissant, à quel point, à Ottawa, avec la plus grande discrétion, vingt et un des plus importants dirigeants d'entreprises des Etats-Unis (Standard Oil, Procter and Gamble, Union Carbide, Westinghouse, etc.) qu'il avait personnellement invités pour leur dire que le Canada n'avait pas changé, qu'il était toujours le meilleur ami des Etats-Unis et qu'il était disposé à donner le meilleur accueil possible aux investissements américains.

Le coup de barre donné par M. Trudeau a été bien reçu à Washington où l'on semble maintenant prêt à faire preuve d'un peu plus de compréhension à l'égard d'un partenaire qui demande le « droit à la différence ».

Et M. Shultz, comme il l'a lui-même déclaré lors d'une conférence de presse, n'a pas demandé au gouvernement canadien de modifier sa politique énergétique ni d'assouplir les règles de fonctionnement de l'agence chargée de contrôler les investissements étrangers, il a regretté cependant le caractère « vague » des critères utilisés par cette agence et qu'il lui a fait certaines mesures de la politique énergétique canadienne.

Il a également été question, en matière de défense, des missiles de croisière (Cruise), mais Ottawa n'a pas encore répondu à la demande des Etats-Unis qui souhaitent tester ces missiles dans le nord du Canada.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Fille, mère, amante, écrivain, femme.

Joseph Barry

George Sand ou le scandale de la liberté

Seuil

كتاب من الامم المتحدة

صحنه من العمل

DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS DU GÉNÉRAL KOLINGBA

M. Cheysson souligne la rigueur avec laquelle le gouvernement de Bangui s'emploie à redresser la situation

« C'est l'autorité légitime que nous soutenons en République centrafricaine », a déclaré, lundi 25 octobre, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, portant un toast en l'honneur du général André Kolingba, chef de l'Etat centrafricain, qui, en visite officielle de travail en France, était son hôte à dîner au Quai d'Orsay.

M. Cheysson a souligné la rigueur avec laquelle le gouvernement centrafricain s'emploie à redresser la situation, « héritage du passé », malgré des « difficultés redoutables et au prix de grands sacrifices ». De son côté, le général Kolingba a déploré les « inégalités orientées » entre les pays industrialisés et les pays du tiers-monde qui peuvent, a-t-il précisé, « déboucher sur de graves bouleversements ».

A sa sortie de l'Élysée, où il venait d'être reçu à déjeuner par M. François Mitterrand, le général Kolingba, interrogé sur l'aide française à son pays, a répondu : « Non, seulement la France ne continue son effort actuel, mais elle va l'augmenter. » A propos

de la coopération militaire, le président centrafricain a observé : « Par sa présence en R.C.A., l'armée française joue un rôle économique, et nous avons tout intérêt à la garder pour nous permettre de résoudre certains problèmes dans nos régions reculées. »

Au Quai d'Orsay, on indique enfin que l'entretien que le président Kolingba a eu lundi au cours d'un petit déjeuner de travail, avec M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, a essentiellement porté sur la coopération bilatérale. Le porte-parole a ajouté à ce sujet : « L'effort de la France dans ce domaine doit accompagner l'effort de rigueur dans lequel s'est déjà engagé le gouvernement centrafricain. » On rappelle que l'aide budgétaire française au Centrafrique s'élève, pour les huit premiers mois de 1982, à 74 millions de francs et qu'elle est sensiblement plus importante que celle de l'année dernière, qui, pour toute l'année, s'est élevée à 100 millions de francs.

A travers le monde

Iran

● LE CHARGE D'AFFAIRES IRANIAN A DAKAR, M. Mohsen Eskander, en poste au Sénégal depuis août 1981, a annoncé lundi 25 octobre à Stockholm son intention de demander l'asile politique en Suède. Le diplomate iranien a indiqué à l'A.P.F. qu'il avait quitté il y a trois semaines ses fonctions à l'ambassade d'Iran au Sénégal. Il a précisé dans un long communiqué qu'il « prenait position contre le régime de terreur de Khomeiny » et annonçait son adhésion à l'organisation des Moudjahidin du peuple. — (A.F.P.)

Kenya

● ONZE SOLDATS DES ANCIENNES FORCES ASIÉNIENNES KENYANES ont été condamnés, lundi 25 octobre, par un tribunal militaire, à des peines allant de l'emprisonnement à dix-huit ans de prison, pour leur participation au coup d'Etat manqué du 1^{er} août dernier. Ces condamnations portent à trois cent soixante et un le nombre de militaires condamnés. — (A.F.P.)

Ouganda

● M. HANS CHRISTEN BENNETZEN, âgé de soixante ans, de nationalité danoise, un des délégués de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, chargé des questions administratives au siège de Kampala, a été abattu dans cette ville, vendredi 22 octobre, par des hommes armés qui, après l'avoir jeté hors de sa voiture, lui ont tiré une balle dans la tête. En dépit de la gravité de son état, M. Bennetzen a pu être transporté à Nairobi. Depuis six mois, le siège de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge à Kampala a connu cinq incidents graves dus principalement au brigandage. — (Corr.)

U.R.S.S.

● UN MOUVEMENT DE PANIQUE INEXPLICITE a causé, mercredi 20 octobre, la mort de plus de vingt personnes au stade Lénine de Moscou à l'issue d'un match de football opposant les Pays-Bas à l'Union soviétique. Plusieurs dizaines de spectateurs auraient été blessés et une enquête indique le quotidien Vechernyaya Moskva a été ouverte. — (A.P.)

Le collectif de grève du quai d'Orsay répond à M. Thibaut : les « échanges culturels » ne sont pas une nouveauté

Le collectif de grève de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures nous a adressé la réponse ci-dessous au « Point de vue » du directeur général, M. Jacques Thibaut, publié dans le Monde du 5 octobre. A la suite de la grève générale déclenchée ce même jour à la D.G.R.C.S.T., le ministre M. Cheysson a demandé à l'inspecteur général des relations extérieures, M. Viol, de procéder à une « évaluation » de ses objectifs, de ses méthodes et de son fonctionnement et de ceux de la coopération.

Dans l'article qu'il a publié dans le Monde du 5 octobre 1982, intitulé « L'action culturelle extérieure : d'une gestion à une politique », M. Jacques Thibaut, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des relations extérieures, opposait la « gestion » dans laquelle, selon lui, se serait cantonnée la direction générale avant son arrivée, à la « politique », à la définition et à la poursuite de laquelle il allait lui, désormais s'attacher.

Cette distinction n'a pas manqué de surprendre les agents de la D.G.R.C.S.T., qui voyaient ainsi citer, pour illustrer une orientation ou un comportement non seulement des opérations engagées depuis plusieurs années (aide à l'enseignement du arabe à Haïti, lycées bilingues, réciprocité dans l'action culturelle) ou cherchant en vain à la direction générale des relations culturelles et techniques.

Il y a des années, en réalité, que la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques s'efforce d'instaurer une véritable politique de dialogue et d'échanges avec l'étranger, tel point que l'un de ses trois services s'appelle jusqu'au mois dernier « service des échanges culturels ». Des années que des efforts importants sont déployés pour assurer à la diversification de l'enseignement des langues vivantes en France, ou à la promotion des cinémas et des arts étrangers, tant il est évident qu'aucune action culturelle n'est possible sans une meilleure connaissance des partenaires et leur patrimoine et leurs créations. Comme si, à l'instar de ce qui s'est passé à l'Institut de la culture ou de Jean-Pierre Chevènement d'avoir mis en place le C.N.R.S.

En fait, la situation de la D.G.R.C.S.T. depuis des mois est une épreuve tragique : il n'y a plus de gestion, tant les principes de fonctionnement les plus élémentaires d'une structure administrative dont le budget atteint 3 milliards de francs sont bafoués. Et il y a moins encore de « politique » que par le passé : tout est plus une politique de décharge et la récupération de quelques orientations ou opérations mises en œuvre depuis longtemps.

La plupart des agents, à Paris comme à l'étranger, savent de longue date que bien des choses ne vont pas dans notre action culturelle. Il y a à définir un « projet culturel extérieur », cohérent, novateur, adapté à notre temps et aux besoins d'un monde bouleversé. Il y a à définir, par l'urgence, la trilogie à la « modernité » de plus de cent nouveaux pays et par la mise en place généralisée de systèmes de communication des images et des idées toujours plus performants. Il y a des ressources nouvelles à y affecter, des modes de gestion plus efficaces à adopter, des personnels nouveaux à mobiliser. Il faut largement redéfinir les modalités d'intervention de l'Etat dans nos rapports avec les pays occidentaux, tant les initiatives parapolitiques et privées se sont — et heureusement — multipliées. Il faut penser enfin et véritablement notre coopération culturelle avec le Sud. D'où l'espoir qu'avait fait naître, indépendamment des appartenances politiques des agents, l'évident intérêt porté par le chef de l'Etat à cet aspect fondamental de la politique extérieure de la France. D'où aussi leur consternation, un an plus tard, lorsqu'ils constatent que non seulement aucun projet culturel n'a à ce jour été articulé, mais que la machine qu'il fallait déposséder, relancer, est désormais totalement bloquée.

Que ces agents — diplomates, enseignants, chercheurs — aient pu porter à l'agitation — aient fait grève massivement le 5 octobre pour demander au gouvernement de leur sort personnel ni même des moyens financiers pour les actions qu'ils mènent, mais des décisions urgentes menant fin au désastre dans le domaine de la « gestion » et au bluff en matière de « politique », devrait faire réfléchir.

● Des pays du tiers-monde ont été élus, vendredi 22 octobre, à neuf des douze sièges nouvellement créés du conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications. La conférence plénière de l'UIT, réunie à Nairobi et qui groupe sept continents sept États, a porté le nombre des sièges du conseil d'administration à quarante et un, en y ajoutant le Bénin, le Kenya, la Zambie, l'Indonésie, le Koweït, le Pakistan, les Philippines, la Colombie et le Pérou, ainsi que la R.D.A. et la Yougoslavie. — (Reuters.)

● La femme de l'ambassadeur de France à Madrid, Raoul de Laage, qui s'est tué dimanche dans un accident de la route, près de Burgos, était toujours hospitalisée lundi 25 octobre, dans un état grave, à la résidence de l'ambassade. Elle souffre d'un traumatisme crânien, de contusions multiples et de fractures de plusieurs côtes.

La fin de la visite de M. Marchais à Pékin

« Le temps des anathèmes et des excommunications est bien révolu »

déclare le secrétaire général du P.C.F.

De notre correspondant

Pékin. — Avant de quitter Pékin pour Pyongyang, ce mardi 26 octobre, M. Georges Marchais s'est dit « satisfait » de ses conversations avec les dirigeants chinois, en dépit de la persistance de différences d'appréciation, voire de « divergences sur telle ou telle question ». Les positions des deux partis sont restées inchangées sur l'Afghanistan et le Cambodge, mais ces questions ont été discutées, comme les autres problèmes abordés, « de manière directe, ouverte et franche ». « Vous voyez », a dit le dirigeant français, le temps des anathèmes et des excommunications est bien révolu. »

Le secrétaire général du P.C.F. a saisi l'occasion que lui offrait sa dernière conférence de presse, à l'issue d'un voyage de quinze jours dans le pays, pour préciser plus nettement la position de son parti à l'égard de la coopération sino-soviétique. « J'ai dit à nos camarades chinois que nous regrettons la persistance de ces contentieux tant entre les Etats qu'entre les deux camps de pays socialistes et de partis communistes », a déclaré M. Marchais. La délégation française souhaite donc « une normalisation plus rapide des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. et l'établissement de relations saines entre les deux P.C. pour une libre commune avec des objectifs communs ». Ayant noté que M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C., s'était exprimé dans le même sens et que M. Brejnev avait lui aussi fait des ouvertures vers Pékin, M. Marchais a souligné l'espoir que « les phases progresseront dans la même direction ».

« Ce fut une erreur profonde de vouloir vouloir marginaliser, au sein du mouvement communiste, le P.C.F. », a déclaré le dirigeant français. Dans cette affaire, « tous les partis portant une part de responsabilité, y compris le nôtre ». Cette question a été discutée lundi par M. Marchais lors de sa rencontre avec M. Deng Xiaoping, lequel s'est dit lui aussi « satisfait » des échanges de vues qui viennent d'avoir lieu. Selon l'agence Chine nouvelle, M. Deng a indiqué, à ce propos, qu'un parti étranger est condamné à commettre des erreurs s'il essaie de s'engager dans les affaires d'un autre ou de faire à son sujet des critiques peu judicieuses.

A l'issue de cette reprise de contacts, l'analyse d'ensemble de la situation internationale que font les Français et les Chinois reste cependant assez différente. Corrélatif de l'impression qu'il avait eue d'une certaine supériorité à la fin de ses conversations avec M. Hu, M. Marchais a reconnu que les Chinois maintenaient leur position consistant à considérer que « l'indépendance des nations et la souveraineté de leurs peuples sont au-dessus de tout mise en cause par ce qu'ils appellent l'hégémonie des super-puissances ».

Les dirigeants du P.C.F. n'ont pas caché non plus à leurs interlocuteurs qu'ils qualifient la politique de certains pays socialistes, notamment celle de l'U.R.S.S., d'« hégémonique ». A l'appui de leur thèse, ils ont évoqué « les problèmes soulevés aux frontières de la Chine », mais M. Marchais a noté que « ce qui était venu en premier plan dans les conversations, c'est la détermination de la situation au Proche-Orient, en Afrique australe, en Amérique centrale et en Asie, du fait des agissements de l'impérialisme », et ce n'est qu'ensuite qu'a été évoquée la question des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S. ».

La divergence de vues est apparue encore plus clairement à propos du Cambodge et du rôle du Vietnam dans la péninsule indochinoise. Rappelant les « liens étroits qui existent entre communistes français et vietnamiens », M. Marchais a souligné que les communistes français portaient le Vietnam dans leur cœur du fait de cette histoire. « A-t-il dit, — M. Marchais a défendu le rôle joué par Hanoi au Cambodge. Prenant le contre-pied des positions chinoises, il a affirmé qu'il n'y a pas de tâche plus urgente que d'aider le gouvernement de Heng Samrin à libérer son pays afin de faciliter le retour à une situation normale et le départ des troupes vietnamiennes ».

En ce qui concerne la coopération future entre les P.C. français et chinois, un programme d'échanges de délégations d'études sur des thèmes précis, des voyages de journalistes, a été mis au point. L'Assemblée ouvrira un bureau prochainement à Pékin, et une délégation officielle du P.C.F. a été invitée à se rendre en France.

Interrogé sur ce qu'il pensait de la libération de poète cubain Valdez, après vingt ans de détention, et de la grève de la faim d'Anatoli Chibaranov, M. Marchais a assuré qu'il avait abordé le cas du prisonnier cubain au cours de son séjour à La Havane. M. Castro, aurait justifié alors l'emprisonnement du poète, responsable selon lui de la mort de soldats cubains, mais aurait promis une mesure de clémence au moment opportun. Tout en demandant à son interlocuteur de garder le silence à ce sujet, M. Marchais, parlant, a-t-il précisé, au nom du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme qu'il préside, a dit espérer le même résultat dans le cas du dissident soviétique.

MANUEL LUCERT.

Du 1^{er} au 4 décembre.

M. REAGAN SE RENDRA DANS TROIS PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

Washington (A.F.P.). — Le président Ronald Reagan s'envolera, du 1^{er} au 4 décembre, pour se rendre successivement en Brésil, en Colombie et au Costa-Rica. A son retour, lundi 26 octobre, le président Reagan s'adressera à la Chambre des représentants à la suite de la guerre des Malouines, la situation économique du continent, les questions de sécurité et les progrès vers la démocratie seront les principaux sujets qu'évoquera le président Reagan au cours de sa tournée, a indiqué un haut responsable américain. M. Reagan sera au Brésil les 1^{er} et 2 décembre à l'invitation du président José Figueiredo. Il se rendra le 3 décembre à Bogota à l'invitation du président Belisario Betancur avant de gagner le Costa-Rica le 4 décembre pour rencontrer le président Luis Alberto Monge. M. Reagan quittera Washington dans la soirée du 4 décembre.

RÉSIDENCES - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
57, av. Jean-Médard 06000 NICE
Tél. (03) 80.88.31 (R.N.A.N.)

GALERIES LAFAYETTE

EMMITOUFLEZ VOS NUITS FROIDES.



Offrez-vous des nuits douillettes dans cette COUVERTURE DOUBLE FACE en pure laine vierge, 220 x 240 cm 370F. (Existe en 3 tailles et 3 coloris).

Woolmark. 100% pure laine vierge.

Galleries Lafayette

AFRIQUE

LE CONFLIT SOMALO-ÉTHIOPIEN

Addis-Abeba n'est pas parvenu en quatre mois à briser la résistance de Mogadiscio

Nairobi. — Près de quatre mois après le réveil brutal des hostilités sur les confins somalo-éthiopiens, le conflit est au point mort. Les vifs combats des premières semaines ont tourné en une guerre d'usure qui se résume le plus souvent à de sporadiques échanges d'artillerie entre patrouilles ennemies. Les effectifs en présence sont pratiquement inchangés, les estimations avancées dès le début de juillet dans les milieux diplomatiques de Mogadiscio demeurent valables (*le Monde* du 17 juillet). D'un côté, une force combattante mixte regroupe entre six mille et dix mille hommes, et comprend en majorité des unités régulières éthiopiennes épaulant quelque deux mille dissidents du Front démocratique somalien du salut (F.D.S.S.). Meilleurs connaissances du terrain, ceux-ci servent surtout d'éclaireurs. Cette troupe, solidement armée, possède des chars et une artillerie efficace. Elle bénéficie d'une bonne couverture aérienne (Mig 23 et 21).

En face, l'armée somalienne aligne seulement deux mille cinq cents hommes. Son artillerie est médiocre, et elle n'a pas d'aviation. Contre toute évidence, le Front du salut continue de prétendre — notamment sur les ondes de Radio-Hallang (1), sa station émettrice — qu'il ne reçoit aucun soutien étranger tandis que le gouvernement d'Addis-Abeba se cramponne à la thèse du « conflit interne ». La Somalie leur oppose les cadavres de soldats éthiopiens trouvés sur le champ de bataille, et les prisonniers de guerre dont certains furent présentés récemment à Mogadiscio.

Les cartes diffusées par les autorités somaliennes mentionnent deux théâtres d'opérations. Dans la région

de Galdagub, les envahisseurs tiennent le village de Ballambale, à 31 kilomètres à l'intérieur du territoire somalien. 300 kilomètres plus au nord, dans la région de Mudugh, ils occupent la localité de Galdogob, située à 10 kilomètres de la frontière. Selon Mogadiscio, les unités ennemies appartiennent, dans le premier cas, à la 3^e division éthiopienne, et dans le second à la 11^e division. Ces informations sont largement confirmées par les observateurs militaires et par les journalistes qui se sont récemment rendus sur le terrain.

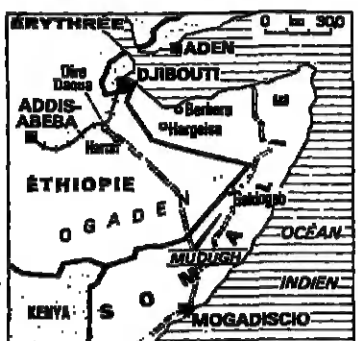
Soutien américain à la Somalie

Supérieurs en hommes et en matériel, les assaillants avaient les moyens de poursuivre leur avance jusqu'à la route reliant le sud au nord du pays. En contrôlant cet axe vital, ils auraient coupé la Somalie en deux. Or ils ont délibérément choisi de ne pas pousser leur avantage. S'ils avaient continué leur progression, le mythe de la non-intervention éthiopienne aurait été estompé, volé en éclats. Cela confirme que le gouvernement d'Addis-Abeba ne cherchait pas à livrer chez son voisin une guerre de grande envergure, mais qu'il a cru venu le moment de donner le coup de grâce à un régime pro-occidental tenu pour agonisant, en prêtant main forte à ses adversaires. Le Front, quant à lui, s'était accordé trois mois pour abattre le président Siyad Barre. L'un et l'autre ont sous-estimé sa capacité de résistance. Pour les Éthiopiens, le bilan de l'opération est plutôt négatif.

De notre correspondant en Afrique orientale

Pour la première fois, le colonel Mengistu s'est retrouvé dans le mauvais rôle de l'agresseur, réservé jusqu'ici à ses adversaires, sa position diplomatique en est aujourd'hui affaiblie, notamment aux yeux de l'O.U.A. M. Arap Moi, son président en exercice, a implicitement rejeté la thèse de l'« innocence » éthiopienne en appelant les deux États voisins à cesser le feu.

Cela vaut d'autant plus d'être souligné que le Kenya avait, par le passé, toujours penché en faveur de l'Éthiopie. Face à la menace étrangère, l'armée somalienne a resserré les rangs derrière M. Siyad Barre. Son homme fort, le général Ali Saïdmar — également premier vice-président — a manifesté un loyalisme sans faille envers le chef de l'État. Ce dernier s'est fait réélire triomphalement en août à la tête du



parti unique dont le congrès avalisa le même coup la « purge » qui avait frappé en juin plusieurs hauts dirigeants dont le général Ali Abokor, numéro deux du parti. M. Siyad Barre s'est même donné les gants de proposer au colonel Mengistu l'ouverture de négociations « n'importe où, n'importe quand » pour régler pacifiquement le conflit de l'Ogaden. (L'Éthiopie, pour sa part, s'en tient à son exigence préalable d'une reconnaissance préalable de Mogadiscio de l'intangibilité de la frontière commune.)

En outre, la Somalie a saisi l'occasion pour obtenir de l'aide améri-

caine, jusqu'ici plutôt ténue, une rapide et spectaculaire démonstration de solidarité. Les États-Unis ont annoncé le 24 juillet l'envoi d'une « aide militaire d'urgence » à Mogadiscio, qu'ils renouvelèrent le 16 août aussitôt après la proclamation de l'état d'urgence sur la frontière. Les appareils de l'U.S. Air Force, venus de Diego Garcia, se contentèrent en fait de débarquer le matériel « défensif » promis depuis 1980 par Washington en contrepartie de la mise à disposition des « facilités » aéronavales de Berbera : équipement radar et de communications, batteries antiaériennes, jeeps, camions, missiles antichars, armes légères et munitions. Ce matériel n'a jamais été livré bien que M. Siyad Barre ait obtenu en mars du président Reagan un accroissement sensible pour 1983 de l'aide militaire américaine (30 millions de dollars au lieu de 20). En septembre, assurent les témoins, seuls les équipements radio étaient parvenus sur le front.

Les besoins de l'armée somalienne sont si aigus depuis sa défaite en Ogaden en 1978 que la fourniture initialement prévue de canons antiaériens Vulcan a été annulée au profit d'un matériel moins sophistiqué mais plus indispensable. Une vingtaine d'instructeurs américains sont en mission temporaire à Mogadiscio. En annonçant avec maladresse qu'il résilierait en cas de victoire l'accord de défense somalo-américain, le F.D.S.S. a fait le jeu de M. Siyad Barre, pour qui les témoignages d'amitié manifestés à Washington constituent un indéniable succès. L'Égypte, qui livra du matériel à la Somalie dans le passé, lui a fourni cet été des armes antichars et des munitions. Est-ce la réponse du bergeur à la hargne ? Toujours est-il que le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), qui combat pour l'indépendance de l'Ogaden avec le soutien de Mogadiscio, fait de nouveau parler de lui, après un long silence,

tandis que le Front de libération somalo-abo (F.L.S.A.), actif dans les provinces éthiopiennes de Sidamo et du Bale, publie lui aussi des communiqués triomphants. Reste à savoir quel rôle ont joué dans cette affaire les Soviétiques et leurs amis. Des officiers somalis, dont certains furent formés en U.R.S.S. lorsque celle-ci était l'amie privilégiée, assuraient avoir capté des ordres émanant de conseillers soviétiques présents à bord d'hélicoptères éthiopiens. L'agence Tass a démenti toute parti-

cipation des pays de l'Est au conflit. Une chose est sûre : le Kremlin s'est réjoui un peu vite de la mise en difficulté d'un régime somalien confronté, selon lui, « à un véritable soulèvement populaire ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Le Front du salut et une autre organisation d'opposants, le Mouvement national somalien, ont annoncé le 8 octobre la formation d'un « front commun ».

POUVOIRS 1982 22

la R.F.A.

l'Etat de droit
le fédéralisme
le juge constitutionnel
le statut des partis
le système partisan
la démocratie du chancelier
les Eglises, forces politiques
les élections dans les Länder
dossier : J.-C. Beguin

a. bleckmann
g. leymarie
m. fromant
c. rotachild
f. hartweg
h. soell
f. hartweg
h. ménudier

Publié avec le concours du C.N.R.S.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Ensemble,
maîtrisons le nouveau travail temporaire.

Avec l'Ordonnance du 5 février 1982, le travail temporaire a changé. Manpower s'est adapté à cette nouvelle situation. Avec optimisme et détermination. Aujourd'hui plus que jamais face aux dispositions nouvelles, votre entreprise et Manpower doivent agir ensemble dans un esprit de concertation et

dans le respect vigilant de la législation pour une prise de décision commune. Telle est notre philosophie d'action. A votre confiance, Manpower répond par sa connaissance approfondie de l'univers professionnel, par sa sûreté et sa rapidité d'intervention. Pour la mériter, nous avons choisi de rester

le spécialiste du travail temporaire, en refusant de diversifier nos activités. Et si nous ouvrons aujourd'hui 25 nouveaux bureaux en France, c'est encore une façon de vous dire notre confiance dans l'avenir. Nous sommes prêts à vous la faire partager.

MANPOWER
TRAVAIL TEMPORAIRE TOUTES PROFESSIONS.

مكتبة الامم المتحدة

RÉUNIS EN CONGRÈS A PARIS

Les fausses fenêtres...

villes 24,71 % des suffrages exprimés et M. Marchais 21,51 %. Au premier tour des élections législatives (14 juin 1981), dans la 1^{re} circonscription, M. Le Gars avait devancé le candidat communiste M. François Hillaun avec 15 741 voix contre 8 899 pour 48 543 suffrages exprimés.

LA DISPARITION DE PIERRE MENDÈS FRANCE

Dans la presse hebdomadaire

Hommages multiples à un grand « solitaire »

LA CÉRÉMONIE DANS LA COUR DU PALAIS-BOURBON

La cérémonie organisée, mercredi 27 octobre, dans la cour d'honneur du Palais-Bourbon, en hommage à Pierre Mendès France, commencera à 12 h 15, heure de l'arrivée du président de la République dans la cour d'honneur. Le Maréchal, interprété par la musique de l'armée de l'air, sera suivi d'un défilé aérien du groupe Lorraine.

Le violoncelliste Frédéric Lédon exécutera un extrait de la Cinquième suite, de Bach, puis on entendra le « message » adressé à la jeunesse par Pierre Mendès France en décembre 1955. M. François Mitterrand prononcera, ensuite, une allocution.

Le public pourra assister aux cérémonies, soit en entrant dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale à partir de 11 h 30, soit en stationnant sur la place du Louvre, où la cérémonie étant retransmise par une sonorisation ad hoc.

Antenne 2 diffusera la cérémonie en direct de 12 h 15 à 13 h.

Mme Marie-France Garaud ayant déclaré que « Pierre Mendès France n'aurait jamais participé à un gouvernement avec les communistes » (le Monde du 23 octobre), un lecteur de Paris, M. Michel Billa, nous écrit : « Il s'agit là d'une contre-vérité historique. François Billoux et Charles Tillon, tous deux communistes, ont été membres, avec Pierre Mendès France, du gouvernement provisoire du général de Gaulle installé à Paris le 8 septembre 1944. »

M. Pierre Mendès France a effectivement été ministre de l'économie nationale, de septembre 1944 au 6 avril 1945, date de sa démission et de son remplacement par M. René Pleven. Il s'agit depuis juin 1943 au Comité français de libération nationale, constitué à Alger et était demeuré dans le gouvernement provisoire de la République française, où étaient entrés, en juin 1944, deux députés communistes, MM. Billoux, à la santé publique, et Grenier, à l'air, ce dernier étant remplacé en septembre, par M. Tillon.

« Le Solitaire ». Ce titre de l'hebdomadaire de Raymond Aron dans lequel il a écrit « jamais totalement accordé », nous rappelle, quand elle ne l'avait pas tout simplement trahi (...). Il ajoute : « Au fil des ans, dans sa solitude et son intransigeance — à cause de cette solitude et de cette intransigeance — devenu le Commandeur de tout un courant politique, il avait peu à peu symbolisé une certaine attitude de l'homme politique face aux problèmes de la nation et de l'État. Ce fut cela aussi le mendésisme. Plus qu'une politique. Une morale politique. »

Raymond Aron souligne aussi ce « paradoxe de P.M.F. » : « Il approchait les principes de la IV^e mais en dénonçant l'opportunisme. Il condamnait les principes de la V^e qui mena à bien la décolonisation et qui, pendant dix ans, combinait la modernisation industrielle avec la stabilité monétaire. »

Raymond Aron conclut : « Vaillant, compétent, homme de caractère, capable d'autorité, P.M.F. n'était plus d'adolescence, mais en dépit de sa jeunesse, il n'avait d'autant moins qu'il ne gênait plus personne et qu'il avait en apparence échappé, du jour de sa mort, la droite et la gauche, les deux France, s'unissent pour lui rendre hommage. En toute sincérité, puisque le mythe Mendès, mythe de gauche à coup sûr, mais sans lien avec une doctrine définie — est celui d'un homme d'État dont les vertus le destinèrent à bien gouverner mais lui laissent peu de chances de diriger le gouvernement. »

Pour Jacques Duquesne, dans LE POINT : « On a moins dit que P.M.F. n'était pas un homme de son temps, mais on ne retrouvait jamais gagnant et ne connaît que l'amère gloire des chances manquées, il le devait aussi à ses origines et à ses refus. « Tout le malheur de cet homme est dans son caractère », disait de lui Mauriac, qui pourtant l'admirait. »

Jacques Duquesne note que la gauche ne lui avait « jamais totalement accordé » sa confiance, quand elle ne l'avait pas tout simplement trahi (...). Il ajoute : « Au fil des ans, dans sa solitude et son intransigeance — à cause de cette solitude et de cette intransigeance — devenu le Commandeur de tout un courant politique, il avait peu à peu symbolisé une certaine attitude de l'homme politique face aux problèmes de la nation et de l'État. Ce fut cela aussi le mendésisme. Plus qu'une politique. Une morale politique. »

Dans PARIS-MATCH, Jean Borel voit en « Pierre Mendès France » une personnalité imprégnée du sens de l'honneur, de la morale, de la rigueur (...). « À l'origine de son étonnant destin, écrit-il, il y a sans doute l'ardeur au travail. Ce mot de « travail », plus que tout autre, je crois, est la marque du « phénomène Mendès ». (...) Et si Pierre Mendès France se posa en adversaire résolu des institutions de la V^e République, la Constitution de 1958 était à mesure (...). Pierre Mendès France nous a quittés sans nous laisser la clé de son mystère. Un roi sans royaume. Un homme d'État sans État. »

Des exigences qui demeurent

TEMOIGNAGE CHRETIEN consacre un numéro spécial à P.M.F. Si « Pierre Mendès France » n'est plus d'adolescence, mais en dépit de sa jeunesse, il n'avait d'autant moins qu'il ne gênait plus personne et qu'il avait en apparence échappé, du jour de sa mort, la droite et la gauche, les deux France, s'unissent pour lui rendre hommage. En toute sincérité, puisque le mythe Mendès, mythe de gauche à coup sûr, mais sans lien avec une doctrine définie — est celui d'un homme d'État dont les vertus le destinèrent à bien gouverner mais lui laissent peu de chances de diriger le gouvernement. »

Pour Jacques Duquesne, dans LE POINT : « On a moins dit que P.M.F. n'était pas un homme de son temps, mais on ne retrouvait jamais gagnant et ne connaît que l'amère gloire des chances manquées, il le devait aussi à ses origines et à ses refus. « Tout le malheur de cet homme est dans son caractère », disait de lui Mauriac, qui pourtant l'admirait. »

« Pierre Mendès France parti, les exigences du mendésisme demeurent. Quand, ces derniers mois, nous contestions la politique de l'état de grâce, quand nous artiquions ces mesures laxistes destinées à plaire à toutes sortes de catégories sociales, quand nous en appelions à plus de rigueur pour une politique de plus grande justice sociale, quand nous réaffirmions que seul l'effort porté de bons fruits, nous disions tout haut ce qui demeure l'essentiel du message de Pierre Mendès France. Il est bon que le cap de la politique gouvernementale ait été enfin modifié dans ce sens (...). Il est évident que les combats pour une République moderne, pour une nouvelle gauche, pour un style politique qui considère les citoyens comme des partenaires et non comme une masse dont on use, demeurent d'une étonnante actualité. »

« Nous l'aimons. Nous l'admirons. Et nous découvrons aujourd'hui que des millions d'hommes et de femmes, en France et dans le monde, sont dans le même cas », écrit Jean Daniel. « Attardons-nous, dit plus loin le directeur du NOUVEL OBSERVATEUR, sur cette insolite communion. »

« Mendès en aurait été comblé car cette communion donne rétroactivement un sens à toute sa vie, sans doute à lui-même même parfois, et vers la fin de plus en plus souvent, de donner l'aurait été pour lui, en effet, l'aboutissement d'une conviction indéracinable : non seulement on peut agir en démocratie sur les citoyens dans le monde, mais aussi cette action peut se réduire à la répétition opiniâtre, simple, martelée de ce qu'on croit être juste. Il préférait, et il le proclamait avec une altière insistance, se répéter plutôt que se contredire. Il aurait aimé ce qu'on dit de lui, osons l'expression dans sa banalité épaisse : qu'il était dévoré par la passion de convaincre. »

C'est en cela peut-être que Pierre Mendès France a le mieux réussi sa sortie : en prouvant que son optimisme bourru, acharné, roussé et canaille était fondé. Un optimisme sur l'homme. Car ce personnage solitaire, intransigent et parfois même cassant, était probablement l'homme politique le plus sincèrement démocrate que la société française ait jamais eue.

« Le dernier des justes », ce qualificatif qui ornait la couverture du Nouvel Observateur, occupe la même place dans les NOUVELLES LITTÉRAIRES. Richard Lécia, directeur de la rédaction, déclare éprouver « quelque embarras » à ajouter « un concert des éloges posthumes ». « A lire les quotidiens pleins d'apologies de Mendès, quelle que soit leur appartenance politique, je suis stupéfait, écrit-il, par le consensus : que ne l'ont-ils mis au pouvoir quand il était vivant ! Quels déboires ce peuple ingrat n'a-t-il pas fait subir à un homme clairvoyant et courageux qui non seulement avait une idée précise et complète de ce qu'il ferait au gouvernement mais disposait, en outre, de toutes les ressources nécessaires à l'exercice du pouvoir ! Les regrets eux-mêmes sont en l'occurrence indécents. Nous voyons Mendès France nous quitter avec un très profond sentiment de nostalgie, mais aussi avec la certitude qu'il a bien fait. »

d'être exemplaire et de le rester jusqu'à son dernier souffle. »

DEMOCRATIE MODERNE, hebdomadaire centriste, publie un éditorial du président de son comité de rédaction, Bernard Stasi, dans lequel le vice-président (U.D.F.) de l'Assemblée nationale écrit notamment :

« Pierre Mendès France est-il passé à côté d'un plus grand destin ? Je ne le crois pas. Ses rendez-vous manqués avec l'action ont toujours été des rendez-vous tenus avec la conscience. Et faire entendre pendant longtemps, dans la conscience d'une communauté nationale, la voix de l'éthique vaut sans doute davantage que parcourir jusqu'au bout la voie de la politique. (...) Le destin et l'honneur de Pierre Mendès France, c'est d'avoir défendu, dans notre temps, des valeurs qui sont de tous les temps. Et ce démocrate était aussi tenu par le sens fraternel de la démocratie pour savoir que la grandeur d'une vie consiste souvent à démissionner à l'heure du départ pour aller à la poursuite de la justice. »

Cette unanimité dans les éloges posthumes n'est rompu que par François Brigneau, qui dans MINUTE affirme : « L'échec de Mendès tient à une erreur de jugement sur lui-même. Il se croyait démocrate. Il ne l'était pas. La manière dont il a sauté à la tribune quand la Chambre lui a confié son mandat lui a redonné l'air. »

Pour le reste, nous ne citerons pas les injures de caractère antisémite dont ce journaliste exalte son article, en dissimulant ses jugements derrière ceux de juifs anonymes ou non. — A. G.

JACQUES LACARRIÈRE

Existerait-il au monde un homme heureux ? Suivez le guide : il connaît le chemin du bonheur.

Matthieu Galey
l'Express

Une série d'écrits nés de l'écoute attentive de toutes les voix du monde environnant et perçus comme autant de révélations.

Le Monde

JACQUES LACARRIÈRE

SOURATES

176 pages
52 F

FAYARD

NOUVEAU: En un seul volume
La vie parisienne sous le règne du Roi-Soleil à travers la plus spirituelle «commère» de tous les temps.

Les Lettres de Madame de Sévigné

Madame de Sévigné a écrit les 111 plus belles lettres de toute la littérature française. Une mine pour les historiens, un régal pour les amateurs d'anecdotes, un chef-d'œuvre pour les amoureux de la littérature.

Orpheline de père et de mère à dix ans, élevée à la dure mais avec soin par ses oncles Philippe de Coulanges et l'abbé du même nom, mariée à dix-huit ans, elle a vécu six ans, la joie et le plaisir, la Marquise de Sévigné refusant de se remarier et consacrant sa vie à ses deux enfants avec une prédilection marquée pour sa fille François.

Une verve gaillarde
Le mariage de François de Sévigné avec le Comte de Grignan et le départ du couple pour la Provence sont un déchirement. Cette séparation marque le début d'une correspondance sans précédent où la Marquise se livre entièrement, rapportant à sa fille les faits divers de la vie parisienne et ses propres aventures avec une verve gaillarde, un esprit et une pénétration de l'âme humaine qui font de ces Lettres un des monuments de la littérature du XVII^e siècle.

Son charme lui ouvre toutes les portes
Son naturel, son humeur enjouée, son charme, sa culture et son nom lui ouvrent toutes les portes et tous les cœurs. Elle est notamment une des familières de l'Hôtel de Rambouillet où se citaient les personnalités qui comptent dans les arts, les sciences et les lettres. Elle y rencontre Racine, Molière, Bossuet, La Rochefoucauld!

La vie sous le règne de Louis XIV nous apparaît à la fois et guidée s'il n'y avait pas ces lettres éblouissantes pour nous en montrer l'esprit familier, souvent dissimulé ailleurs sous les fronces de la trop grande histoire.

Les 111 lettres sont données intégralement
Le recueil que vous offre aujourd'hui Jean de Bonnot comprend les 111 lettres les mieux venues de Madame de Sévigné. Pourquoi cette sélection ? Parce qu'ici, comme dans toute correspondance privée, il convient d'écartier les billets sans intérêt, les lettres de politesse et tout le fatras qui noient l'essentiel. Bien entendu, les lettres retenues sont données in extenso.

Nos ouvrages sont conçus pour traverser les siècles
Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont présentés sans jaquette car ils doivent respirer et être pris en main pour choisir sa page. Aucun entretien n'est nécessaire. Nos décors sont gravés à la main, avec le procédé utilisé par les reliures de la Renaissance. Pour chaque livre, nous utilisons un minimum de 85 cm² de feuille d'or véritable tirée 22 carats. Ce n'est pas un luxe inutile, car seulement l'or véritable reste inaltérable.

Livre d'art au prix éditeur
Une œuvre de cette importance réclamait une édition dans le douzième et l'odeur l'odeur du cuir véritable dont chaque année améliore la patine. Reliure façonnée d'une seule pièce et ornée sur les plats et le dos. Titre et tranche supérieure dorés à l'or fin.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.
à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours «Les Lettres Choisies» de Madame de Sévigné, en un seul volume 14x21 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, le gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 123 F (+ 10,70 F de frais de port).

Nom Prénoms
Adresse complète
Code postal Ville
Signature
Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

JEAN de BONNOT
des livres comme
autres.

Qu'est-ce qui fait que nos livres résistent au temps ? Dans nos livres il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde » inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide.

Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle ivoire. Un filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit notre qualité.

Chez nous, le travail manuel des compagnons prime sur celui des machines. Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Une fois terminés et contrôlés, les livres doivent rester plusieurs jours pour permettre à la colle de sécher lentement. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'ameur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

50121511

POLITIQUE

CHEZ LES ROYALISTES

La logique du socialisme conduira la France au goulag estime l'Action française

L'aille droite du mouvement royaliste, elle aussi, essaie de mobiliser contre le gouvernement, contrairement à son aile gauche, représentée par la NAR (Nouvelle Action royaliste), qui maintient son appui aux socialistes malgré certaines réserves (le Monde du 6 octobre).

Près de deux cents personnes ont participé, samedi 23 octobre, à la salle des Horticulteurs, à Paris, au colloque « Pour une riposte au socialisme » organisé par l'Action française. Les débats ont été animés par les principaux dirigeants de cette tendance monarchiste, en particulier MM. Pierre Pujol, président du comité directeur de l'Action française et directeur de l'hebdomadaire *Aspects de la France*, Jean de Beauregard, Michel Fromentoux, François Léger, Étienne Malnou, directeur de la *Revue universelle*; par plusieurs enseignants, MM. Marcel de Corte, professeur à l'université de Liège, René Pillorget, professeur à l'université d'Amiens, Jean de Viquerie, professeur à l'université d'Angers, Yves-Alain Favre, professeur à Pau; par plusieurs journalistes, MM. Pierre de Villemarest, Bernard Hamel, Alain Sanders, René Stédilot, Louis Salleron, Pierre Debray, André Figueras, Arnaud de Lassus, Etienne Gaucher; mais aussi par des responsables professionnels, MM. Charles Maral, président de l'Union des cadres et dirigeants d'entreprise, François de Saulieu, président de l'Union internationale des chauffeurs routiers, etc.

L'Action française estime que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir « nous avons assisté à l'épaule d'une philosophie et d'une pratique politique consistant tout à la fois à accorder à l'État des droits qui dépassent son rôle et à dispenser l'État de certains de ses devoirs ». Elle affirme notamment : « Le socialisme, c'est d'ores et déjà la mainmise croissante de l'État sur la société : sur le plan politique, par l'exacerbation des réflexes partisans et par le rayonnement communautaire; sur le plan économique, par le gonflement du secteur public et

de la bureaucratie, par le contrôle du crédit, par une fiscalité dévorante et par le poids écrasant des dépenses publiques et sociales; sur le plan culturel, par la volonté de nationaliser l'enseignement libre et par l'utilisation de l'école, de la télévision et de la radio comme moyens de propagande. Le socialisme, c'est aussi un État qui ne défend pas la société; sur le plan extérieur, le gouvernement soutient la révolution mondiale au nom du mythe du tiers-monde et encourage tout sacrifice en faveur de la défense nationale, alors que, face à l'impérialisme soviétique, de lourdes menaces pèsent sur notre indépendance; sur le plan intérieur, la sécurité individuelle des Français est en danger en raison du laxisme judiciaire et de l'inversion des valeurs mises en œuvre par le nouveau pouvoir, cependant que les conflits sociaux sont attisés par la lutte des classes et que les entreprises sont livrées à la tyrannie des syndicats marxistes. »

Elle en conclut que « la logique mécanique du socialisme, si on ne l'arrête pas, conduira la France à la banqueroute et au goulag ».

Comme les autres formations d'opposition, l'Action française souligne donc que le 10 mai 1981 a consacré une « rupture » dans la vie politique française. Elle ajoute, toutefois, que la victoire de la gauche porte aussi « la marque d'une continuité : notre système politique a changé de degré, non de nature ». Aujourd'hui, comme hier, la « racine du mal », pour l'Action française, réside dans le système démocratique. Pour elle, le salut, plus que jamais, ne peut venir que d'un pouvoir politique « qui allie la permanence, l'unité et l'indépendance de l'État, qui respecte les libertés fécondes des corps sociaux et qui s'incarne dans notre histoire », autrement dit ne peut venir que de la restauration de la monarchie. C'est la raison pour laquelle l'Action française se flatte aujourd'hui de se situer « aux antipodes du socialisme », où elle demeure très isolée.

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.
Vison, leopard, renard, etc. PRIX DE GROS.
Grand choix de peaux.
Promotion ventes loup canadien : 9 500 F.
Service après-vente. Tél. 878-60-67.
47, rue La Fayette, 75009 PARIS - N° LE PELETIER

Les cercles du nouveau pouvoir

Le livre que deux journalistes - Maurice Szafran de *Matin* et Sammy Ketz de l'A.F.P. - consacrent aux « familles du président » a un mérite : il fait découvrir au lecteur les différents cercles que M. François Mitterrand a patiemment constitués autour de lui et qui forment aujourd'hui l'ossature du pouvoir élyséen. Classés par « familles » (les fidélités, les parrains, les confidentiels, les cadets, les « fils prodiges »), ces privilégiés - par leur appartenance à ces réseaux - sont mis en scène sobriement, avec un regard sympathique mais non complaisant.

Le lecteur découvrira des personnages influents, qui sont peu connus, tels MM. Patrice Pelet et Georges Beauchamp, compagnons de jeunesse et de Résistance, aujourd'hui hommes d'affaires; les auteurs font également vivre les hommes clés du palais présidentiel et revivent ceux qui ont beaucoup compté dans la vie de M. Mitterrand, tels Georges Dayan et Pierre Soudet, aujourd'hui disparus.

Mais cette lecture plaisante et digne d'intérêt laisse un peu sur sa faim; certes, la complexité et la subtilité du « système Mitterrand »

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal de grande instance de Paris, 17^e chambre, jugement du 24 juin 1981.

A la suite de la parution dans le journal « Miroir » d'un article intitulé « Les silences d'holocauste », le MRAP a cité devant la 17^e chambre correctionnelle le directeur de publication et le journaliste - celui-ci est poursuivi de diffamation - sous peine d'être victime de leur vindicte immédiate. Il reproche à la communauté juive d'avoir organisé en sous-main la chute du général de Gaulle, qu'ils sont les auteurs de machinations occultes. Le lecteur habituel ou occasionnel de ce quotidien puis dans ces déclarations multiples motifs de défiance de haine et la prévention de provocation à la discrimination raciale est à bon droit révolté.

BRIGNEAU insiste qu'il entend spécialement désigner les juifs comme unique bénéficiaire du masquillage de l'histoire. Il est clairement indiqué que les juifs sont pas intéressés à ce qu'on essaye d'oublier les maîtres de l'holocauste, dans le but de continuer à en tirer profit. Cette allégation constitue une diffamation envers un groupe de personnes en raison de sa race. Il y a aussi diffamation envers un groupe de personnes, car l'auteur reprend un certain nombre de thèmes de l'antisémitisme traditionnel, la dissimulation la puissance occulte, l'esprit de l'ère, les traits physiques, comme des signes distinctifs des juifs. Four extrait, le MRAP, M. George PAU-LANGUET, avocat.

BIBLIOGRAPHIE

Le dernier acte de l'histoire d'un « secret »

Les interprétations, par le P.C.F., de l'histoire de l'U.R.S.S., et, plus précisément, du « phénomène stalinien », constituent, comme l'a très bien souligné Georges Lavan (1), un des points-clés qui permettent de mesurer les changements et de fixer les permanences des positions fondamentales des communistes français. La nature de ces interprétations varie selon des périodes d'ouverture ou de glaciation, qui ont jalonné l'histoire du parti ces vingt dernières années.

C'est à partir de cette constatation et dans ce contexte qu'on doit évaluer et analyser le précieux recueil de documents, précédé d'une ample introduction, que viennent de publier les Editions sociales. Dirigé et présenté par Roger Martelli, jeune historien communiste, membre du comité central du P.C.F., l'ouvrage, 1956, le choc du 20^e congrès du P.C.U.S., met un terme à la longue histoire d'un « secret ».

Refusant longtemps une révision profonde de l'histoire de l'U.R.S.S. telle que la logique du rapport « secret » le commandait, butant sur les potentialités libératrices de celui-ci, le P.C.F. devait choisir l'expectative et le secret pour ce qu'il appelle, une vingtaine d'années durant, le rapport « attribué au camarade Khrouchtchev ».

Ce n'est que dans le sillage de son vingt-deuxième congrès (février 1976) que le P.C.F. met en cause son « retard » sur l'insoluble année 1956 (2).

Ce n'est qu'en janvier 1977 que Georges Cogniot et Pierre Doize font un tour du voile et avouent - avec la caution du bureau politique - avoir été dans le secret du rapport « secret ».

Mais ce n'est qu'avec le présent recueil que cette histoire prend fin pour la première fois, le rapport « secret » est publié dans son intégralité (3). Avec d'autres documents fondamentaux concernant le mouvement communiste de cette période.

Il y a plus. Dans la série de textes que le livre propose pour illustrer les positions du P.C.F. à cette époque, on trouve un article de Marcel Servin et un autre de Roger Gaillard. Quand on connaît l'impératif de silence ou d'oubli - auquel sont condamnés tous ceux qui sortent ou dévient du rang, ce choix me semble être préfiguré d'un éventuel changement en cours.

L'analyse liminaire de Roger Martelli mérite particulièrement qu'on s'y arrête. Voilà enfin balayée toute une série de tabous, de op-dit. Voilà enfin abordés sans crispation ni blocage - bien que, parfois, d'une façon trop elliptique - des questions-clés d'histoire. Ouvertures et limites du vingtième congrès, réévaluation des positions chinoises, yougoslaves, polonaises et italiennes de l'époque - positions qui devaient marquer durablement les dirigeants à l'intérieur du communisme mondial. Enfin et surtout, l'attitude du P.C.F. est reconstituée, avec ses fautes, ses incohérences, mais aussi avec sa logique interne, propre au contexte national de ce moment.

Les limites de la critique khrouchtchévienne du stalinisme sont dégagées (encore que cette critique ne soit pas énoncée dans la globalité) : « Le rapport se limite à une remise en cause de l'action de Staline après 1934, la période précédente étant justifiée en bloc, tant en ce qui concerne la répression que les grands choix économiques et sociaux alors réalisés » (p. 27). Cela pour le passé. Les limites des perspectives d'avenir, tracées par le congrès sont également relevées : « Mais si le vingtième congrès fixe des objectifs de redressement, s'il amorce les grands défis de production et de productivité qui marqueront l'époque khrouchtchévienne, il ne définit pas de très peu de réformes à proprement parler » (p. 28). Même approche critique en ce qui concerne les événements de Pologne et de Hongrie, en octobre 1956, qui sont réévalués dans leur réel contexte historique : « Les troupes soviétiques écrasent l'insurrection à Budapest (...) : Ce sera un coup très dur pour le mouvement socialiste et pour tout le mouvement communiste international » (page 40).

Enfin, les positions italiennes sont réévaluées - et cela est d'autant plus important qu'elles furent à l'origine d'un différend profond entre les deux partis durant une très longue période.

Mais c'est surtout l'analyse des positions françaises qui mérite d'être soulignée. Critiquant la fixation que le parti fit en 1955-1956 sur la « paupérisation », son manque de stratégie explicite et de besoin de renouveau, ses convergences de l'époque sur la question de Staline avec les communistes chinois, le souci de

Maurice Thorez de « décaler le P.C.F. et son secrétaire général de critiques analogues à celles adressées au P.C.U.S. et à Staline ». Roger Martelli conclut que le parti, en somme, s'arrête sur ses positions (...) et tient à dissocier radicalement « culte de la personnalité » et nature du système social soviétique » (p. 54). D'où ce rendez-vous manqué entre le P.C.F. et le vingtième congrès du P.C.U.S. D'où le fait que le principe même d'un « modèle » n'est pas mis en cause. « Son modèle a été et reste fondé sur la révolution d'Octobre (...) Notre parti gardera les yeux fixés sur l'expérience glorieuse du parti de Lénine », dira Maurice Thorez en novembre 1956 (p. 63).

Les analyses de Roger Martelli et le choix des documents soviétiques, chinois, italiens, polonais, yougoslaves et français font de cet ouvrage, au-delà d'un instrument de travail indispensable pour tous ceux que l'histoire du communisme intéresse, une pièce politique à verser au dossier de la longue et sinusoïdale marche du P.C.F. vers son réajustement.

Ce recueil est-il l'héritage qui annonçait un nouveau printemps ? En d'autres termes, ouvrira-t-il une nouvelle parenthèse telle celles de 1966-1968 (que l'on doit à Waldeck Rochet) et de 1975-1978 (que l'on doit à Jean Kanapa) lorsque le P.C.F. esquissa ses premières tentatives d'une mise à jour et d'une certaine prise de distance ? Si les noms de Waldeck Rochet et de Jean Kanapa furent oubliés ces derniers temps, Roger Martelli les remet à leur juste place, en tant que promoteurs d'une « nouvelle ligne ». De même, le retour référentiel au livre *U.R.S.S. et nous*, écrit par cinq intellectuels communistes et publié avec la caution du bureau politique, en 1978, puis mis au rencart dès l'été 1979, est un heureux présage. Serait-ce le signe que quelque chose bouge à nouveau par rapport au blocage du réajustement critique de l'histoire de l'U.R.S.S. imposé par le vingtième congrès (mai 1979) ?

Reste à voir le degré de cette nouvelle prise de distance, sa profondeur critique, ses conséquences politiques. A partir du moment où le parti aborde dans un esprit critique la globalité du vingtième congrès et ses multiples conséquences sur le communisme mondial et les socialistes existants, il me semble difficile qu'il puisse continuer à garder un jugement « globalement positif » sur le « socialisme réel ».

LELY MARCOU.

* 1956, le choc du 20^e congrès du P.C.U.S., Editions sociales, 464 pages, 45 F.

(1) Georges Lavan, *U.R.S.S. et nous*. Le parti communiste français et le socialisme existant, 1964-1981, in *U.R.S.S. vue de gauche*, P.U.F., 1982.

(2) L'emprunt à l'expression, devenue classique, du dirigeant communiste italien Pietro Ingrao.

(3) Il faut rappeler que, de nos jours, ce texte n'est pas encore publié en U.R.S.S.

LES ITINÉAIRES DE LEO HAMON

Tout ne change pas. La tradition perdue de coucouner la carrière d'un grand universitaire par une gerbe d'articles dus à la plume de collègue et d'ami. En voici pour preuve un ensemble de textes, signés par une soixantaine de personnalités en hommage à M. Léo Hamon qui prend sa retraite de l'Alma Mater. Six cent quatre-vingt-six pages ! C'est que la vie professionnelle de l'homme ainsi placé sur le pavé ne fut pas ordinaire. « Pour quoi faut-il le plus de courage », demandent les préfacés : « pour entreprendre l'agrégation de droit à cinquante ans ou pour occuper l'Hôtel de Ville à trente-cinq ans ? »

Il n'y a pas la réponse, bien sûr, mais sur les chemins du résistant, du sénateur, du député, du ministre, du professeur, que de visages rencontrés qui comptent aujourd'hui dans les institutions de la France ! Beaucoup d'entre eux de « témoins », ici pour une « méditation » d'une nature très riche, puisque les contributions se réfèrent à la curiosité multiple que M. Léo Hamon portait à la vie intellectuelle et politique. On n'en dressera pas le catalogue. Il serait fastidieux. Ne l'est pas, en revanche, le tour qu'a pris cet ensemble : quelques témoignages sur l'homme et surtout de courtes « séquences » sur telle spécialité, tel point d'ancrage de ceux qui ont voulu se rassembler pour ce sympathique banquet d'idées.

P. D.

* Itinéraires : (•) Bredes en l'honneur de Léo Hamon. Editions Economica, 686 pages, 300 F.

DEFRICHONS L'AVENIR.

L'avenir est un terrain en friche. Pour en faire la terre riche dont nous avons besoin, il nous faut faire confiance à l'imagination.

Au Crédit Agricole, nous savons depuis toujours que la volonté des hommes est plus forte que les difficultés du terrain ou de l'histoire.

Quels que soient vos projets, nous saurons vous écouter et les favoriser. Si vous avez des

idées, nous ne manquons pas de bon sens. Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

Le bon sens près de chez vous

CREDIT AGRICOLE

« Sauver les lieux de vie »

Il ne s'agissait plus pour les organisateurs de la conférence de presse réunie à Paris, lundi 25 octobre, de revenir sur les « attentats à la pudeur » et les « excitations de mineurs à la débauche » dont sont actuellement inculpés trois responsables du Coral d'Aimargues (Gard), mais de sauver ces lieux de vie, alternative à l'enfermement psychiatrique, mis en péril, selon certains, par cette affaire.

Une quarantaine de lieux existent où les enfants difficiles, psychotiques, autistes, toxicomanes, délinquants, trouvent l'épanouissement. ■■■■ leur interdit ■■■■ ■■■■ la réclusion psychiatrique, ■■■■ prise en charge plus lourde et structurée. Selon M. Jean-François Revery, psychiatre, la campagne de presse « orchestrée » contre M. Claude Sigala, directeur du Coral, aurait eu pour résultat de « diffamer le mouvement

des lieux de vie ». Pour Mikaelis Gutayer, psychiatre, la réflexion théorique qui s'y développe est capitale pour en faire sortir de la dynamique affaire ».

Chacun des intervenants a insisté sur la fragilité de ces expériences originales, qui risquaient de sombrer au moment où le gouvernement socialiste se préparait à leur donner un statut officiel. On a parlé des attaques de la droite, on a écrit au président de la République en protestant contre les insinuations, les calomnies « visant par cercles concentriques : Coral, l'ensemble des lieux alternatifs, les homosexuels », finalement, la gauche tout entière ».

M. Chouraki, président du Syndicat des psychiatres, avouant la faute d'avoir « fait feu de tout bois », mais précisant qu'il s'agit pas pour lui de « disculper les coupables », a fait remarquer qu'il n'y avait jamais eu de campagne comparable contre « l'horreur astélaire ». Enfin, M. Félix Guattari

psychanalyste, a [redacted] pour qu'il dans une affaire [redacted] délicate « la magistrature a [redacted] garde de [redacted] indiscretion ». Autant d'intervenants inquiets quant au sort réservé à ces lieux de vie, qui sont pour eux l'avenir d'une psychiatrie nouvelle. On n'évoquera la pédophilie que pour affirmer, haut et clair, qu'on était contre, et M. Sigala pour donner sa main à couper qu'il était innocent. — C. C.

■ **Les hommes âgés** et **quarante-quatre** et **trente-quatre** ans, qui vivent dans une « communauté familiale du Maine-et-Loire » viennent **de** **deux** **inculpés** d'attentats à la pudeur sur mineurs et moins quinze ans et **deux** à **Angers**. Cette affaire a été découverte, il y a quinze jours, après qu'un photographe d'Angers s'est refusé de développer les photos. Les deux hommes, l'identité n'a pas encore été révélée, avaient été accueillis au château de Brulairé, près de Geste (Maine-et-Loire), où depuis deux ans un couple, M. et Mme Lemarié, se fondaient sur la philosophie et l'harmonisme », vit une quinzaine d'hommes adoptifs et quelques pleureuses adultes. M. et Mme Lemarié, qui ont une « communauté familiale » est indépendante de toute institution, ont des horaires

« l'homme d'un agent. — Un garde de la nuit s'agitait. M. Dominique Cantat, âgé de 35 ans, marié, a été tué d'une balle sur la nuque par M. Jean Zamponi, juge d'instruction à Paris, qui l'a inculpé de coups et blessures volontaires et de meurtre de prébèvement sanguin. Les deux diversifs dans la nuit du 10 au 11 septembre ont été des heures qui suivit les des passants, l'arme au poing, par de la Tour (16^e), en s'attribuant le titre de révolutionnaire. Il boxa M. Dominique Webb, illustre, frappa un ami de celui-ci, M. Francesco Vaccaro, assistant de music-hall, il se cassa le crâne de revolver puis entreprit de tuer un passant. Il fut arrêté par la police lorsqu'il fut appréhendé par des collègues. Après un alibi positif, il fut remis en prison.

● Le typhon Nancy a tué, ■ moins, 66 ■ en ■ blessé 296 en passant, la semaine ■ sur la province vietnamienne du Vinh ■ 300 kilomètres au sud de Hanoï).

Déviations

plus vil que le calom-
niateur, s'en trom-
pant pas. La justice est trom-
pée, coupable un homme
de tout
d'un inéffaçable. Les
soutiens, les
erreurs judiciaires, existent, on
En fait, d'information,
droit, réponse à la poursuite
sont les garanties né-
cessaires, comme la justice
degré de la déduction
à invoquer fautes,
rappeler l'œuvre Dreyfus, s'en
prendre aux journaux, la justice,
chaque qu'une dé-
cision quand on a conscience
d'être, et on vient de jeter en
prison ?

[illegible]

tant de sympathie. L'indignation ne se porte pas de préférence contre des victimes qui se plaignent d'avoir été sodomisés. Dans ce cas, les réactions médiatiques d'indignation légitimes, les plus légitimes d'ailleurs, se tai-

un astérisque.

«*Alors, pour les gens d'Aumârgues, ils ont levé le drapeau. Le drapeau d'abord, qui a servi pour la question d'instruction. Ils ont mincé, un instructeur, un directeur de M. Louis Bardy, l'éducateur, qui a été très bon, ensuite, qui n'ont pas voulu y croire, persuadés que les gens n'ont pas de valeur thérapeutique, que les gens n'ont pas de valeur éducative...»*

M. Sigala d'avoir pris en charge les personnes qui ont été jugées aussi qui ont manqué de vigilance, qui sont passées sur les années, qui ont été inculpées, séduites à Paris par la personnalité de M. Sigala. M. Sigala a été élu le 15 septembre par le conseil d'administration. Lui-même, qui a été élu, a été élu de son côté, et de son côté, les impressions qu'il a eues, par sa personnalité, qui a été élu.

**Une expérience
« alternative »**

Le directeur de la D.D.A.S.S., M. Abel, ne se souvient plus aujourd'hui que deux plaintes se sont présentées auprès de lui, et les gendarmes n'ont jamais eu de curiosité pour ce centre dirigé par un homme au bras long. Des marginaux, des originaux d'une expérience « alternative » qui in-

fermait donc les yeux. Enfin, lorsque l'enquête a été menée, les pédophiles militants ont poussé de hauts cris contre ce « déni de justice », mais on ne vit pas de leur part la moindre prise de conscience. Ils ont même prétendu jusqu'à imaginer que les crimes qu'ils avaient pu être commis au

Personne pour avouer, ■ ■ ■
n'est M. Jean-Noël Bardy, ce
bien d'autres n'ont cessé de dé-
■ ■ ■ d'illustrer, ■ ■ ■
dans la ■ ■ ■ de la France
totalement pédoophile (1). Au-
cun « fou d'enfance » n'est simple-
ment ■ ■ ■ dans un lieu
de ■ ■ ■ des ■ ■ ■ per-
turbés, mal dans leur peau, lui
faire l'amour n'est ■ ■ ■ façon
comme une autre de les épanouir.
Sens doute le plaidoyer eût été
plus difficile. Plus honnête en tout
cas, peut-être il aurait pu alors
trouver son zola (2). ■ ■ ■
à modifier ■ ■ ■ du ■ ■ ■
pénal ■ ■ ■ la protection ■ ■ ■ l'en-
fance ■ ■ ■ déloyal, calom-
nieux même d'accabler ceux qui
ont pour fonction de l'appliquer.

(1) La revue *Possible, pour une écologie de l'enfance*, 14, rue Véron, 92000 Nanterre.

(2) M. René Schérer, professeur de philosophie à Paris-VIII, inculpé, dans le même dossier le 22 octobre : « L'affaire du Coral n'est pas sans rapport avec le système [] lors de l'affaire Dreyfus : « l'intellectuel pédophile » y prenant la place du juif. Malheureusement, il n'existe plus guère, à l'heure actuelle, parmi les intellectuels [] Zola ».

■ **Philippe Scherer**, professeur de philosophie à l'université de Paris-VIII (Saint-Denis), inculqué le 18 octobre par M. **Henri Salzmann**, juge d'instruction à Paris dans l'affaire des meurs du Coral, est chargé **d'un** avocat, M^e Dominique Jourdain, de déposer une plainte au **parquet** de **Paris** pour **abus** d'usage de faux à propos d'un faux procès-verbal de police le mettant en cause, publié **dans** le numéro du **Midi** **libre** (daté 18 octobre). Avant même le dépôt de cette plainte, **Philippe Scherer** avait reçu de la République **française** **deux** lettres de l'inspection générale des services d'enquête sur l'origine de ce document.

**préparez un BTS TRADICOPA
TECHNICO-COMMERCIAL**

- Transformation, distribution, produits
- Cours à distance + sessions + stages en entreprise

Inscriptions avant le 30 octobre 1982

**Centre privé d'Enseignement à distance associé
à l'ESA d'ANGERS**
reconnu par le ministère de l'Agriculture
et de la Pêche : C.E.R.C.A. 33, rue Rabelais
49044 ANGERS Cedex - Tél. (41) 88-68-12

HYSTER, BIEN PLUS QUE L'EXPERIENCE.



Hyster fabrique des chariots élévateurs depuis un demi-siècle. La nouvelle série XL, chariots thermiques de 2 à 3 tonnes, est le fruit de cette expérience, mais aussi bien plus.

En effet, pour la production mondiale ■ cette seule série, Hyster ■ investi l'équivalent de ■ millions ■ francs ■ une nouvelle usine européenne où robotisation et automatisation permettent un important volume de production d'un niveau de qualité élevé et constant.

XL, c'est un chariot Hyster hautement productif et fiable, de faible ■■■■■■

XL, c'est l'expérience Hyster et plus.
Pour en savoir plus, contactez-nous dès
aujourd'hui.

La Générale de Distribution,
29 rue Arago, 92800 Puteaux
Tél: 775.30.18 Telex 620 822

Blois, Bordeaux, Caen, Colmar, Dunkerque, Le Havre, Lille, Lyon
Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Puteaux, Rennes,
Strasbourg, Toulouse.

■ maintenance ■ Démonstrations.

**Le livre
qui bouleverse
l'Amérique
et l'Allemagne
paraît aujourd'hui
en France.**

Albin Michel

LE DESTIN DE LA TERRE

Jonathan Schell

هكذا من الأصل

SCIENCES ET TECHNIQUES

Les catastrophes naturelles d'origine climatique

Où sont les frontières entre la variabilité normale et l'anomalie ?

Du mois de mars à la mi-août 1982, la moitié sud de la France a subi des pertes notables, en particulier dans la production du fourrage. De façon générale, pourtant, la sécheresse n'est pas considérée comme une catastrophe climatique, la différence entre la pluviométrie normale et celle enregistrée en 1982 est de 10 à 20 %. Cette sécheresse avait eu des effets très graves sur la production agricole et, à la différence de ce qui se

LES catastrophes attribuées aux anomalies climatiques sont extrêmement variées : longues sécheresses, grandes inondations, hivers très rigoureux, etc. Pour justifier cette relation avec le climat, il faut qu'une telle catastrophe corresponde à un pic accentué et inhabituel sur les courbes qui retracent l'évolution du climat à l'échelle des mois ou des années. Suivant les cas, il faut recourir aux mesures thermiques, pluviométriques ou même anémométriques. Ces catastrophes ne sont pas des changements climatiques, mais des crises passagères puisqu'elles reprennent rapidement au bout de quelques mois ou de quelques années.

Dans les faits, on observe surtout deux grands types de catastrophes climatiques :

● **Les crises thermiques.** Elles sont surtout fréquentes aux hautes latitudes, et sont caractérisées comme est celle qui a affecté l'Europe occidentale, puis orientale entre 1933 et 1943, avec une série d'hivers rigoureux qui, en particulier, ont joué un rôle non négligeable dans l'attaque de l'offensive allemande en Union soviétique. En Scandinavie, par exemple, cette anomalie était traduite par une «différence» de 1 °C à 1,5 °C par les moyennes mensuelles, comme, par exemple, en 1942, où la température moyenne était considérable. Parfois, le pic de l'anomalie est encore plus marqué, comme en 1740, lorsque le 8 novembre à Paris n'a été que de 2 °C (11,5 °C pour les moyennes mensuelles), et qu'il y a eu la conséquence d'un hiver froid et d'un été frais et pluvieux.

● **Les crises pluviométriques.** Elles sont plus connues parce qu'elles donnent lieu à de grandes sécheresses de durée et d'intensité très variables affectant les régions tropicales ou méditerranéennes, mais aussi les latitudes tempérées. Mais il faut aussi y ajouter les pluies diluviennes prolongées, surtout dans le domaine de la mousson (Chine, Inde), qui peuvent durer plusieurs semaines, comme ce fut le cas de la mi-

par PIERRE ROGNON (*)

décembre 1979 à la mi-juin 1979 dans le Brésil méridional.

Dans ces différents exemples on constate, sur les courbes climatiques, des pics se détachant nettement des petites oscillations qui traduisent la variabilité plus ou moins marquée du climat en chaque point du globe. Mais il est impossible de proposer des valeurs limites à partir desquelles se produiraient les catastrophes, car celles-ci dépendent des réactions du milieu naturel, plus ou moins marquées à cette variabilité selon les régions.

Alors, les milieux affectés — les cyclones tropicaux s'adaptent — bien que mal — des pluies qui déversent fréquemment plusieurs centaines de millimètres par jour. De telles précipitations causent de véritables catastrophes dans d'autres régions du globe. De même, nos campagnes, déjà affectées durement par quelques mois d'une sécheresse relative, ne supportent pas la saison sèche quasi absolue de huit à neuf mois qui est habituelle — à Babel.

Une définition plus précise des catastrophes climatiques a été récemment faite, en fonction de leur durée, une distinction entre :

- Les catastrophes « météorologiques ». Elles ont une durée de quelques heures à quelques semaines : chutes de neige excessives, multipliant les accidents en montagne et perturbant la vie économique en plaine, inondations catastrophiques, etc. Les plus communes sont causées par les grandes cyclones tropicaux. Il s'agit bien de catastrophes à l'échelle du juge par le nombre et l'intensité des victimes (plusieurs milliers de morts au Bangladesh en septembre 1970), et leur origine météorologique ne fait aucun doute.

Quel est le vrai

Ainsi, plus de 1 million d'écus ont été déversés en sept jours (21-27 janvier 1994) par le cyclone Hyacinthe sur la Réunion.

Ces catastrophes correspondent à la concentration extrême de situations météorologiques. Les cyclones tropicaux, par exemple, sont des événements super-tempêtes. Leur durée et leur prévision naturel de la météorologie nous dispose aujourd'hui à les considérer comme le produit d'un outil à la fois très performant et simple et, sans l'ordinaire, d'un moyen d'analyse des masses énormes de données recueillies. Comme une catastrophe est le résultat de conditions extrêmes, les phénomènes météorologiques extrêmes, nous le savons, sont les seuls que nous ne pouvons interpréter que par les météorologies quant à leur fréquence et à leur intensité. Mais leur prévision, pour les cyclones tropicaux en particulier, est encore en cours d'opérationnelle.

■ **catastrophes** — que ? Elles durent plusieurs mois, les catastrophes actuelles affectent de vastes superficies, les sécheresses de 1975-1976 en France et en Angleterre, crise du Sahel de 1983 et 1984, ou encore des très froids de 1816 et 1817, désastres pour toute l'Europe occidentale. Les catastrophes sont donc liées à l'écoulement du temps, à l'écoulement prolongé dans le déroulement des saisons. Bien que moins spectaculaires que les catastrophes météorologiques, elles provoquent cependant une désattribution dans plus profonde des équilibres naturels. Elles entraînent une perturbation végétale, migrations temporaires des faunes, baisse du niveau des nappes aquifères, absence de reproduction des animaux vivants, etc. La prévision de ce type de catastrophes pose des problèmes plus complexes, plus délicats car elle échappe à la compétence des météorologues.

Quel est le vrai responsable ?

Les catastrophes météorologiques et climatiques sont, parmi les catastrophes naturelles, celles qui causent les dommages les plus considérables tant en ce qui concerne les pertes en vies humaines que les dégâts matériels. À titre d'exemple, la zone Agnès, en Italie, la région du Mexique a fait plus de milliards de dollars de dégâts. Pour le nombre des victimes, les cyclones tropicaux et les inondations viennent bien avant les séismes ou les éruptions volcaniques. Pourtant, il ne s'agit pas d'une répartition hiérarchisée des catastrophes climatiques d'après les effets produits. Il faut, en effet, tenir compte de la diversité de ces anomalies climatiques, mais aussi du contexte géographique économique. Ainsi, la grande sécheresse qui, en 1921, a provoqué en U.R.S.S.

Un diagnostic plus sérieux
pourrait être établi si l'on pre-
nait la peine d'étudier les effets
des catastrophes sur les
milieux naturels et non plus sur
les activités humaines. En effet,
les milieux sont bien adaptés à
la variabilité habituelle du cli-
mat et une anomalie se traduit,
par exemple, par l'élimination
d'espèces moins temporaires, d'espèces
centennies ou des siècles.
Il y a alors la preuve qu'un

(*) **Professeur** à l'université
Terre-et-Marie-Curie U.E.R., scien-
ce de la Terre (Paris).

seul a été franchi dans le dés-
quilibrium de ce milieu. Dans ce
sens, la sécheresse du Sahel
(1968-1973), ce sésue, par sa durée
et par le tarissement très poussé
de toutes les réserves en eau
et l'écotombe des nouvelles
générations (les animaux par-
tiels humains, les animaux
régionaux, les animaux), a été
degré d'écotombe bien supérieur
à la sécheresse de 1974-1975.

AU CONGRÈS DE PALÉONTOLOGIE HUMAINE DE NICE

Les grandes étapes de l'homínisation

A l'occasion du premier congrès de paléontologie humaine qui, du 18 au 21 octobre, se rassemble à Nice, les spécialistes de l'homme d'une soixantaine de pays, l'opinion prévaut toujours que, en l'état actuel de nos connaissances, l'homination a bien eu lieu en Afrique. Pour la grande majorité de ces congressistes, l'homme moderne est proche de ces grands singes anthropoïdes africains (gorille, chimpanzé), dont il se serait séparé seulement aux alentours de — 5 millions d'années (au plus tôt vers — 6 mil-

TROIS périodes ont été particulièrement importantes pour l'humainisation : 25 millions d'années, 2,5 millions d'années, aux alentours de - 500 000 ans. Pour le docteur Elisabeth Vail du Musée du Travail à Johannesburg (Afrique du Sud), il y a la période qui a vu apparaître les capotines, non seulement pour l'homme mais aussi pour les singes. Les ascendants, mais aussi pour le nombre d'années. Les singes japonais ont une machoire supérieure forte et dentelle de l'homme, l'orang-outang, quant à leur machoire étudiée, les canines longues.

Il y a un peu plus de quatre millions d'années, les hominidés, dont la caractéristique essentielle est la bipédie, se sont séparés des autres espèces lignées des grands singes anthropoïdes africains quadrupèdes. A la même période, les hominidés se sont séparés des autres espèces (certains anthropes, babouins, etc.) se sont elles aussi individualisés. Or, à cette époque, il y a eu un refroidissement global des climats : la calotte glaciaire antarctique s'est étendue jusqu'au pôle, les régions intertropicales de l'Afrique, les forêts, qui jusqu'alors y avaient été remplacées par de grandes savannes herbeuses (la savane). Le changement climatique a été très important car, d'un point de vue général, le passage de la quadrupédie à la bipédie n'est pas lorsque nos ancêtres n'ayant plus d'arbres pour grimper ont été obligés de marcher sur leurs deux pieds mais lorsque ils ont pu aller plus loin les ressources alimentaires et les prédateurs n'avaient pas encore disparus.

On ne trouve en Afrique ni ce jour que très peu de fossiles annonçant les chimpanzés, les gorilles et les chimpanzés, pendant toute la période allant de -12 à -4 millions d'années. Quelques dents et quelques fragments de mandibules pour rendre l'évolution des primates supérieurs. Certes, il y a eu d'autres découvertes récentes, mais il s'agit là de pièces très fragmentaires dont l'étude d'ailleurs est loin d'être achevée.

En novembre-décembre 1981, une équipe américaine comprenant notamment les paléontologues Clark et Timothy White, professeurs à l'université de Californie à Berkeley, a travaillé en Éthiopie orientale dans la célèbre vallée du Rift Awash, un bout de ténér et quelques fragments de crâne. Le premier d'entre eux, daté de 12 millions d'années, d'une structure osseuse volcanique vieille d'environ quatre millions d'années. Le second est donc un peu plus récent, le ténér un peu plus jeune que quatre millions d'années. Le ténér est celui d'un hominidé incontestablement bipède, alors que le crâne, très primitif, est celui d'un chimpanzé. Une expédition

Nous d'années, au plus tard — ■ millions d'années), ■ que la lignée de l'orang outang (grand singe anthropoïde asiatique) aurait divergé du tronc ■ ■ ■ ■ ■ primates supérieurs il ■ ■ ■ ■ ■ moins 10 millions d'années. L'idée que la lignée proprement humaine s'est individualisée entre — ■ ■ ■ ■ 15 millions d'années ■ ■ ■ ■ ■ abandonnée par de nombreux paléontologistes, en raison d'études récentes ■ ■ ■ ■ ■ en biologie moléculaire.

rane a _____ les plus _____ n'al-
 Kenya un bout _____ teignait _____ 800 _____
 _____ machoire _____ Celui _____
 quelques dents _____ plus archaïques _____ guère plus
 pourvue _____ Gros vers - 150 000 ou - 100 000
 mail épais (comme _____ années, les _____ les plus
 _____ celles de _____ un _____
 res canines man- 1 250 centimètres _____ (en
 trou d'insertion _____ les traits de l'Homme sapiens
 n'ont _____ de 1 _____ centimètres cubes).
 Il semblerait que _____ Tre vint après _____ apparition
 ent _____ l'Homme _____ d'Afrique.

— 1,5 million d'années, en venant
 — 1,2 million d'années, en venant
 peut-être — 1 million
 Les populations d'Homo tu
 s'orientent peu
 les unes
 se développent les premières au
 — 400 000
 ans (— 380 000 peut-être).
 — réussit à maîtriser le
 bien en qu'en Europe
 C'est là un progrès capital ; le
 permet en effet à l'Homo
 à quitter les régions tempérées
 de s'installer dans
 régions tropicales froides et
 l'ancien monde.

[illegible]

Quoi qu'il en soit, l'*Homo sapiens*, à partir — 100 000 ans — 75 000 ans, est partout le unique représentant du genre humain. Pour Chinois

Une évolution explosive

Néme — 2,5 millions ou — 2 millions d'années place _____ du _____ Elisabeth Vrba, que _____ Tobolska qualifié d'« explosive ». A _____ époque, en plusieurs rameaux : l'australopithecine gracile survit, mais à _____ lui _____ développement l'Australopithecus _____ d'Afrique l'Europe et l'Est, qui disparaîtront _____ tout l'Homme habilis, le premier maillon _____ la lignée vraiment humaine _____ la même période, beaucoup de groupes de mammifères s'éteignent _____ aussi, se séparant _____ nombreuses espèces. Un _____ global, produit _____ époque : le début _____ grandes glaciations quaternaires provoque la _____ de vastes régions de glace sur le nord de l'Asie _____ l'Amérique, le climat _____ l'Afrique intertropicale se climatise. Les _____ de l'Asie et de l'Afrique tropicales, ce qui _____ hominidés en plusieurs groupes.

La saule placé par le docteur Vrbas

aux avoir cli-

matiques Depuis — 2 mil-

..... périodes glaciaires

..... interglaciaires succèdent, la

dernière période glaciaire se ter-

minant il y a seulement une dou-

zaine milliers On peut

dire que du Vrbas beaucoup moins

net que premiers.

Depuis environ —1,7 million d'an-

..... —1,5 million apparus

en Afrique, l'*Homo erectus*,

intermédiaire entre l'*Homo*

..... l'*Homo sapiens*. cerveau

reignait les plus n'a
800
Celui
plus archaïques qu'à guère plus
gros. Vers 150 000 ou 100 000
années, les les plus
un
1250 centimètres (en
le de l'*Homo sapiens*
de 1 centimètres cubes).

— 1,5 million d'années, à venir
— 1,2 million d'années, en
peut-être — 1 million

Les populations d'Homo furent
suffisamment peu
pour une
développement la première cul-
régionales. Et — 400 000
ans (— 380 000 peut-être), l'
ne réussit à maîtriser le
bien en qu'en Europe.
C'est un progrès capital ! le
permet en effet à l'Homo
à quitter les régions tempérées
et à s'installer dans les
régions tempérées froides de
l'ancien monde.

La pensée

Les Homo erectus remplacé par l'Homo sapiens ? Les opinions divergent, ce qui compréhensible étant donné l'évolution est progressive. L'Homo erectus est apparu il y a 1 500 000 ans, un front saillant, une prognathie marquée, une denture de mandon, un placement de l'occipital, toutes particulières que n'a pas l'Homo sapiens. Mais le passage des uns aux autres, les Homo erectus les plus évolués ressemblent plus ou moins à l'Homo sapiens archaïque. Des données comme les ossements de Dôl, ou comme ceux de Tebulaissent que l'Homo fossilisé de Broken Hill (Zambie), daté d'environ 150 000 ans, est déjà un Homo sapiens, et d'autres spécialités, notamment M. Henry de Lumley, professeur au Collège de France, d'histoire naturelle de l'Université d'Orléans du congrès de Nice avec Marie-Annetta de Lumley, et au C.N.R.S., la

Quoi qu'il en soit, l'*Homo sapiens*,
à 75 000 ans — 100 000 ans
— l'unique représentant du
humain. Pour les Chinois
pour les professeurs occiden-
taux, dont M. Henry Lumley,
l'*Homo* s'est transformé en
sapiens plusieurs régions
du monde, mais en même
temps. D'ailleurs, les
Chinois, l'anatomie *Homo*
chinois a 140 000 points
ressemblance avec les mon-
goloides, arté-
s.

changements génétiques qui fait
 l'Homme **sapiens** trop complexes pour
 avoir pu produire plusieurs
 l'Homme **sapiens** apparu
 lement en Afrique d'où il se
 répandit en Asie et en Europe,
 de capacités plus grandes —
 particulier du **sapiens** val-
 bonne **sapiens** qui permet la
 compliquées **sapiens** l'expression
sapiens religieuses **sapiens** artistiques,
 rites et cérémonies, — l'Homme
sapiens aurait pu éliminer l'Homme
 quand il se baignait dans les
 Toulousiens, le triomphe de l'Homme
sapiens n'aurait fait oublier
 techniques régionales qui
 été développées par l'Homme
 L'arrivée de l'Homme **sapiens** aurait
 permis **sapiens** meilleurs
 parfaitement **sapiens** permis
 profil **sapiens** **sapiens** qui
 pouvait se présenter
 écologiques, même
 où conditions naturelles
 étaient moins efficaces. Pour
 le docteur Desmond Clark, il
 aurait eu une **sapiens** sociale.
 A partir de l'Homme **sapiens**
 premier à fabriquer intention-
 humaine plus animal
 comme **sapiens** **sapiens**.

YVONNE REBEYROL

24/26
novembre
1982

le nouveau
langage
standard

ADA

la version standardisée
par l'Ansi, du langage
universel Ada, vous sera
présentée par ses auteurs :
Jean Ichbiah,
René Beretz et J.L. Gailly
à l'hôtel Meurice/Paris
du 24 au 26 novembre

ellipses

inscriptions
service séminaires
29, avenue de Versailles
78170 La Celle-St-Cloud
Tél. (3) 9181244

Dunod

ÉLECTRICITÉ

parce que les réponses sont techniques

L'ÉLECTRICITÉ SOLAIRE
Les énergies nouvelles
W. PALZ
Prix: 160 F

GUIDE TECHNIQUE DE THERMIQUE
J. GOSSE
Prix: 120 F

ÉLECTROTHERMIE INDUSTRIELLE
Fours et équipements thermiques
électriques industriels
M. ORFEUIL
Prix: 215 F

Les catastrophes naturelles d'origine climatique

(Suite de page 13.)

Ainsi, la prise en compte des effets destructeurs devrait permettre de fixer une limite à la notion de catastrophe. De plus en plus on utilise le terme d'une catastrophe ou dès qu'une anomalie ou un glissement du terrain fait quelques victimes. Les accidents faisant effectivement partie des « risques naturels », il serait souhaitable d'utiliser le terme « catastrophe » seulement pour les origines de désastre entraînant, sur de vastes régions, une amorce de déstabilisation du milieu naturel.

Il y a même des catastrophes résultant de modifications non climatiques du milieu attribues à tort aux anomalies climatiques.

Pour des causes naturelles tout d'abord. Certaines inondations du fleuve Hoang-Ho, par exemple, peuvent provoquer de véritables désastres dans les plaines très peuplées de la Chine du Nord sans qu'il y ait, chaque fois, une liaison évidente avec la pluviosité « catastrophique ». En effet, le fleuve, chargé à l'excès par l'érosion du haut bassin, provoque une intense alluvionnement à l'aval. Il se surélève au-dessus du niveau de la plaine et tend à se déverser sur des dizaines de kilomètres carrés.

Par suite des modifications des milieux par l'homme, en effet, les exemples de dégradations liées aux activités humaines sont très nombreux. Ainsi, la déforestation inconsidérée d'un bassin hydrographique entraîne l'apparition de crues violentes attribuées à tort à des anomalies climatiques sur les rivières à régime jusque-là équilibré. Le problème est extrêmement

complexe : raison de la diversité des anomalies climatiques ou non, qui interviennent la brusque déstabilisation d'un milieu naturel.

On a beaucoup insisté sur le rôle du déboisement du sud-est du Brésil pour expliquer la sécheresse du 1973-1974, la première d'origine climatique. Il en va de même pour l'érosion, par le vent, des sols du Middle-West nord-américain et de l'Australie (Dust Bowls).

Attribués au développement de la culture mécanisée extensive et aux surfaces protégées auparavant par la « prairie », ce phénomène a, avec le recul du temps, reçu une explication plus nuancée. Ces deux régions ont, au même moment (1930-1940), un déficit important des pluies estivales, entraînant des températures anormalement élevées et des vents particulièrement intenses. Mais nier la responsabilité des techniques agricoles nouvelles, il faut maintenant que la période ait aussi correspondu à une anomalie climatique.

Des phénomènes exceptionnels

Un des meilleurs critères pour définir une catastrophe climatique est sa faible récurrence. Celle-ci est, en effet, indispensable pour que ces anomalies climatiques puissent avoir des conséquences catastrophiques. Il faut qu'entre deux catastrophes le milieu naturel ait pu retrouver son équilibre antérieur. Les tels événements n'ont rien de commun avec la variabilité « normale » du climat. Ainsi, en 1981, la crue du Yangtsé a été la plus forte depuis 1900 (par endroits, depuis 1906) et la sécheresse au Maroc, la plus

accentuée depuis trente-huit ans. L'hiver 1981-1982 a été le plus rigoureux depuis 1944 aux Etats-Unis, depuis le 1911 au Brésil. En 1982, le Nord-Est du Brésil a subi sa plus dure sécheresse depuis un siècle, tandis que la plus forte depuis 1900, etc. Sur la période 1973-1974, les sécheresses n'ont atteint que la France en 1977 et, d'après les documents historiques, les années 1887, 1910, 1919, 1920, 1935, soit environ une à deux fois par siècle.

Cependant, certains auteurs, partant du postulat que ces anomalies ont un rapport avec des cycles astronomiques (comme les « tâches » solaires par exemple), ont utilisé des moyens statistiques considérés pour évaluer une certaine périodicité dans le retour des grandes avalanches, des exceptionsnelles du milieu, des sécheresses, etc. Ils ont pu prédire des éruptions volcaniques ou des sécheresses, quelques-unes n'ont pas été tout récemment, à prédire la prochaine sécheresse au Maroc, la plus forte depuis 1935.

De périodicité régulière sur ces cycles astronomiques, sur trop peu de cas, vu la faible récurrence des catastrophes climatiques, la prévision de leur retour est plus fondamentale, mais que ces corrélations avec des événements astronomiques ne tiennent pas compte des multiples interactions et de l'inertie considérable du système atmosphère-océan-cryosphère qui s'interpose entre ces facteurs externes et leurs effets sur le climat.

De probabilité : si les termes « catastrophes « décennales » ou « centennales », proposés par les statisticiens sont commodes pour calculer les risques dans la construction d'un ouvrage d'art, ils n'ont aucun sens pour la prévision. Comme les anomalies ou les éruptions volcaniques, les anomalies climatiques reviennent après un laps de temps extrêmement variable.

Cependant une nouvelle approche de la compréhension des anomalies climatiques est apparue récemment. Au moment où les climatologues procèdent à la construction d'un modèle de l'évolution du climat actuel, les paléoclimatologues découvraient la variabilité du climat (1).

De nouvelles perspectives

Les méthodes de plus en plus précises (étude des rythmes saisonniers dans les schistes varisziques, comme les très basses températures, etc.), les mesures isotopiques, etc.), permettent, aujourd'hui, de distinguer des anomalies très brèves, mais très accentuées, au sein de l'évolution du climat des conditions « post-glaciaires » n'étaient pas trop différentes de celles du climat actuel. D'une manière plus générale, d'une manière plus substantielle, les « abrupt events », très susceptibles, aux pics des anomalies actuelles, mais d'une durée de quelques siècles, parfois d'un millénaire, viennent perturber l'évolution du climat à l'échelle des siècles de temps.

(1) Les crises climatiques : la dernière (décembre 1981).

Ces découvertes ouvrent de nouvelles perspectives pour comprendre et prévoir les anomalies du climat. Beaucoup de ces anomalies actuelles sont des retours, brusques et éphémères, à des situations qui ont été « normales » dans le passé. Ainsi la sécheresse de 1975-1976 dans le nord-ouest de la France et en Grande-Bretagne rappelle le climat aussi chaud, mais plus sec que le climat actuel, qui régnait sur ces régions il y a huit mille à neuf mille ans. Mais la cause probable de ce comportement du climat (des températures anormalement fraîches des eaux du nord-ouest de l'Atlantique) a été amplifiée parce que, à cette période, une petite calotte glaciaire subsistait sur le nord-est de l'Amérique.

Les anomalies insoupçonnées apparaissent aussi entre les époques actuelles et les crises du passé. On connaît le temps où les températures du climat étaient plus élevées que les températures actuelles. On a observé une succession de catastrophes en son temps : la dernière nord de l'Europe : des dévastations de 1975, surtout de 1981, qualifiée de « millénaire » en Tunisie, pluvies catastrophiques au Liban en 1982 et 1983, et janvier 1984 (1105 mm à Beyrouth en quelques semaines) ont la récurrence de la dernière à quatorze siècles. Les exemples de ces crises climatiques au même moment, mais en sens opposé, deux secteurs de la planète se multiplient aussi bien dans l'évolution actuelle qu'en paléoclimatologie. Ils montrent d'ailleurs que ces anomalies peuvent s'expliquer par des distributions « anormales » de l'énergie et du rayonnement solaire.

L'intérieur de l'atmosphère sans faire intervenir, forcément, de grandes modifications de l'équilibre global.

La succession des crises actuelles ou des grandes crises à l'échelle géologique n'a aucune périodicité régulière mais semble répondre à une certaine logique si on la replace sur les tendances à long terme de l'évolution du climat. Ainsi, sur la dernière ondulation thermique, prouvée par les mesures météorologiques, les « Dust Bowls » américains, australiens, ou les fréquences maximales des cyclones tropicaux sur les divers océans, se placent entre 1930 et 1940 au maximum du léger réchauffement que la Terre a subi de 1900 à 1940. Au contraire, les sécheresses sur la façade atlantique de l'Eurasie (1973-1976, dans le nord-ouest de la France ; 1980-1982, au Maroc, etc.) semblent plus fréquentes dans la période où le climat se refroidit avec qui a commencé vers 1940 avec le ralentissement de la circulation cyclonique sur l'Europe occidentale et une plus grande fréquence des anticyclones dits de « mauvais temps » (et qui sont, elles, probablement en relation avec les anomalies astronomiques) ou les « minima » On peut donc espérer retrouver des « scénarios » qui expliquent les « comportements » de ces crises dans l'évolution générale du climat.

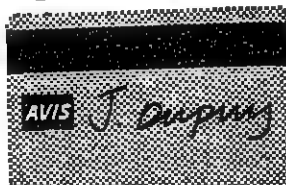
Cette approche « historique » est bien plus longue et plus complexe que la méthode statistique. Mais elle nous permet d'approcher sur une compréhension réelle du phénomène des crises.

PIERRE ROGNON.

Carte Avis Express. 35" et vous prenez le volant.

Présentez votre carte Avis Express au comptoir des principaux aéroports européens.

En 35" exactement, elle permet d'établir un contrat de location. Sans erreur possible grâce à sa mémoire magnétique.



Vous gagnez du temps et vous évitez la « paperasserie ». Vous arrivez, vous signez et vous prenez le volant de votre voiture.



VOTRE MICRO-ORDINATEUR !

- Qu'est-ce qu'un micro-ordinateur ?
- Quelles sont ses possibilités ?
- Comment le choisir ?
- Comment en prendre soin ?

découvrez 3 livres indispensables...

VOTRE PREMIER ORDINATEUR

par Rodney ZAKS, 280 pages, réf. : 226
D'un style accessible à tous, un guide complet du monde des petits ordinateurs. Description du micro-ordinateur, des périphériques, des principaux langages et applications (personnelles ou professionnelles). 35 Francs.

Comment prendre soin de votre ordinateur
ATTENTION FRAGILE !

par Rodney ZAKS, 260 pages, réf. : 228
Premier ouvrage traitant exclusivement des soins dont il faut entourer un petit ordinateur. Tout ce qu'il faut et ce qu'il ne faut pas faire pour utiliser correctement un micro-ordinateur. 35 Francs.

QUEL MICRO-ORDINATEUR CHOISIR ?

66 pages, réf. : 254
Texte intégral de la conférence donnée à Micro-Expo 82. Un guide précieux pour vous aider à choisir le matériel le mieux adapté à vos besoins. 35 Francs.

SYBEX
Pour recevoir le catalogue détaillé, écrivez à :
SYBEX 4, Place Félix-Eboué - 75012 Paris.
Tel. (1) 547.50.20
le leader de l'édition micro-informatique

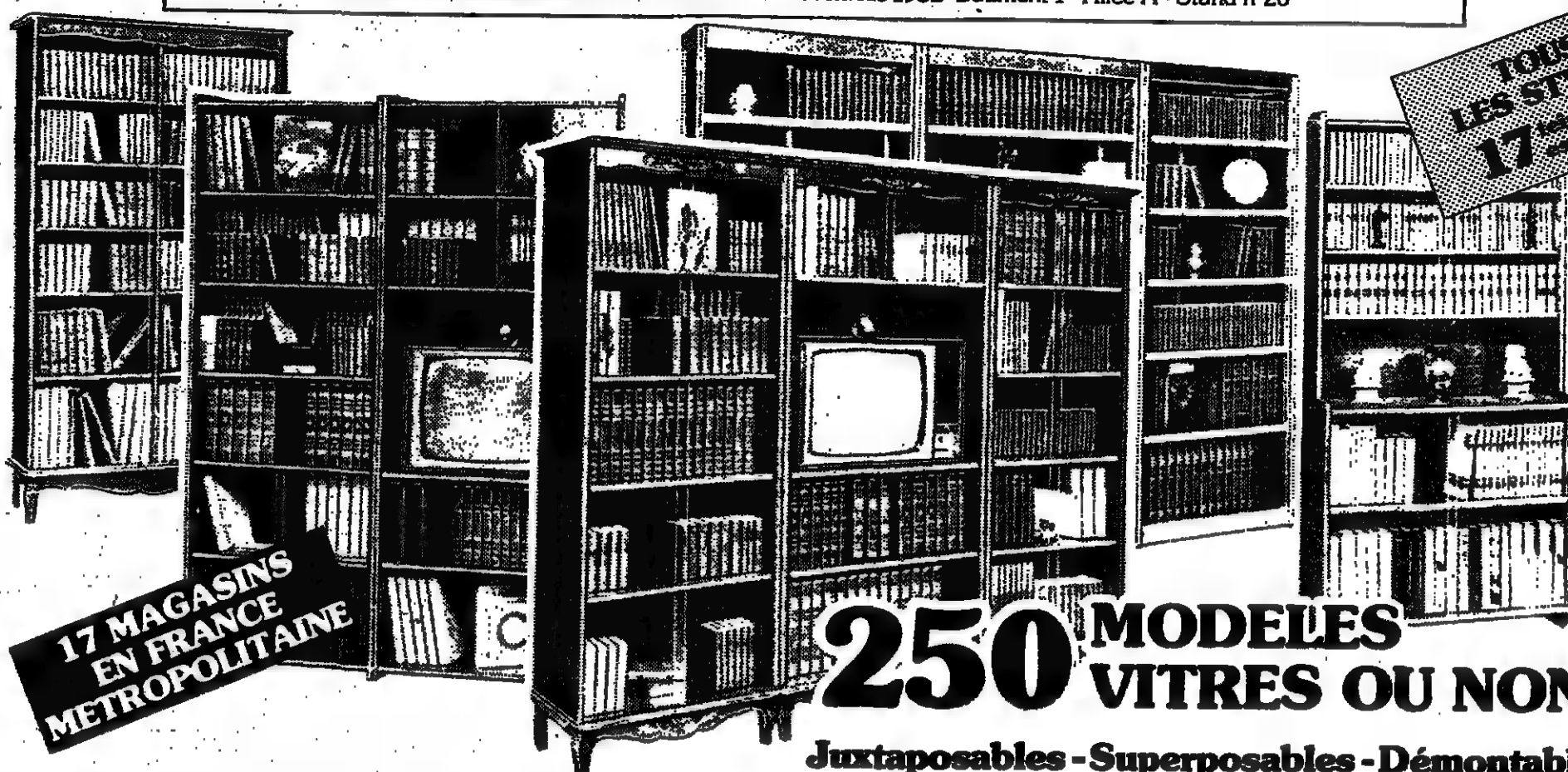
La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14^e

MONDE DE LA MAISON (Salon du Mobilier et de la Décoration)

Porte de Versailles du 22 octobre au 1^{er} novembre 1982 Bâtiment 1 - Allée A - Stand n°20



17 MAGASINS
EN FRANCE
METROPOLITAINE

TOUS
LES STYLES
17

**250 MODELES
VITRES OU NON**

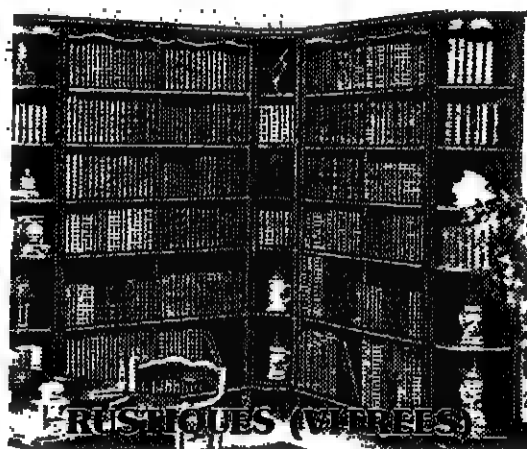
Juxtaposables - Superposables - Démontables

Quels que soient la place dont vous disposez, la hauteur, en largeur, en profondeur, le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la

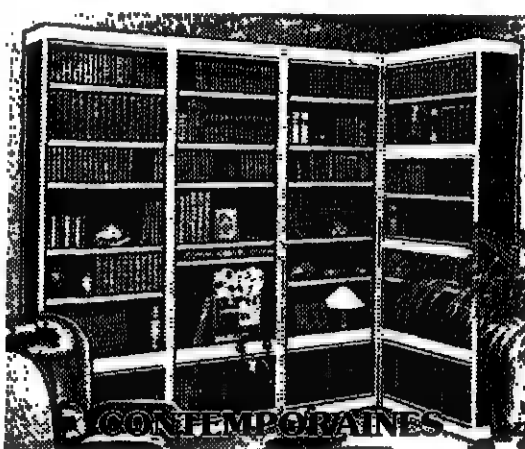
bibliothèque à votre goût et adaptée à vos problèmes. Avec le catalogue gratuit de La Maison des Bibliothèques (68 pages en couleurs) vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.



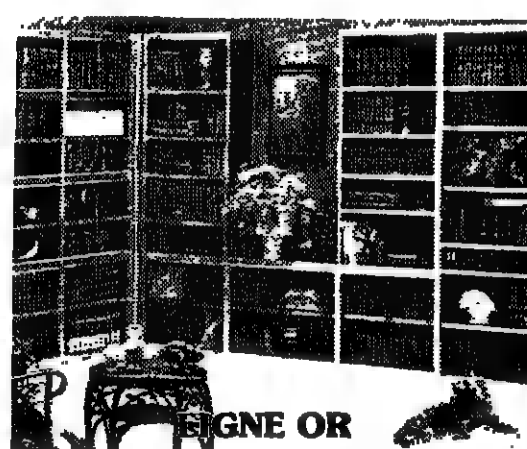
LIGNE NOIRE (VITRES)



RUSTIQUES (VITRES)



CONTEMPORAINES



LIGNE OR

12 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 5 couleurs
Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la masse identique à celui du bois massif, vernis noir mat, acajou, beige, gris, vert bronze. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes.

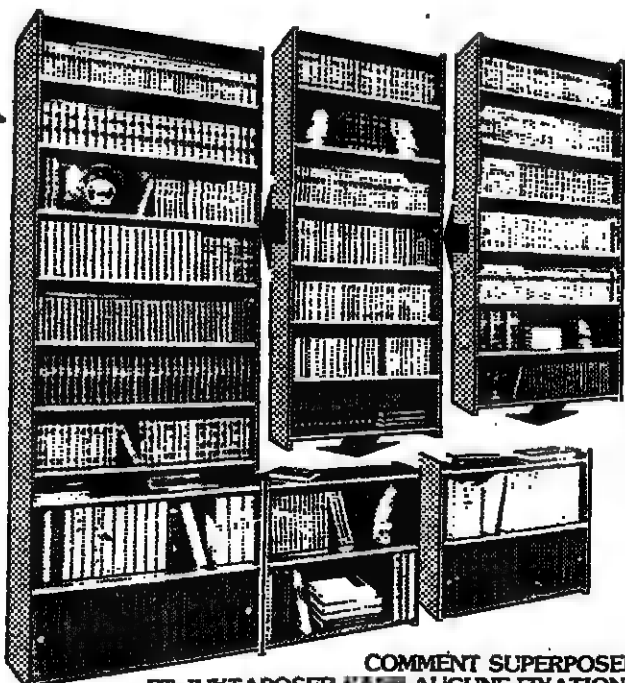
30 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
5 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs - 3 essences
Sur montants en façade, moulure de style, étagères multiples, montants en aggloméré, placage acajou traité ébénis. Placage chêne ou merisier en option.

50 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs
Modèles contemporains en PROFILE ALUMINIUM ANOUISE et en mélaminé blanc ou noir. Vitrage en option.

24 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 2 couleurs
Étagères en panneaux surfaces mélaminé noir double face, montants en aluminium anodisé doré. Vitrage en option.



STANDARDS (VITRES) 150 MODÈLES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 10 tablettes de essences
Étagères en mélaminé, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules) Placage acajou, traité ébénis, vernis cellulacé satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.



COMMENT SUPERPOSER ET JUXTAPOSER AUCUNE FIXATION.

MAGASINS RÉGIONAUX

Ouverts du mardi au samedi heures de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, (56) 44.39.42 • **CLERMONT-FERRAND**, 22, rue G. Clemenceau, (73) 93.97.00 • **GRENOBLE**, 59, rue Saint-Laurent, (76) 42.55.75 • **LILLE**, 88, rue Esquemoise, (20) 55.69.39 • **LIMOGES**, 57, rue Jules-Noriat, (55) 79.15.42 • **LYON**, 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville-Louis-Pradel), (7) 828.38.51 • **MARSEILLE**, 109, rue Paradis (métro Estrangin), (91) 37.60.54 • **MONTPELLIER**, 8, rue Sérane (près Gare), (67) 58.19.32 • **NANCY**, 8, piétonne Saint-Michel (près du Palais Ducal), (53) 332.84.84 • **NANTES**, 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), (40) 74.59.35 • **NICE**, de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89 • **RENNES**, 18, quai E.-Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 • **ROUEN**, Front de Seine 43, rue des Charrettes, (35) 71.96.22 • **STRASBOURG**, 11, rue des Bouchers, (88) 36.73.78 • **TOULOUSE**, 1, des Trois-Renards (près place St-Sernin), (61) 22.92.40 • **TOURS**, 5, rue H.-Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28.

Du meuble individuel... au grand ensemble

**Installez-vous vous même
facilement... ultra rapidement
A DES PRIX IMBATTABLES**

**La maison des
BIBLIOTHEQUES**

PARIS :

61, rue Froidevaux, 14^e

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi heures de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Dentier-Rochereau - Galté - Edgar Quinet, Autobus : 26

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE

BON CATALOGUE GRATUIT

**La maison des
BIBLIOTHEQUES**

MO 11

à retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 16

Je m'abonne sans engagement à votre catalogue en couleurs (hauteurs, largeurs, profondeurs, essences, prix, etc.) de vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINES, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

N° Code Postal Ville

CATALOGUE PAR TELEPHONE
REpondeur AUTOMATIQUE **(1)320.73.33**

مكتبة من الاصل

Une symphonie de l'eau et de la terre

Une ville des Abruzzes saisie par les caméras

Les deux Afrique

En Afrique

■ **TROIS CASES BLANCHES** », à la Cité internationale

Dictionnaire des secrets

■ LÉONCE ET LÉNA ■ à Gennevilliers

Entre trois miroirs

DANSE

Le ballet de Tokyo sans Makarova

■ Le Centre français du théâtre lance une opération en faveur des théâtres polonais, avec la collaboration d'organisations syndicales et professionnelles, afin de recueillir des fonds et du matériel technique. Le matériel sera acheminé vers la Pologne au début du mois de décembre. Les fonds regroupés par les organisations professionnelles sont reçus à l'Institut international du théâtre à l'UNESCO, dont le Centre français représente la branche nationale (1, rue Molière, 75322 Paris Cedex 15).

1983, ANNÉE RAMEAU

l'Association les Boréens présente
la publication par les éditions Stil
du fac-similé de la partition originale
des BORÉADES,
l'opéra posthume de J.-Ph. Rameau
(manuscrit Rés. Vml. Ms. B. Bibliothèque Nationale, Paris)



Ministère du Tricentenaire
le ministère de la Direction de la Musique
et de la Danse - Ministère de la Culture
des aujourd'hui, 210 F.T.C. librairie
aux éditions Stil, 5, rue de Charonne, 75011 Paris
tél. : 806.28.19

SPECTACLES

CONCERTS

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LOLI LAMONT. - Fontaine (874-7440), 20 h 45.
MICHEL LAGUYRE. - Théâtre Montparnasse (222-1618), 22 h.
EN SOUDINE LES SARDINES. - Bouffes-Parisiens (296-97-03), 20 h.
LES MORILLAS. - A. Dujardin (87-97-34), 22 h 30.
LA TRAGÉDIE DE CARMEN. - Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30.
EUPALINOS. - Petit Montparnasse (320-89-50), 21 h.
LE BONHOMME QUI AVAIT UN LION. - Centre d'art antique (258-97-42), 20 h 45.
L'ENFIDE. - Chézy, Théâtre Paul-Éluard (890-99-79), 20 h 30.

Les salles subventionnées

■ municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *Le Cid*.
CHAILLOT (727-81-15), 20 h 30 : *Enfances*.
COMÉDIE DES FILLES (239-34-50), 20 h 30 : *Les Filles modèles*.
LE PETIT OPÉON (325-70-32), 18 h 30 : *Le Petit Opéon*.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : *Le Chantier*.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) (au Théâtre de Paris), 20 h 30 : *Le Fuite en Chine*.
CARRÉ SILVIA (531-28-34), 21 h : *Carrié*.

■ autres salles

DEJAZET (897-97-34), 20 h 30 : *Viola*.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : *Comp de soi*.
ASTELLE - THÉÂTRE (238-55-53), 20 h 30 : *Le Cid*.
ATELIER (606-49-24), 21 h : *Le Nombri*.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : *Médecine*.
CENTRE MANDAPA (599-01-60), 20 h 45 : *Jurnal d'un poète*.
CISP (343-19-01), 20 h 45 : *Dix ans plus*.
CITÉ INTERNATIONALE (Grand Théâtre), 20 h 30 : *Trois cases*.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-83-41), 21 h : *Revue d'actualité*.
COMÉDIE CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : *Ca les coms*.
COMÉDIE ITALIENNE (221-22-22), 20 h 30 : *Maman Maria*.
COMÉDIE DE PARIS (400-11-11), 18 h 30 : *Le Cid*.
DAUNOU (261-49-14), 21 h : *La vie en*.

ÉCOLE (372-69-28), 20 h 30 : *Le Cid*.
ÉPIQUE (742-55-49), 21 h : *Le Cid*.
ESCALIER D'OR (323-15-10), 19 h : *Viola*.
ESPACE-GAYE (327-95-94), 18 h 30 : *Le Cid*.
ESPACE-MARAS (771-10-19), 22 h 30 : *Le Cid*.

GAITE-MONTMARTRE (323-16-18), 18 h 30 : *Le Cid*.
GALERIE 55 (326-45-51), 20 h 30 : *A*.
GRAND HALL MONTMARTRE (40-06), 20 h 30 : *Arnaud et le pout*.
HUCHETTE (326-38-99), 21 h 15 : *Le Cid*.
LA BOUTIQUE (874-76-99), 21 h : *Le Cid*.

LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : *Le Cid*.
LYCÉE (246-79-79), 21 h : *Le Cid*.
LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : *Le Cid*.
MONTMARTRE (323-16-18), 21 h : *Le Cid*.

MADAME (246-07-09), 20 h 45 : *Le Cid*.
MARGNY (256-04-41), 21 h : *Le Cid*.
MICHEL (265-93-42), 21 h 15 : *Le Cid*.
MICHOUDRE (742-65-22), 20 h 30 : *Le Cid*.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : *Le Cid*.

OEUVRE (874-42-52), 20 h 30 : *Le Cid*.
PALAI DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : *Le Cid*.
PALAI-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : *Le Cid*.
PENICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : *Le Cid*.

PLAISANCE (320-40-06), 20 h 30 : *Le Cid*.
POCHE-MONTMARTRE (548-77-11), 21 h : *Le Cid*.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : *Le Cid*.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : *Le Cid*.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : *Le Cid*.

THÉÂTRE DES DÉCHARGES (236-77-18), 20 h 30 : *Le Cid*.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 22 h : *Le Cid*.
TANGO (272-17-78), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE EN ROND (387-88-14), 21 h : *Le Cid*.

THÉÂTRE DE L'ÉPICURIE (527-13-88), 21 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE DU LYS (327-48-61), 21 h : *Le Cid*.

Pour tous renseignements
 l'ensemble programmes ou
LE MONDE INFORMATION SPECTACLES
 784.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures,
 sauf dimanches et jours fériés)

Mardi 26 octobre

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE DE PARIS (274-22-77), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-57), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE DES COUPS (633-01-21), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE DU BOND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE STUDIO HERTZ (783-64-66), 20 h 30 : *Le Cid*.
THÉÂTRE DU TOUROT (887-52-48), 18 h 30 : *Le Cid*.
TRISTAN-BERNARD (233-09-92), 20 h 30 : *Le Cid*.

CHAPÉLLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h : *Le Cid*.
CHEVALIERS DU TEMPLE (277-40-21), 22 h et 24 h : *Le Cid*.
CLOUTIER DES LOMBARDS (233-54-09), 23 h : *Le Cid*.
NEW MORNING (323-51-41), 20 h 30 : *Le Cid*.
PALLAS DES ÉTOILES (828-40-90), 20 h 30 : *Le Cid*.
PETIT JOURNAL (326-58-59), 21 h 30 : *Le Cid*.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : *Le Cid*.
SLOW CLUB (238-84-30), 21 h 30 : *Le Cid*.

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (236-12-27)
 Théâtre des Champs-Élysées (725-47-77), 21 h : *Le Cid*.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 30 : *Le Cid*.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-44), 18 h 30 : *Le Cid*.
CLUB DES FILLES (239-34-50), 20 h 30 : *Le Cid*.
CLUB DES FILLES (239-34-50), 20 h 30 : *Le Cid*.
CLUB DES FILLES (239-34-50), 20 h 30 : *Le Cid*.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.), 20 h 30 : *Le Cid*.
CHAILLOT (727-81-15), 20 h 30 : *Le Cid*.
CHAILLOT (727-81-15), 20 h 30 : *Le Cid*.
CHAILLOT (727-81-15), 20 h 30 : *Le Cid*.

cinéma

XX^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE DE PARIS

(723-47-77)
 Théâtre Musical (261-19-83), 20 h 30 : *Le Cid*.

EL FESTIVAL DE PARIS (274-22-77), 18 h 30 : *Le Cid*.
 A. Hunter, Cook's trio, 20 h 30 : *Le Cid*.
 Nouveaux quatuors d'I. Silver.

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE

(723-48-84)
 Champigny, Église Saint-Saturnin, 21 h : *Le Cid*.
 Ensemble Commen (Schönberg, Berg, Weber).

En région parisienne
 Vaux-le-Pénil, CC, 21 h : *Le Cid*.
 Collard (Maurit, Schubert, Beethoven, Weber).

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (633-16-16), 20 h 30 : *Le Cid*.
 Clichy, Th. de la Commune (731-11-53), 20 h 30 : *Le Cid*.

GENNEVILLIERS, Th. de la Commune (633-16-16), 20 h 30 : *Le Cid*.
 Ivry, Th. de la Commune (633-16-16), 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE GENDARME ET LE GENDARME (Fr.), 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LES FILMS NOUVEAUX

LES COMPLIMENTS DE L'AUTEUR, film d'Arthur Miller. V.o. : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LA COTE D'AMOUR, film français de Claude Chabrol. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

LE DRAGON DU LAM DE FEU, film américain de Wm. V. *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.
 U.G.C. Odéon, 20 h 30 : *Le Cid*.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 26 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau.
De sang chaud dans la mer.
L'équipe de la Calypso retourne l'histoire des mammifères marins, des premiers vus au télescope il y a trois milliards d'années à la baleine ou au dauphin. L'histoire de la mer en belles images.



h 35 Documentaire : Jean-Michel Jarre, les concerts en Chine.
Réalisation Andrew Piddington.
21 h 50 Balle de match.
Magazine mensuel du tennis, de R. Druet et F. Jelin.
22 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 40 Cinéma : Mon amie Flicke.
Film de H. Schuster (1943), avec R. Mo Dorell, P. Foster, R. Johnson, J. Bell, D. Hale, J. Corey.
Le fils d'un fermier reçoit en cadeau une jeune pouliche dont la mère était indomptable. A force de soins et d'amour, il arrive à la dresser.
Un film pour enfants, conçu sur le modèle d'un jeu de société.
21 h 15 Cinéma : Les quatre cents coups.
Avec J. Poiret et G. Jugnot.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Parole donnée : Les écorchés du point de vue.
Emission de C. Ozenberger, réal. M. Fressel.
Neuf garçons et filles d'une résidence H.L.M. près de Nice, des marginaux et de la délinquance, ont réalisé eux-mêmes cette émission sur leur vie.
De nombreux témoignages dits la gorge serrée, beaucoup de petites misères : une émission bien réalisée, étonnante.
h 35 Cinéma : L'Empire des sens.
Film français de R. Ertan, (1980), avec Z. Chauveau, S. Reggiani, A. Ador, A. Ferrol, D. Laiffa, R. Hamman, S. Chénal.
Une adolescente, fille d'un immigré, fait l'apprentissage de la vie, sur le chemin d'une autoroute, en Bourgogne, dans un hôtel.
Une étude de mœurs pénétrante dans les attitudes et les situations, œuvres d'art et d'actualité des hommes, distillations et événements actuels des femmes. Personnage révélateur à des stéréotypes, sauf Zoi Chauveau et Mario Adorf.
21 h 45 Journal.
22 h 15 Prélude à la nuit.
Alain Kermiel, pianiste, interprète *Mégillan*. Dans le temple de la nuit.

FRANCE-CULTURE

20 h 45 Dialogues franco-allemands : Grotte et la nuit du monde.
21 h 45 Cinéma : Les quatre cents coups.
Avec J. Poiret et G. Jugnot.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert 70 anniversaire de Mahler (donné salle Pleyel le 8 octobre 1982) : Symphonie n° 6, de Beethoven.
21 h 45 Cinéma : Les quatre cents coups.
Avec J. Poiret et G. Jugnot.

Mercredi 27 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Météo.
12 h 10 Juge box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : des métiers de l'optique de précision.
13 h 50 Mer-cro-dis-moi-tout.
Variétés : Dantes et Dantes ; Dossier spécial Salon de l'Europe.

18 h 35 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rive.
19 h 10 A la une.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 30 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage de la loterie nationale.
20 h 30 Journal.
20 h 30 Tirage du toto.
20 h 35 Les mercredis de l'information.
Emission de M. Tholozan.
Géant : le club voit.
Un reportage de Louis Bouche et Gérard Bernard sur la condition de gitan. Un peuple venu d'Inde, continuellement persécuté au cours de son histoire, une étude en image et en son.

21 h 35 Musique en défilé : Concert à la mémoire de G. Hofmann.
22 h 40 Documentaire : le monde tribal.
Réal. David Collinson.
Derrière la musique.
Synthèse, contenance, rythme, mélodie, tout un langage sans parole qui est celui de l'homme primitif, utilisé par le sage lors des danses rituelles ou des cérémonies religieuses.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 Hommage à M. Pierre Mendès France.
En direct de l'Assemblée nationale, en présence du président de la République.
13 h 30 Journal.
13 h 30 2.
14 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 55 Les carnets de l'aventure.
Kajak Alaska.
15 h 35 Dessins animés.
Walter Wartoo : Golden.
15 h 50 Récit A 2.
Les légendes indiennes.
17 h 10 Placard 45.
De P. Legoux et C. Pouch.
17 h 15 Journal.
17 h 15 Terra des bêtes.
D'A. Bougrin-Dubourg, l'actualité animale.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h 30 Journal.
20 h 35 Téléfilm : L'homme en hiver.
(2 parties), réal. J. Douail-Vallées.
Une jeune fille, au cœur supérieur colorable et un photographe aventureux se cherchent, dans une Yéou sous les brumes, le tout sur un fond de terrorisme à l'italienne. D'une lecture à dépasser de la cité des doges.
21 h 10 Magazine : Rumeurs mélangées.
De Gilbert Lusin et Claude Ombroggi.
12 me feras cent lignes : La vie est chétive ; photographies, vidéos, etc., une série de séquences cocasses, qui forment un magazine intéressant bien qu'un peu.
23 h 10 Journal.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

990F

MAMIYA M compact 24 x 36 automatique, motorisé, autofocus, flash électronique incorporé.

phox

CHEZ PHOX, PAS D'INTOX.

300 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE (1982) 151, rue de Paris. Tel. 352.71.51
LURY-GARCAN : 111, rue de la République. Tel. 352.71.51
PARIS 11 : PHOTO CINE (1982) 151, rue de Paris. Tel. 352.71.51
PARIS 11 : CENTRAL CINEMA 241, 47, rue de Paris. Tel. 371.60.72

DÉFENSE

M. Hernu inaugure au Bourget le VIII^e Salon de l'armement naval

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a inauguré, ce mardi 26 octobre en fin de matinée, la huitième exposition de matériels pour les forces navales qui a lieu, au Bourget, jusqu'au samedi 30 octobre et qui sera suivie, mardi 2 novembre, d'une visite du port militaire de Brest par les délégations étrangères de quatre-vingt-dix pays officiellement invités par la France.

S'étendant sur 100 000 mètres carrés, l'exposition du Bourget réunit une centaine de sociétés françaises, nationales ou privées, mais, à la différence du Salon aéronautique, elle est fermée au public.

Des matériels presque sur mesure

Au-delà de 1983, année pour laquelle les exportations et la perspective satisfaisante, le maintien de l'activité des industries françaises, il y a aussi l'absence de nouvelles commandes étrangères qui viendront compenser la baisse prévisible de cette confiance.

Cette confiance, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, l'a faite il y a une semaine, à l'Assemblée nationale, aux députés de la défense, dont certains s'inquiétaient des conséquences que pourrait avoir, prochainement, le plan de charge des arsenaux et autres établissements de l'Etat.

Si l'on en croit une analyse de la commission parlementaire, qui se réfère au livrable de 1982, ces contrats à l'exportation devraient représenter, en 1982, un montant de 28 milliards de francs, contre 55 milliards de francs de matériels livrés aux forces françaises. En 1983, les exportations attendues devraient être de 22 milliards de francs, contre 51 milliards de francs pour les armées françaises.

Conclusion : représentant environ la moitié des achats nationaux, les exportations - confortent le plan de charge des entreprises françaises - observe le ministre de la défense, qui, fort de nombreux voyages à l'étranger, considère que la part des exportations va même s'accroître notablement.

La Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) expose notamment, sous le slogan « une force de frappe insaisissable à la mer », les hélicoptères Super-Puma, Dauphin, porteurs de missiles air-surface AS-15 TT ou air-air Exocet AM-39 pour l'attaque d'objectifs maritimes, ainsi que le projet d'un nouveau système d'armes anti-navires capables d'attaquer à deux fois la vitesse du son. De son côté, Matra présente, pour la première fois, le missile mer-air à très courte portée, baptisé SADRAL, pour la protection des navires de guerre comme de simples marchands.

La règle du jeu

A la commission de la défense, le ministre a cité un exemple : la construction, par le Groupement industriel des armements navales (GIAT), un consortium étatique, d'un navire de combat, spécialement destiné à l'exportation et à l'exportation de 40 navires. Cette opération se répète, le schéma, pour d'autres matériels.

A ajouté M. Hernu, Et, déjà, on parle de ce projet de Matra d'un missile anti-radar ARMAT, qui serait dérivé du missile Martel interdit à l'exportation - parce qu'il est nécessaire au déploiement des bombardiers nucléaires Mirage-IV - qui intéresse plusieurs Etats du Golfe et, d'abord, l'Irak.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

La règle du jeu demeure, moins, celle que le gouvernement socialiste s'est fixée : que le ministre de la défense a récemment appelée en « pas vendre » l'importance quel que soit le type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement, ni n'importe quel type d'armement.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

BAXTER-TRAVENOL
One of the world's leading companies in the medical field which develops, manufactures and markets a wide range of medical products, contributing to the growing resources of medical practices, and with manufacturing and marketing facilities in all major European countries.

scientific project managers

(M/F)

For our European Research and Development Center in NIVELLES (Brussels area, Belgium), we are seeking: scientific project managers.

The posts will involve coordination and implementation of specific Research and Development projects in the pharmaceutical field, including particularly parenterals nutrition and drug delivery.

It will involve the establishment of new R. & D. programs to be taken through from concept to manufacture. Liaison will be required both marketing and manufacturing departments.

The requirements: we are looking for candidates who are oriented towards product development. Capable of interpreting and understanding scientific projects as well as marketing and production requirements.

Candidates should have a University degree in Pharmacy, Pharmacology or other life sciences. Previous experience in University or industrial environment is important together with a high level of managerial skills.

Applicants should have an excellent knowledge of English (both written and verbal) and be willing to travel. Facility in other languages will be considered as an asset.

We offer a challenging environment in a young and dynamic international company. The salary will be commensurate with the qualifications and experience of the individual, and we offer a wide range of extra-legal benefits.

Candidates should send their application, giving full c.v. details to: TRAVENOL RESEARCH & DEVELOPMENT CENTER, rue du Progrès 7, 1400 Nivelles, Belgium. Attention: Technical Administration Manager.

GRUPE INTERNATIONALE
recherche pour

Algérie

RESPONSABLE SERVICE MAINTENANCE MATERIELS ELECTRONIQUES

BTS ou NIVEAU EQUIVALENT

Pour mission : mise en service équipements - maintenance - supervision chantiers.

Candidat dynamique, autonome - esprit d'initiative et responsabilités.

Salaires en rapport avec compétences + avantages : logement, voiture, fonction, frais de déplacement.

Formation aux matériels assurée.

Envoyer s/réf. 9488/L, candidature - C.V. - prétentions à Contesse Publicité, 74, rue de Valenciennes 69363 Lyon cedex 03 qui transmet.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales et internationales de faire publier pour leur siège et leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



Research and Development Center

Pour prendre la responsabilité d'études sectorielles outre-mer (mise en œuvre et séjours), société française d'ingénierie recherche.

Ingénieurs diplômés

ayant spécialisation expérience Economie des transports

(facilité, choix budgétaires)

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 1812/2168 à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra (réponse et discrétion assurées)

Un des tout premiers groupes commerciaux d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

INGENIEUR TEXTILES

Le candidat devra, âgé de 35 ans au maximum, justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans la vente.

Env. C.V., photo et prétentions à : 50.078 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ALGER ADJOINT DIR. TECH. 200 000 M. ann. T. 01 448-16-85 21 h. 14 h. 8 20 h.

Un des tout premiers groupes commerciaux d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

INGENIEUR TEXTILES

Le candidat devra, âgé de 35 ans au maximum, justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans la vente.

Env. C.V., photo et prétentions à : 50.078 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ALGER ADJOINT DIR. TECH. 200 000 M. ann. T. 01 448-16-85 21 h. 14 h. 8 20 h.

Produits Ultra-Frais (yaourts, desserts, fromages frais)

recherche pour LA MARTINIQUE

CHEF DE FABRICATION

Responsable des APPROVISIONNEMENTS, la PRODUCTION et l'ENTRETIEN.

Le candidat aura :

• Diplôme d'INGENIEUR
• Expérience de 5 ans au moins, dans un poste de responsable production (produits laitiers), si possible en métropole.

C.V. détaillé, plus photo, plus rémunération actuelle, ou téléphonez 742.21.11. LT/M 210 à :

C.G.S. CARRIERES
19 rue de Valenciennes - 75002 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

VICAT
11 usines en France et aux U.S.A.

INGENIEUR CONFIRME Mines, Centrale, AM...

une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Il lui sera proposé des tâches opérationnelles en usine de l'équipe Direction dont il est appelé à devenir un rouage dans les fonctions lui ouvrira de larges perspectives d'évolution le Groupe.

Nous vous adresserons curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence IV4 CEMENTS VICAT, Direction du Personnel - Tour Gan - Cedex 13 - 92082 PARIS-LA DEFENSE.

usiner DUNKERQUE

Nous employons 10 000 personnes. Nos équipements et technologie nous placent aux premiers de la sidérurgie européenne. Notre usine est située à Dunkerque, dans une région où vous trouverez un environnement accueillant une culture plus entichante de France.

Afin de maintenir notre avance technologique, nous décidons de renforcer notre équipe chargée de la maintenance et du développement de nos équipements de laminage en engageant deux

INGENIEURS ELECTRICIENS (ESE....)

Débutants ou 1^{re} expérience

Nous recherchons des candidats voulant être à la fois :
- des ingénieurs spécialistes dans le domaine de l'électricité et de l'électronique industrielle.
- et aussi des hommes de terrain car nous leur confierons dès le départ une responsabilité hiérarchique en tant qu'adjoint Chef de Service.

Si ces postes forte évolution correspondent à votre ambition, prenez rapidement contact avec nous en envoyant votre dossier sous réf. 42 M 234 à C.P.A. - 69 rue de Monceau 75008 Paris.

MEMBRE DE SYNTAC



Société Internationale de Composants électroniques, leader sur son marché recherche pour son unité de Bourgogne Franche-Comté, un

CHEF DU SERVICE OUTILLAGES

INGENIEUR A.M. OU EQUIVALENT

RESPONSABILITES :
- concevoir les outillages
- gérer un atelier de 25 outillages
- collaborer étroitement avec le bureau d'études recherche et développement
- réduire les coûts et les délais de fabrication
- implanter et développer des technologies nouvelles.

EXPERIENCES REQUISES :
- 3 à 5 ans d'expérience industrielle dans un atelier de moules et outils et/ou dans un atelier de moulage/découpe.
- habitude et sens du commandement et des contacts
- goût de l'organisation
- esprit de décision
- anglais nécessaire.

Les perspectives de développement dans le secteur sont réelles pour un candidat à fort potentiel.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 50053 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC de la DROME recherche

1 CHARGÉ DE MISSION

qui participera à la gestion au sein de techniques d'équipements à caractère public. Convierait à l'homme de responsabilités, 30 ans minimum, la direction P&M ou ingénieur technique, pratiquant la gestion.

de rémunération : 120/140 000 F/an, suivant formation ou expérience.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à D.L. BP 331, 26000 Valence Cedex qui transmettra votre candidature.

jouffrieau international
TROYES
cherche le

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE ADMINISTRATIF

130000 à 140000 +

Expert comptable, possédez une bonne expérience de la comptabilité générale analytique, des contraintes administratives et juridiques qui se posent à l'EXPORTATION.

L'anglais est indispensable.
Lieu de travail : TROYES.

Le poste intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :

JOUFFRIEAU SERVICES - BP 6 - 10190 ESTISSAC

Médecin du Travail

Vous première expérience quelques années qui vous de la fonction médicale, soit dans un cadre industriel, soit médecine générale.

Vous préparez CES du Travail que vous intéressez particulièrement aux relations complexes l'homme son environnement souhaitez un service médical d'entreprise réellement intégré à la société où le dialogue avec la hiérarchie règle. C'est bien la fonction. Vous venez rejoindre équipe (4 médecins).

importante société française installée une ville universitaire la région Rhône Alpes.

CORT

Paris - Lille - Strasbourg

d'écire CV photo référence 2865 M à CORT - 65, Kleber 75116 PARIS.

MEMBRE SYNTAC

مركز الأمل

OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
IMMOBILIER	21.00	24.70
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	12.00	14.10
OFFRES D'EMPLOI	31.00	36.45
DEMANDES D'EMPLOI	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

* Doigts de surface nombre de parutions

emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

norelec

Entreprise performante (1000 personnes, 8 agences) en pleine expansion, implantée en métropole et Outre-Mer, spécialisée dans les installations électriques H.T.-B.T., régulation, automation, recherche.

JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES E.S.E. - I.D.N. H.E.I. - ESME - ESTP

Anglais courant, pour consolider le développement de son siège et de ses agences, et pour réaliser des contrats en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. photo et siège de NORELEC 820, r. de Lille, Boite Postale 205, 62404 BETHUNE CEDEX

elf aquitaine

HEC, ESSEC, SUP DE CO des débutants concrets et évolutifs

Destinés dans un premier temps à exercer des activités commerciales « terrain » nécessaires pour une prise de contacts avec les structures de notre Entreprise et les impératifs de nos marchés.

Par suite, nous leur offrirons des fonctions de responsabilités leur permettant de réaliser pleinement dans l'un des nombreux domaines de notre Groupe.

Actuellement plusieurs régions sont à pourvoir:

Vienne Orne Normandie Nord Savoie Bretagne

Mais d'autres opportunités en France seront envisageables. Nous serions heureux de rencontrer pour en discuter.

Adressez lettre, C.V., photo à ELF FRANCE, Service Recrutement, 137, rue de l'Université, 75340 PARIS Cedex 07. Précisant le secteur de votre choix, votre référence 50161.

BANQUE HERVET recherche pour sa succursale de TOURS

UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE PRIVÉE

Classe V, VI

Son expérience de 5 ans dans la fonction acquise de préférence en milieu tourangeau, s'appuie sur un diplôme de l'enseignement supérieur.

Intéressantes perspectives de carrière.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

BANQUE HERVET

Direction du Personnel Service Recrutement 127, av. Charles-de-Gaulle 92201 NEUILLY-SUR-SEINE

FILIALE THOMSON ELECTRONIQUE recherche pour Unité de Fabrication située en région Centre-Ouest

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Ref. 6.534 A.

Pour laboratoire d'études, possédant une connaissance approfondie dans le domaine H.F. Il sera chargé de l'étude et du développement des produits H.F. Son action est susceptible de s'étendre au rôle de Chef de projet.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Ref. 6.534 B.

Pour bureau d'études, possédant des connaissances approfondies dans le domaine des alimentations stabilisées. Anglais allemand souhaité.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Ref. 6.534 C.

Pour bureau d'études, il sera chargé du développement de sous-ensembles d'électronique digitale.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Ref. 6.534 D.

Pour poste d'animateur qualifié dans une fabrication de sous-ensembles électroniques H.F. Il participe au développement des nouveaux produits ainsi qu'à leur homologation. Il développe le contrôle qualité. Il anime l'équipe chargée de la vérification des produits. Il participe à l'implantation des cercles de qualité.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à la référence correspondante à : LICHOU S.A., Boite Postale 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

GRUPE THOMSON BONNET - VILLEFRANCHE recherche

cadre de gestion export

ref 6213

Formation souhaitée : DECS, DE CO. ICG 3 à 5 ans expérience.

Le candidat au chef comptable, il aura en charge les dossiers export. Vente d'équipement et Chantiers d'installation.

Le candidat devra avoir l'expérience des relations avec la COFACE et les banques. (crédit documentaire, crédit acheteur, caution bancaire, etc.).

Anglais obligatoire. Sans de possibilité d'avenir. Rémunération attractive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prêt à : Côté des Châteliers VALENCE

laboratoire photo

250 km au Sud de Paris

Reputée pour la qualité de ses prestations (traitement de photographies couleur), cette PMI cherche son

RESPONSABLE DES VENTES

A la fois stratège et homme de terrain, il sera le bras droit du PDG pour toutes les questions commerciales. Il définira et mettra en place la politique à mener auprès d'une clientèle de 150 distributeurs.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés E.S.C. (25 ans minimum), motivés par le produit et ayant une première expérience de la vente de biens de consommation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous référence LB/90. Les entretiens pourront avoir lieu à Orléans ou Paris.

Réponse et discrétion assurées.

KEY MEN - 29, boulevard Jean-Jaurès, 45000 ORLÉANS.

Steli

Société Tonnerroise d'Electronique Industrielle

Filiale du GROUPE THOMSON

pour ses services de fabrication de matériel audiovisuel, destiné au grand public.

INGÉNIEUR

Niveau II ou III

Formation A.M., E.N.S.I. ou ASSIMILÉ

Ayant quelques années d'expérience production grandes séries.

Responsable dans un premier temps de l'insertion technique de composants, fonctions s'élargissant ensuite à d'autres domaines.

Possibilité ultérieure de développement de carrière dans le groupe, s'il est souhaité.

Adr. C.V., photo et prêt à STELI TONNERRE, Service du Personnel, de Tanay, TONNERRE.

BISCUITS BELIN créent CHATEAU-THIERRY (AISNE) un poste d'

INGENIEUR INDUSTRIEL

Sous l'autorité du Directeur des usines, le titulaire du poste coordonnera l'activité de tous les chefs de services dans les domaines :

- amélioration de la productivité et des conditions de travail
- préparation des investissements
- économies d'énergie.

Il sera, également, conseiller qualifié pour les problèmes d'organisation du travail, de la formation technique et de l'animation des groupes multifonctionnels. De formation ingénieur (Arts et Métiers, ENSIA, etc...) il aura déjà une expérience professionnelle, parlera, écrira l'anglais.

Si vous pensez répondre à ce profil, adressez C.V. et prétentions à J.B. JOUVE - 10, rue Henri Petit 02400 CHATEAU-THIERRY.

l'AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS A.N.R.E.D. recherche

JEUNE INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

Pour prendre en charge les développements de l'agence en matière de traitement de données sur les déchets industriels. Il assurera en particulier l'interface informatique et les utilisateurs.

Une formation et une expérience de quelques années de programmation scientifique seraient appréciées. La possibilité de pourvoir à ANGERS.

Adressez votre candidature et prétentions à Service Etudes et Programmes 2, square Lafayette 49100 ANGERS

A.N.R.E.D.

Téléphone 16 (41) 87-29-24

11 années d'expérience Administrative minimum

1 spécialisation «Personnel» «Juridiques»

1 formation supérieure

1 rémunération annuelle supérieure à 150.000 F

Si vous répondez à ces conditions

VYNEX

115 millions de C.A. - 3 usines - 1000 personnes

Région CHARLEVILLE-SEDAN (Ardennes)

l'un des leaders du marché du Bricolage en expansion constante

proposent de devenir

SECRETAIRE GENERAL

Adressez à Mr PESSIN - Société VYNEX - Balais 08160 FLIZE une lettre manuscrite - CV, photo - prétentions

Votre confiance sera totalement respectée

PETIT BATEAU

recherche

UN INGENIEUR ESC

formation équivalente

pour renforcer l'équipe de la Direction Industrielle. Cet ingénieur devra avoir une première expérience dans le domaine de l'organisation qui lui permettra :

- 1) de prendre en charge les projets impliquant l'informatique.
- 2) de mener des actions d'organisation auprès des unités de production.

Le développement du Groupe permet d'envisager une évolution de carrière.

Anglais écrit et parlé demandé.

Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae et photo d'identité récente à :

Madame RAUDIN, Direction du Personnel, X - 1000 TROYES CEDEX

adjoint au directeur des relations humaines et sociales

SUD **HF** 150.000 ±

Pour secondar le Directeur des Relations Humaines et Sociales d'un établissement bancaire du Sud de la France (1000 personnes, Siège et Agences).

Il sera directement responsable de la formation (plan - choix pédagogiques - gestion administrative) ainsi que des procédures de recrutement et d'intégration.

Il participera à l'amélioration de la communication et de l'information et se chargera de la mise en place de projets sociaux (temps partiel, amélioration des conditions de travail, etc.).

30 ans minimum • Formation supérieure Sciences Po. ou Grande École • Droit • IAE • Expérience minimum de 5 ans dans la fonction Personnel • Intérêt pour la gestion des ressources humaines et les contacts sociaux.

Adressez au Cabinet E.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillée, photo, rémunération en précisant la réf. 256-M.

REI Recherche / Conseil / Cadres 6, AV DU COQ - 75009 PARIS **CSNCR**

هكذا من الامل

OFFRES D'EMPLOI	71,00	11,00
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	34,45
AUTOMOBILES	48,00	34,45
AGENDA	48,00	34,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

Large	Large T.T.C.
71,00	11,00
21,00	24,70
48,00	34,45
48,00	34,45
48,00	34,45
140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Unité	La semaine
OFFRES D'EMPLOI	20,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Degressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GENERAL ELECTRIC

recherche MANAGER DATA PROCESSING

LE CANDIDAT :

- Formation comptable : BAC + 2 ou D.U.T. comptabilité-gestion
- Bonnes connaissances de l'anglais lu et parlé
- Bonnes notions de programmation
- Expérience mini-ordinateur dans entreprise moyenne
- Expérience comptabilité anglo-saxonne
- Sens des initiatives
- Expérience Mark III
- Time Sharing souhaitée

LE POSTE :

- Comptabilité générale et analyse financière
- Développement de l'utilisation mini
- Macro Data Point
- Programmation
- Suivi du système

Poste à pourvoir rapidement

Envoyer C.V. et prétentions à :
GETSCO Service de Recrutement
42 Avenue Montmartre 75009 PARIS

ASSISTANT PUBLICITÉ

Notre Division Produits Minéraux recherche plus de 450 produits destinés à résoudre les problèmes d'hygiène, de traitement des surfaces, de protection, de qualité d'eau, etc. dans les branches de l'activité économique.

Pour étoffer notre équipe marketing, nous créons un poste d'Assistant Publicité.

En liaison avec les unités de vente concernées et les directions nationale et internationale, ce spécialiste définit la stratégie publicitaire, la met en œuvre, l'imagine et développe les actions publicitaires et promotionnelles. Il gère la réalisation de documents de communication publicitaire, il organise les salons professionnels, il conçoit, propose et réalise le plan média.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes un professionnel de la publicité après une première expérience dans l'industrie ou en agence, souhaitez développer votre carrière au sein d'un groupe international œuvrant sur des marchés très diversifiés.

Vous parlez bien sûr allemand.
Écrivez sous réf. n° 92000 à :

Henkel France

Direction des Relations Humaines. DP 111
94258 Gentilly.

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Futur Directeur d'usine

référence UW 251 AM

Diriger une unité de production moderne

référence BU 247 AM

Responsable des services de gestion commerciale

référence AK 253 CM

Informaticien

référence PX 252 AM

UNE ENTREPRISE FRANCAISE PERFORMANTE première en Europe dans le domaine du conditionnement à façon recherche le Futur Directeur d'une de ses usines de 300 personnes.

Directement rattaché au PDG, il s'occupera, dans un premier temps, avec les activités de la société en assumant la responsabilité de la maintenance ainsi que des investissements industriels. Rapidement, il aura l'autonomie de la direction et la gestion de l'usine. Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, INSA, ou équivalent, ayant un minimum 10 ans d'expérience professionnelle acquise dans un service entretien, méthode ou travaux neufs ou production grandes séries. La connaissance des lignes de conditionnement serait un atout (aérosols, liquides ménagers, alcooliques, etc.). Il devra disposer de solides connaissances en mécanique, pneumatiques et automatismes, avoir des qualités d'animateur et de gestionnaire. L'usine est gérée par l'informatique. Poste en Normandie à 100 km de Paris ou à 20 km de Caen.

IMPORTANT GROUPE AGRO-INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE, nombreuses filiales France et étrangères, recherche le Directeur de production française.

Il s'agit d'une usine en France des techniques modernes : plan mécanique - utilisation de fluides - automatismes et régulation. Ce poste peut convenir à un ingénieur généraliste diplômé Mines, AM ou école équivalente disposant :
• des connaissances techniques lui permettant de participer à l'amélioration des machines et des process et la conception d'installations nouvelles,
• d'une expérience de 5 à 8 ans en gestion de production industrielle : animation du personnel, gestion des budgets et coûts.
Poste impliquant fortes responsabilités et larges perspectives d'avenir.
Lieu de travail : ville universitaire France.

FIRME FRANCAISE, filiale d'un important groupe français, appareillage électrique et électronique automobiles, ville Haute-Savoie proche Genève, recherche le Responsable de ses services commerciaux. Suivi de lancement, gestion de commandes programmées, facturation logistique et assistance à la force de vente.

Ce poste implique :
• une formation technique de base de bon niveau DUT, BTS ou équivalent,
• une bonne expérience administrative des ventes acquise dans équipement auto ou domaine industriel proche,
• une connaissance et une ouverture marquée aux techniques modernes de gestion (d'organisation : informatique, bureautique,
• des qualités de rigueur et d'animateur (service 20 à 30 personnes à diriger),
• une connaissance pratique de l'allemand usuel.

Situation intéressante et avenir dans firme moderne en évolution pour jeune cadre dynamique 30 ans minimum.

Ordre de grandeur : rémunération : 160 000 F/an +

VOUS ÊTES ingénieur grandes écoles, maîtrise informatique ayant 1 à 2 ans d'expérience, actif, curieux, pédagogue, vous avez le goût des contacts.

NOUS SOMMES un GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS (CA supérieur à 10 milliards) qui cherche à rejoindre et renforcer son équipe informatique. Dans le cadre d'une politique de prise en charge directe par les utilisateurs de leurs applications informatiques.

NOUS VOUS PROPOSONS de sensibiliser, de former et d'assister les utilisateurs. Dans un premier temps, basé à Paris, puis vous bénéficierez de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

4, rue Massenet 75016 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES

— 400 Agents dont 70 Ingénieurs —
D'AUDIENCE INTERNATIONALE.

INGENIEUR

E.N.S.E.A. (E.S.M.) - I.S.E.P. -
E.N.S.E.R.G. - I.N.S.A. - U.T.C.

Pour la conception et la mise en œuvre de moyens d'essais de matériels d'électronique médicale de pointe :

- Automatisation de bancs d'essais
- Réalisation de chaînes de mesures
- Travaux de normalisation
- Contacts avec les instances techniques et pouvoirs publics.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
L.C.I.E. Service du personnel
32 Avenue du Général Lacroix
92280 FONTENAY-AUX-ROSES

GIRATEV GROUPE EX-ORTF

La GIE Informatique de la télévision est équipée d'un 3033 avec réseau SYVA de 100 terminaux et de nombreux minis (R2000, Matri ARC, Mini 6, 8100). Il accède son potentiel (60 p.) d'études et de recherches.

Analyste méthodes

• chargé d'élaborer les méthodologies d'analyse et de réalisation de logiciels et de petits matériels, de les promouvoir au sein de l'entreprise et d'organiser les équipes d'études, de proposer des choix d'outils de gestion logicielle pour le développement des applications.

• maîtrise DECA ou équivalent avec une expérience dans le domaine.

• formation complémentaire assurée.

Adresser C.V. manuscrit, photo sous réf. AM à :

Europe Informatique Sélection

8, rue de Sten 75009 Paris

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème

recherche : EXPLOITANT V. VI

- Diplôme d'enseignement supérieur ou I.T.B.
- Bilingue anglais.
- Expérience clientèle grandes entreprises multinationales.
- Disponible pour fréquentes missions à l'étranger.

Adresser lettre, C.V. et photo à : M. GUIGNARD, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

Banque Populaire

REGION NORD DE PARIS
Nous recherchons
pour la Direction financière

l'Assistant du responsable du service prévisions, objectifs, budgets.

Il aura pour mission :

- de participer à la mise en place du tableau de bord de la banque (conception, réalisation, suivi)
- d'étendre et d'informatiser le contrôle budgétaire
- de mener des études financières ponctuelles.

Nous demandons :

- un ingénieur grande école ou un diplômé d'enseignement supérieur à dominante financière
- de bonnes connaissances en informatique
- le sens du contact humain
- un esprit de méthode et de synthèse.

Une expérience de 2 à 3 ans dans une banque ou une compagnie d'assurances serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel
BPRNP 32, boulevard Jules 93700 SAINT DENIS.

Etablissement financier du crédit-bail recherche

JEUNES DIPLOMES E.S.C. OU SIMILAIRE

Après une formation d'environ 3 ans, l'analyse des dossiers clientèle, leur carrière sera orientée vers le réseau commercial.

Un goût pour l'activité commerciale (prospection et négociation) et une totale disponibilité géographique après la période de formation sont nécessaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions

s/réf. 7182 à :

PIERRE LICHOU S.A.,

220 - PARIS Cédex 02

qui transmettra.

calberson

PREMIER GROUPE FRANCAIS DE TRANSPORT

recherche pour la mise en place et la direction d'une petite équipe de réflexion économique, commerciale et technique, à moyen et long terme

UN ECONOMISTE DE HAUT NIVEAU

La candidate retenue âgée de 30 à 35 ans aura plusieurs années d'expérience dans le domaine des études et de la recherche économique appliquée, de la planification ou de la prospective.

Une formation supérieure : ingénieur Grande Ecole ou Universitaire avec un atout supplémentaire.

Poste basé à PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Madame LEKADIR, S.N.T.R. CALBERSON 183, av. de Clichy - 75850 PARIS Cédex 17

réponse et discrétion assurées.

UN EXPERT COMPTABLE

UN TITULAIRE DECS

et leur offre des opportunités de carrière intéressantes au sein de la Direction Comptabilité.

Les candidats devront pouvoir justifier d'une expérience de quelques années dans le domaine comptable et posséder de bonnes connaissances en informatique.

Rémunérations très intéressantes pour candidats de valeur.

Postes à Paris.

Adresser C.V. et photo sous référence ECI M à S.A. CEMENTS VICAT

Tour Gan - Cedex 13 - 92082 Paris-La Défense.

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous recherchons, pour un des premiers groupes industriels français implanté à Paris et plusieurs provinces, des ingénieurs débutants pour la fonction d'INGENIEUR - INFORMATIQUE sur matériel IBM. Cette fonction permet une progression de carrière exceptionnelle compte tenu de la très forte demande.

Merci de nous adresser votre C.V. sous référence CG TA 20 à :

ISS INFORMATIQUE
19, rue de la Paix
75002 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le m. col.	Le m. col. TTC
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m. col.	Le m. col. TTC
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Degrés de surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un groupe important
recherche
pour sa filiale la plus performante
(C.A. en augmentation de 60% en un an)
ses futurs
"CADRES COMMERCIAUX"
de la région parisienne.

Après une période probatoire de 8 mois au cours de laquelle ils auront fait montre de leur dynamisme et leur efficacité, de larges responsabilités opérationnelles leur seront confiées.

Les postes à pourvoir conviendront à des jeunes de 24 ans au moins.

Si possible un "bagage" et impérativement un "tempérament"

Rémunération confortable pour les meilleurs

Ecrire : Bureau Pub 18 rue Léon 75018 Paris
merci de préciser si l'enveloppe réf. 822610

Une Société d'études et de réalisation d'équipements lourds dans le domaine Pétrole-Pétrochimie, filiale d'un groupe international, recherche

un Ingénieur spécialiste en Chaudronnerie

Ce poste s'adresse à un ingénieur justifiant une expérience d'une dizaine d'années en résistance des matériaux, métallurgie, soudure et rempli la pratique des codes de calculs : ASME, SINT, AD MERKBLATTER, etc.

La connaissance de l'anglais sera un atout pour ce poste à pourvoir à PARIS LA DEFENSE.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 4984 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

LE DIRECTEUR GENERAL
d'une société d'études et de construction dans le domaine de l'Automatique et des Télécommunications recherche son collaborateur

RESPONSABLE du PERSONNEL

Il procède au chargement et développera tous les aspects de la fonction : Gestion du personnel, relations sociales et communication, recrutement (cadres et non cadres), administration et paie de 200 personnes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il aura plusieurs années d'expérience en entreprise et une pratique confirmée de la fonction personnelle.

Lieu de travail : PARIS-SUD

Le salaire que nous proposons est motivant et nous sommes prêts à leur offrir de vos aspirations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 6531 à :

PIERRE LICHOU S.A.
BP 220, 75063 PARIS Cedex 02, réponse et discrétion assurées.

etap
4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur commercial circuits imprimés
référence BL 234 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, conception et fabrication de circuits imprimés (30 millions de F. CA) bien implantée sur son marché grâce à sa technicité et la qualité de ses services, cherche pour assurer une nouvelle phase de son développement son Directeur Commercial.

La société recherche un ingénieur capable promouvoir le développement des produits pour les industries électroniques grâce à sa connaissance du marché des composants, ses qualités de négociateur et son aptitude dans l'animation d'une équipe.

Il poursuivra un objectif de diversification de la clientèle, d'ouverture à l'exportation et pourra disposer d'une grande autonomie d'action.

Base de travail : région parisienne. Rémunération : 200 000 F +

Cadre de personnel confirmé pour poste conseil d'entreprises
référence 249 AM

UNE ORGANISATION PATRONALE, comptant plus de 100 entreprises adhérentes, représentant 20 000 salariés recherche un Cadre de Personnel, capable d'assumer un rôle d'intervention et de conseil auprès des entreprises pour les problèmes de personnel et d'assister le Secrétaire Général pour les questions relatives au fonctionnement et à la gestion de l'organisme.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide formation de base, une bonne maîtrise de la législation sociale, une expérience approfondie de la fonction personnel, acquise en entreprise industrielle, des qualités marquées de contact et de pondération.

Poste à Beauvais.

Chef des services techniques entretien travaux neufs
référence JR 248 AM

UNE FIRME FRANÇAISE (plus de 1000 personnes), 3 établissements, des leaders dans le domaine de l'industrie alimentaire, propose une fonction de Chef des Services Techniques.

Rattaché au Directeur d'une unité (250 personnes environ) l'ingénieur sera chargé :

- de l'animation de la fonction entretien (une trentaine de personnes),
- des travaux neufs (un programme d'investissement important est envisagé),
- de proposer des solutions techniques et d'organisation améliorant les performances de l'usine.

La fonction conviendrait à un ingénieur diplômé AM, ENSI, électromécanique, ayant au moins une dizaine d'années d'expérience dans la maintenance d'équipements à base mécanique mais très automatisés (industries alimentaires, cosmétique, pharmacie...).

Poste à Paris. Rémunération de l'ordre de 170 000 F/an

Responsable qualité
référence LT 248 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE (650 personnes) rattachée à un groupe international et leader dans la réalisation en série de produits destinés à de grands constructeurs recherche son Responsable Qualité.

Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur ou niveau équivalent, ayant quelques années d'expérience dans le domaine qualité ou production, dynamique, rigoureux, d'excellent contact.

Il sera chargé de définir la qualité, d'assurer le contrôle réception et produits finis, de promouvoir "l'esprit qualité" à l'intérieur de l'entreprise.

Il évoluera pour candidat de valeur.

Poste à Lyon.

Ingénieur électricien débutant
référence CM 255 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA supérieur à 10 milliards de F., diversifié et international, plusieurs usines dotées d'installations modernes et automatisées offre un poste formateur et évolutif à un jeune Ingénieur Électricien.

Intégré au service maintenance (électricité, instrumentation) il assumera rapidement des responsabilités sur les plans technique, animation du personnel, organisation.

Large perspective de carrière dans le groupe pour candidat ayant le goût technique et des qualités d'homme d'action.

Poste : grande ville nord France.

Association de dirigeants d'entreprise agissant pour valoriser le rôle de l'entreprise dans la collectivité nationale, nous recherchons notre

responsable de la communication HF

Sous l'autorité du Délégué Général et au sein d'une équipe légère, il aura la charge des relations avec les contacts : la presse et les Pouvoirs Publics, l'Information (contacts et animation des adhérents).

Agé de 30 ans minimum, diplômé d'études supérieures (Sciences Po., H.E.C., D.E.S., droit ou de gestion...), véritable professionnel de la communication, il dispose d'une expérience significative (au moins 7 ans) dans un poste similaire ou d'une entreprise ou d'une administration. Il possède une parfaite maîtrise de la presse économique et sociale, une maîtrise des techniques de communication, le goût de l'initiative et l'efficacité des contacts à haut niveau.

Si vous êtes intéressé, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, photo, un curriculum vitae sous réf. 10000 à

Emplois et Entreprises
12 rue Voltaire 75002 Paris

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE
présente dans 85 pays, pour renforcer sa Direction Juridique au Siège près Paris, recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

EXPERIMENTE EN DROIT DES AFFAIRES

Docteur en Droit, DESS ou DEA, ayant acquis 5 ans d'expérience dans les affaires internationales (contrats et contentieux à l'exportation) en entreprise ou en Cabinet d'Avocats.

Anglais courant indispensable, Espagnol ou Portugais apprécié.

Adresser CV, lettre et prétentions s/réf. 5000 à Contesse Publicité 20, rue Opéra - 75001 Paris cedex 01, qui transmettra.

Société d'études et de réalisation d'équipements lourds dans le domaine Pétrole-Pétrochimie, filiale d'un groupe international recherche

un Directeur de Projet réf. 4979 A
un Ingénieur de Projet réf. 4979 B
un Ingénieur Process réf. 4979 C

Ces postes s'adressent à des ingénieurs confirmés, de formation Génie Chimique - ENSCM et ayant une expérience d'au moins dix ans dans la fonction d'une part et dans le domaine d'activité de la société d'autre part.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ces postes à pourvoir à PARIS LA DEFENSE. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence du poste à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(effectif 4.000 personnes)
proche Banlieue Nord-Ouest Paris

s'adjoint pour **SERVICE RECHERCHE**

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

- Spécialité : métallurgie coulée d'alliages, études métallographiques.
- ou en électrochimie souhaitées.
- DEST métallurgie ou DUT physiques.
- ou confirmé.

Envoyer C.V. et prétentions référence 49062 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX (qui transmettra)

Société de Services de Conseil en Informatique, en des plus importants Groupes de Presse, nous produisons et créons

INGENIEUR COMMERCIAL

- Il devra :
- assurer le développement de la CA dans les domaines : développement et personnalisation de logiciels, gestion d'installations, gestion de projets.
- prospecter et négocier les marchés : il aura la responsabilité des contacts au plus haut niveau.

Il devra être :

- un ingénieur diplômé AM, ENSI, électromécanique, ayant au moins une dizaine d'années d'expérience dans la maintenance d'équipements à base mécanique mais très automatisés (industries alimentaires, cosmétique, pharmacie...).
- un ingénieur diplômé AM, ENSI, électromécanique, ayant au moins une dizaine d'années d'expérience dans la maintenance d'équipements à base mécanique mais très automatisés (industries alimentaires, cosmétique, pharmacie...).

De plus, il devra être un ingénieur diplômé AM, ENSI, électromécanique, ayant au moins une dizaine d'années d'expérience dans la maintenance d'équipements à base mécanique mais très automatisés (industries alimentaires, cosmétique, pharmacie...).

Une expérience de la vente dans une société de TPC, de l'industrie ou de l'édition, sera fortement appréciée.

Les candidats devront être :

- sous 35 ans
- bacheliers

Elisabeth FRENCH
Conseil en Psychologie Industrielle
17, rue Mirabeau - 75016 Paris
qui transmettra contact sous réf.

INGENIEURS-ELECTRONICIENS
grandes écoles ou ATP ou AT3

pour étude et rédaction notices techniques.

Envoy. C.V. et prétentions N. 2000 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

ACTIVITES RADIOMETRIE
Pour son SERVICE PRODUCTION

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

Il sera chargé d'animer l'équipe industrialisation (Bureau d'Etudes, Méthodes, Informatique, dossiers). Une expérience de 5 ans en tôlerie fine, petite mécanique vivement appréciée. IEMP

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il doit avoir une expérience en micro-informatique. Il sera chargé de superviser la plateforme de contrôle des systèmes. Une expérience industrielle de 2 à 3 ans souhaitée. Réf IET.

Pour son SERVICE TECHNIQUE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il connaît le mini et micro-informatique, a une expérience de 3 à 5 ans est intéressé.

Il aura à définir et concevoir les produits électroniques concernant le domaine de la radio protection (énergie nucléaire), sur le plan matériel logiciel. Il en assurera le suivi et la coordination des affaires. Réf IET.

Ces 3 postes sont basés à Massy.

Adresser lettre manuscrite, candidature, lettre manuscrite, photo et prétentions au responsable du poste qui indiquera le nom de l'entreprise JAULIN - BP 29 - 91301 MASSY.

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

consultants en recrutement

Paris - Lyon

Sema - Sélection - **Recrutement** spécialisés **conseil** entreprises pour **recrutement** d'ingénieurs et cadres **fonction**, l'orientation et l'insertion **personnel**, et les **études** de **salaires**. Nous souhaitons renforcer nos équipes implantées à Paris et à Lyon et recherchons **consultants** confirmés dans ces domaines.

Après une période d'intégration, **bénéficient** progressivement d'une large autonomie et **appui** auprès **équipes** pluridisciplinaires de **Sema**, une des premières sociétés **conseil** en France.

Ces postes s'adressent **professionnels** **formation** supérieure, **expérience** dans **travail**, ayant une expérience d'au **moins** 5 ans dans **gestion** **humaines**, acquise **entreprise** **conseil**, en **entraînés** **conseil** et à la négociation.

Adresser **CV** **lettre** manuscrite, sous la référence **10001/11** à P. Salaberry, Sema-Sélection - **Centre** Metz - 16/18, **Boîte** 92121 MONTROUGE.

SEMA

selection

Paris - Lyon

DELAS-WEIR

Service d'INGENIERIE du Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE, **européen** des équipements thermiques, recherche, pour faire face **son** développement

INGENIEUR

SERVICE ETUDES GENERALES

Cet Ingénieur, **supérieure** (grande école, CNAM), participera à des travaux de développement **équipements** **électriques** impliquant **connaissances** en mécanique, thermique **mécanique**. Une expérience minimum de **5** ans est nécessaire ainsi que la connaissance de l'anglais ou de l'allemand.

Ce poste **LEVALLOIS** (92) **proximité** **Pont** Chempet (Paris 17ème).

Adresser **manuscrite**, C.V., photo **prétentions** à DELAS-WEIR, B.P. 72 - **LEVALLOIS-PERRET** (Discretion assurée).

Jeunes Ingénieurs

PONTS, CENTRALE, AM, ESTP... DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE.

Homme de chantier ou d'études, **avez** choisi le **travail**. Vous y appréciez **esprit** de **travail** qui, traversant les âges, rend ce métier si différent des autres **métiers**. Vous y trouvez aussi une volonté **com** d'entreprendre, qui n'a **part** ailleurs **pareille**, vous en **pourrait** toutes les difficultés. Central, Ponts, AM, ESTP... autant de formations qui ont **leur** place parmi nous.

1100 personnes : nous **implantés** **Normandie** et nos chantiers **collectifs** et **industriels**, duels, réhabilitation, génie civil et nucléaire, ouvrages d'art, s'ouvrent sur tout l'ouest. Nos structures, décentralisées, mettent en **œuvre** les dernières applications technologiques (informatique, études techniques et de prix, gestion de chantier...). Vous souhaitez - quant à vous - **travailler**.

Ingénieurs Etudes

Au sein de **Direction** Technique, vous serez chargé d'études d'avant-projets et **évaluation** dans les domaines Bâtiment, Génie Civil, Ouvrages d'Art ou Nucléaire.

Ingénieurs Travaux

Vous bénéficierez d'abord d'une période d'intégration et **formation**. **Puis** **vite**, nous vous confierons la responsabilité d'un **plusieurs** chantiers de Bâtiment TCE ou **Travaux** Publics.

Ingénieurs Etudes de Prix

Vous **d'abord** chargé de **études** **sein** **notre** Direction Technique. Puis, vous évoluerez selon vos goûts **vos** compétences, vers **fonction** typiquement Technique, Commerciale, ou Travaux. Et si d'autres fonctions vous intéressent, nous pouvons en parler. **Avant** **adresser** nous votre dossier **évaluation** en **présentant** la nature du poste envisagé et vos souhaits de **récompense**.

Ecrivez **référence** **DESSEIN** - 69, **de** **Provence** - 75009 PARIS.

Dessein

UN JEUNE DIPLOME POUR REJOINDRE UNE EQUIPE STRATEGIQUE

NEGOCIER ET ACHETER EN FRANCE ET EN EUROPE

Nous **entreprise** commerciale, nous distribuons plusieurs gammes **produits**. Nos équipes marketing **technique** **point**, nous **laissions** réaliser **Texte** **industriel**. Vous **doutez**, dans un **contexte**, notre équipe **négoce** joue **un** rôle de premier plan. C'est **qui** recherche les industriels qui **améliorent** la qualité de **produits**. C'est **qui** garantit **rentabilité**. C'est **qui** négocie et traite les marchés **produits** nouveaux; et nous en lançons **beaucoup**.

Nos objectifs 1983 sont ambitieux (+ **%**). Pour les réaliser nous recherchons **un** jeune ESSEC, ESC,

EAP, HEC... débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience. Il intégrera une équipe de jeunes diplômés qui chaque année participe à notre augmentation **CA** **plus** de 30 %.

A ce poste clé-c'est un tremplin dans l'entreprise **avant** tout les qualités humaines qui font la différence.

Vous serez basé à Paris. J.L. Chauché, notre conseil, attend vos candidatures (CV + photo + rémunération actuelle) sous **réf.** LM 651, au 1 rue Moncey, Paris.

COPERS

CENTRE ELECTRONIQUE DE SARTROUVILLE

situé **banlieue** Nord-Ouest, recherche

INGENIEURS DEVELOPPEMENT B.E.

Débutants, **formation** ingénieur **électronique**. Ils **l'interface** **un** **B.E.** **service** technique **concepteur**. Ils participeront **l'établissement** **dossiers** **définition** **la** fabrication du matériel, **régleront** **problèmes** techniques qui **sent** au contrôle, aux essais, **participeront** **la** mise **place** de **C.A.O.** **réf.** 4073

INGENIEUR MATERIEL

Grandes Ecoles d'Electronique. Débutant accepté. Il aura la responsabilité technique **essais** d'un matériel radar. **réf.** 4010

INGENIEUR SYSTEME

Grandes Ecoles d'Electronique ou Doc-3ème cycle. Responsable technique, il **une** équipe chargée des **finaux** d'un matériel radar. **réf.** 4104

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grandes Ecoles d'Electronique. Débutant ou courte expérience en systèmes radars. Ils participeront **l'étude** et au développement de matériel **maintenance** radar. **réf.** 4127

Merci d'adresser C.V. détaillé + photo + prétentions, en rappelant la référence du poste, **Service** Emploi - 17, quai Pierre Brunel **SARTROUVILLE** cedex.

THOMSON-CSF

Prenez la fête avec l'informatique NCR

NCR

ingénieurs commerciaux

Paris - Bordeaux - Lille - Lyon - Montpellier - Strasbourg ou Nancy

à qui nous confierons l'étude, la vente **systèmes** informatiques sur les marchés spécifiques industrie, commerce, administration **services**, affectés en fonction **l'expérience** **candidats**.

Vous **une** formation supérieure commerciale ou technique **une** expérience de plusieurs années dans le domaine de l'informatique (commerciale ou technique) **bonne** pratique **l'anglais**.

Valorisez **acquis** **satisfaissant** **opportunité** de carrière chez **grand** constructeur. Merci d'adresser lettre, C.V., photo **rémunération** sous **référence** M **M** de Caux, NCR France, Tour Neptune, **Paris** la Défense Cedex 20, qui **garantit** discrétion de rigueur et réponse rapide.

Création de poste

Crédit Bail Immobilier

Pour compléter la gamme de ses prestations financières auprès des sociétés d'un des plus grands groupes industriels français, un établissement financier en cours de formation développe, dans le cadre d'une nouvelle structure juridique (SICOMI, Paris 8^e), le Crédit Immobilier.

Intégré au **Général**, la **compte** une large autonomie d'action, impliquant une **polyvalence**. Ce poste **cadre**, spécialiste du Crédit Bail Immobilier, justifiant d'une expérience complète **11** ans dans ce domaine, capable d'apporter **ses** interlocuteurs un conseil personnalisé **sa** **action**.

Outre **compétences** professionnelles, les qualités de gestionnaire et de négociateur seront des **appréciées**.

M.L. EUCOMI **en** **lettre** **manuscrite** **réf.** 22085AM, **Tour** Chénouaux, **Rond-Point** du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

séle
CEGOS

DEVENEZ CHEF DE PROJET LOGICIEL

Nous sommes un constructeur de matériels informatiques en forte expansion 20 % / an. Nous souhaitons intégrer dans nos Equipes Techniques un CHEF DE PROJET LOGICIEL.

SA MISSION : **MAINTENIR** d'un ou plusieurs développements. Il a la responsabilité d'un ou de plusieurs produits logiciels depuis l'élaboration des spécifications fonctionnelles jusqu'à la qualification des produits. A ce titre il est responsable :

- de la qualité des produits,
- du planning et des délais de réalisation,
- de l'animation d'une équipe,
- d'un budget de développement,
- de la coordination des actions avec d'autres directions.

SON PROFIL : C'est un ingénieur ayant une bonne pratique du développement de logiciels d'applications en temps réel **un** **environnement** **évolué**. **à** la **maîtrise** des **techniques** **informatiques** c'est un **travail** **supplémentaire**. En outre, il a le goût et les aptitudes pour animer une équipe **réalisation**.

LIEU DE TRAVAIL : **Sud** proche RER.

Les **adresses** **prêt** d'adresser un Curriculum-Vitae accompagné d'une lettre manuscrite à notre Conseil : ANNE MALDIDIER

STANDARDATA 128, Boulevard Hausmann 75008 PARIS

Nous sommes un Département chargé des

GRANDS CONTRATS D'ENTREPRISES A L'EXPORTATION de

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Pour animer de Paris notre activité « Affaires d'Aéroports » (recherche d'appels d'offres, responsabilité des devis, supervision des réalisations, organisation des services).

Nous recherchons un

INGENIEUR PRINCIPAL

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE (X, ECP, ESE...)

Diplômé et gestionnaire, il a acquis 8 à 10 ans d'expérience, dans une entreprise exportatrice. Minimum 35 ans - Anglais courant.

Des déplacements fréquents et de courte durée sont à prévoir.

Faire offre de candidature en adressant CV, lettre manuscrite et prétentions **réf.** 50036 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Professionnel Averti Gestion Administration du Personnel

280000 F/an ±

La Direction Administrative et Financière de notre établissement public à caractère industriel et commercial (environ 450 personnes), situé en proche banlieue parisienne, **de** la **Division** Relations **et** **Administration** Générale.

Dans **le** **cadre** de politiques de personnel définies par la Direction Générale, ce professionnel élaborera, appliquera, coordonnera avec les principaux intéressés des programmes novateurs couvrant progressivement l'ensemble de la fonction : gestion du personnel, information et communications, relations publiques, analyse sociale... Il sera responsable **de** l'administration du personnel **des** services généraux.

poste de **intéresse** un cadre de formation supérieure, 30 ans minimum, ayant assumé **entreprise** ou/et **conseil** des responsabilités d'administration et de gestion dynamique des ressources humaines.

d'adresser votre candidature sous référence 10101 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS - Tél. 233.18.72

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'AIR LIQUIDE

Un Groupe Français présent dans 56 pays, vous propose un développement de carrière.

SPECIALISTE AUTOMATISMES

Améliorer le fonctionnement de nos appareils en concevant et développant des "packages" : c'est le défi que nous pose notre Directeur de l'Ingénierie des hommes-passionnés : systèmes de régulation numérique, automates programmables, les miniprocesseurs industriels...

Nous recrutons un ingénieur ayant une bonne expérience de la mise en place d'automatismes sur des procédés complexes et capables de collaborer efficacement avec nos Directions Techniques et Divisions Filiales du Groupe.

(Référence SA 100)

SPECIALISTE ELECTRICITE

Au sein du Département Ingénierie, il est entièrement responsable de l'ensemble des opérations concernant son domaine : moteurs, forte puissance, matériels haute tension, réseaux industriels, distribution, réglementations et normalisations...

Après un diplôme d'ingénieur, les candidats ont acquis une dizaine d'années d'expérience et sont très motivés par cette spécialité. L'ouverture internationale du Groupe implique une bonne connaissance de la langue anglaise et des déplacements réguliers de courte durée.

(Référence SE 200)

CHEF DE SERVICE MARKETING

La construction et la vente de matériels cryogéniques constituent l'autre pôle d'activité de notre département ingénierie.

Déterminer la stratégie de développement de produits : la première tâche que nous confierons au Responsable Marketing.

Pour postuler, nous pensons qu'une formation de haut niveau (scientifique et/ou commerciale) et une première expérience de la vente ou du marketing des Biens d'Équipement sont nécessaires.

La Maîtrise de la langue Anglaise est impérative.

(Référence CSM 300)

RESPONSABLE ETUDES CRYOGENIQUES

Basé au Centre de recherche de Grenoble, il est chargé dans un premier temps, des études concernant les équipements cryogéniques. Dans ce cadre, il anime et coordonne les travaux de nos ingénieurs et 20 Techniciens. Par la suite, nous souhaitons lui confier des responsabilités plus larges touchant à d'autres aspects de la Recherche.

Les candidats sont de formation de haut niveau scientifique et particulièrement intéressés par le domaine des basses températures. En outre, une expérience d'environ cinq ans à la tête d'une petite équipe paraît indispensable.

(Référence REC 400)

CHEF SERVICE DOCUMENTATION

Il se verra confier la responsabilité complète des moyens de documentation scientifique et technique (banques de données entre autres) de notre Direction de la Recherche et du Développement. Assisté de collaborateurs, il devra développer des relations d'information avec l'ensemble des Départements et Filiales du Groupe.

Une double formation (scientifique + sciences techniques de l'information) ainsi que plusieurs années d'expérience constituent la base du profil souhaité. La maîtrise de la langue anglaise est impérativement requise.

(Référence CSD 500)

RESPONSABLE MARKETING

Notre production de produits spéciaux connaît un développement intéressant et particulier dans l'industrie électronique. Afin de bien nous positionner sur le marché, nous préparons des produits et services adaptés à nos besoins futurs. Nous souhaitons rencontrer le Responsable Marketing de cette activité.

C'est un homme (ou une femme) de formation supérieure, avec une première expérience de cinq ans de marketing industriel, si possible acquise dans le domaine des semi-conducteurs. Très novateur, il reste sensible aux prolongements commerciaux de son action et cherche à rejoindre une équipe très dynamique.

(Référence RM 600)

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, en rappelant la référence du poste à L'AIR LIQUIDE Direction des Relations Humaines 75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07

TEKELEC AIRTRONIC, française dans le monde du matériel électronique professionnel (C.A. : 700 millions), recherche :

Ingénieur technico-commercial Testeurs téléphonie

Promotion d'équipements TEKELEC auprès des centraux téléphoniques. Fréquentes relations avec le Bureau d'Études. Poste d'évolution, à terme, un poste d'ingénieur produit (réf. M/1).

Ingénieur technico-commercial Testeurs transmission de données et téléinformatique

Promotion de matériels français et étrangers auprès du secteur tertiaire (banques, assurances, S.S.C.I., etc.). Anglaise indispensable. Il s'agit d'une création de poste (réf. M/2).

Ces postes comportent la responsabilité d'un C.A. de l'ensemble du territoire français. Ils pourraient être confiés à un ingénieur diplômé (débutant possible) ou à un technicien supérieur ayant acquis une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions + précisant la référence du poste choisi à TEKELEC AIRTRONIC - M. GAROND - 1, rue Carle-Vernet - 92310 VANVRES.

TEKELEC AIRTRONIC

AGRO-ALIMENTAIRE implanté au sein d'EUROPEEN HOLDING PARIS NORD

auditeur interne HF

ans minimum, apportant une première expérience, soit en tant que comptable, soit en tant que service comptable d'entreprise. Il sera chargé, sous l'autorité du responsable du service, de :

- l'audit comptable,
- l'audit des procédures,
- l'établissement de bilans et quelques filiales.

Ce poste implique des déplacements de courte durée. Allemand apprécié.

Envoyer lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. à :

degré 11, rue La Fayette 75001 PARIS

LE GROUPE SOFRESID

est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale plus de 1000 INGENIEURS/TECHNICIENS - du C.A. à l'exportation, nous intervenons dans les domaines suivants : MINES - PETROLE - METALLURGIE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES

SOFRESID recherche

ingénieur en climatisation industrielle

Cet ingénieur de formation grande école, débutant ou possédant quelques années d'expérience acquise en Bureau d'Études, devra en outre avoir des connaissances en Informatique. Il sera intégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire, chargée de l'ingénierie des bâtiments industriels (études de projet et d'exécution, suivi de chantiers). Une bonne connaissance de l'anglais contrôlée par un test est nécessaire.

Ce poste à pouvoir en proche banlieue poura nécessiter des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet s/réf. 852 à B. MAZIERES - Direction du Personnel SOFRESID 59, rue de la République 93108 MONTREUIL CEDEX.

sofresid

answare FILIALE THOMSON - C.S.F. INFORMATIQUE

recherche INFORMATIENS 5-6 ans d'expérience

Profil : - des supérieures (maîtrise, écoles d'ingénieurs...) - réalisation de projets de gestion sur mini-ordinateurs (interactifs - S.G.B.D. - télé-systèmes), en milieu bancaire et financier de préférence.

Poste : - encadrement d'équipes de réalisation dans le cadre d'un grand projet de gestion en milieu bancaire. Sous la responsabilité du Directeur du projet, ils devront assurer la conception et la production du logiciel jusqu'à sa recette.

Envoyer C.V. à Mme TANGUY sous référence U3/4 ANSWARE - 135, rue de la Pompe - 75016 - PARIS.

BERTIN & Cie

recherche pour sa division ENERGETIQUE UN INGENIEUR confirmé ELECTRO-TECHNICIEN

(SUPELEC, ENSI Toulouse, Grenoble, A.M.,...) pour la conception et la réalisation de MOTEURS ALTERNATEURS SPECIAUX entrant dans le fonctionnement de l'ensemble des EQUIPEMENTS INDUSTRIELS développés par notre Société. (Bonne expérience en ELECTRONIQUE de COMMANDE et de REGULATION).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous référence 846 à : M.H. DUFOURNELLE-BERTIN & Cie BP 3 - 78370 PLAISIR

Jeune homme (ou femme) ... dans la finance

Nous sommes en plein développement de notre activité la distribution de produits «bruns», les meilleurs primordiaux. Pour nous permettre les meilleures performances, nous recherchons un(e) «CONTROLEUR D'ACHATS».

En liaison directe avec la Direction Financière, il ou elle devra s'assurer du suivi des décisions financières, négocier à tout moment les conditions optimales de paiement, tenir l'échéancier des marchandises, contrôler les prévisions etc...

Le poste peut être occupé par un(e) jeune ESC (Option Finances, Comptabilité) précis, méthodique mais aussi créatif et astucieux, bénéficiant déjà d'une première expérience.

Le développement prévu de l'entreprise peut lui permettre d'envisager une réelle évolution de carrière.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur dossier sous référence CA 1055 M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC

5024 من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Contrôle Bailey

Ingénieurs de haut niveau,

la 1^{re} entreprise française de
Systèmes de Process Contrôl
a besoin de vous.

Pour faire face à une expansion
de 20% par an depuis 3 ans en France
et à l'étranger, nous recrutons pour
notre siège à Clamart (Hauts-de-Seine)

22
Ingénieurs de haut niveau

Adresser CV détaillé à Contrôle Bailey
Direction du Personnel, 5, avenue Newton
92142 Clamart Cedex
en précisant la référence du poste.

GRUPE
CGEE - ALSTHOM

Contrôle Bailey

COMMERCIAL

Ref. 1 CF-51 FRANCE

Six Ingénieurs technico-commerciaux

spécialisés en process control fabricant en

Ingénierie.

Domaines: centrales électriques, chimie,

agro-alimentaire.

Clients: utilisateurs finals et/ou Société

d'Ingénierie. Langue anglaise demandée.

Ref. 1 CE-61 EXPORT

Deux responsables (très expérimentés)

de zone géographique expérience process

control - montage et direction en réseau

international (filiales ou agents):

- Amérique latine: connaissance espagnol,

anglais et/ou portugais.

- Moyen Orient: connaissance anglais et

arabe.

RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Ref. 1 RD-11

Deux Ingénieurs Grande Ecole,

expérimentés

automates industriels (matériel, logiciel et

redondance) et/ou application aux systèmes

séquentiels (Batch control)

Ref. 1 RD-12

Un Ingénieur Grande Ecole,

expérimenté

réseau de communication de données

industrielles, pour études de Bus rapide et

haute sécurité.

Ref. 1 RD-13

Un Ingénieur expérimenté

conception LSI, pour transmission de données

haute vitesse.

CONCEVOIR, DEVELOPPER, REALISER: UNE OPPORTUNITE POUR UN CHEF DE PROJET.

NOUS SOMMES UNE SOCIETE INDUSTRIELLE DANS UN SECTEUR DE POINTE :
LES AUTOMATISMES.

NOTRE PROGRESSION : 20 % PAR AN.

Nous recherchons un Ingénieur ayant une expérience dans le domaine : aéronautique, instrumentation, construction
électro-mécanique, péri-informatique, la CONDUITE DE PROJETS ou souhaitant évoluer vers cette fonction.

Les responsabilités que nous proposons couvrent, outre la participation à la DEFINITION DU PRODUIT :
la recherche de solutions originales, l'industrialisation des produits, la gestion d'un budget et l'animation d'une
équipe.

Nous sommes situés dans une banlieue d'accès : Sud de Paris.

Il vous d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence 8768 M à :
ALINEA - 49, rue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

TRAVAUX PUBLICS

PARIS

Cadre administratif et comptable

Nous sommes une entreprise de B.T.P. de premier rang (C. A. 3 milliards) réputée tant pour la qualité de ses ouvrages que de son management.

Pour l'une de nos importantes Directions (C.A. 500 MF), nous proposons un poste de Responsable de l'Administration, de la Comptabilité et de la Gestion du personnel. Poste au Directeur, il aura en charge l'ensemble des Services fonctionnels du Siège et dirige une vingtaine de personnes.

Nous souhaitons rencontrer un cadre à formation supérieure, d'environ 35 ans, avec une partie de l'expérience concernée dans le Bâtiment et les Travaux Publics. Traitement confidentiel des candidatures.

Merci d'adresser, en précisant la référence 2006 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010-PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

En expansion forte et continue en proche banlieue
Sud (très bonne desserte transports en commun),
notre département RCM conçoit
et réalise des RADARS et équipements
CONTRE-MESURES aéroportées.

Disposant de moyens de tout premier ordre, nous
souhaitons intégrer des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(ENSAE - ENST - ESE - ENSI - ISEP - ISEN...)

au sein de nos équipes techniques

dans des secteurs évolutifs et variés.

A) ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

1: - traitement du signal : matériel logiciel, algo-

ritmes

2: - propagation, réception, radio-communications

3: - MATHÉMATIQUES

Formation complémentaire prévue pour des

scientifiques de bon niveau intéressés par

ce secteur en plein développement

4: - électronique à puissance

5: - prospective, simulations, faisabilité, calcul

scientifique.

B) ENSEMBLES RADARS

Conception et réalisation de systèmes, coordination et

suivi de projets, responsabilités de maîtrise d'œuvre

impliquant le goût des nouvelles technologies et de l'organi-

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

auditeur interne chez le n°1 français de l'alimentaire

Vous êtes maintenant depuis 2 à 3 ans dans un Cabinet d'audit. Vous avez acquis une formation supérieure commerciale ou de gestion, que vous avez de préférence complétée par un DECS.

Vous souhaitez maintenant valoriser et enrichir votre expérience dans une entreprise qui vous permettra d'évoluer à 2-3 ans vers le contrôle de gestion, la finance...

Le Groupe BSN-Gervais Danone (42 000 personnes, 19 Md de F de CA, dont 25% réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés) vous propose de rejoindre une équipe d'audit interne au sein de la Direction Générale des Affaires Financières.

Vous prendrez en charge de façon autonome des missions complètes d'audit des différentes sociétés du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Ces missions concernent non seulement l'outil comptable mais aussi, et pour 60% de l'activité, l'audit opérationnel des grandes fonctions de l'entreprise.

Un nombreux déplacements de courte durée permettent généralement un retour sur Paris chaque fin de semaine. De réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes en France ou à l'étranger.

La connaissance de l'Allemand ou de l'Espagnol serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B.S.M. en précisant la rémunération actuelle à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement

Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone

UN CONCOURS

pour le recrutement d'

INSPECTEURS INFORMATIQUES

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

aura lieu le Samedi 4 Décembre 1982

Les candidats devront remplir les conditions suivantes :

- Être âgés de 21 à 28 ans. Cette limite est reculée de temps éventuellement passé au service militaire.
- Justifier au minimum d'une expérience en informatique ou d'un diplôme d'une grande école ouvrant droit au titre d'ingénieur.
- Pour les candidats masculins être titulaires de leurs obligations militaires.

La fonction d'inspecteur informatique permet d'acquérir une compétence diversifiée, tant en informatique que dans le domaine bancaire, qui ouvre de très larges possibilités de carrière au sein de l'Établissement.

Renseignements et inscriptions :
écrire votre curriculum vitae détaillé à :
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - SERVICE DU RECRUTEMENT
7, rue Caumartin, 75009 Paris - Tél. : 268.55.55

DATE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 19 NOVEMBRE 1982

LA SOCIÉTÉ RECHERCHE LAROCHE NAVARRON

en pleine expansion
Filière d'un important groupe pharmaceutique international
LAROCHE NAVARRON
recrute pour sa Société de Recherche

un technicien chimie analytique

Titulaire d'un BTS ou d'un DUT, avec quelques années d'expérience, il assurera tous les différents types d'analyses (stabilité, produits, dosage dans les milieux biologiques) au moyen de l'HPLC, CCM, CPG, etc.

un technicien biologiste animal

Titulaire d'un BTS ou d'un DUT, avec quelques années d'expérience, connaissant l'informatique et l'électronique physiologique, il participera à la mise au point de nouvelles méthodes et screening dans le domaine cardiovasculaire.

un traducteur scientifique

Il collaborera avec le responsable des études et la coordination de la recherche pour assurer la communication entre chimistes, pharmacologues et généticiens français et leurs collègues anglo-saxons.

Les postes sont à pourvoir à LEUVILLE SUR ORGE, ESSONNE.
Adresser vos lettres de candidature, C.V. et prétentions à l'attention de Mademoiselle COMBRET,
RECHERCHE LAROCHE NAVARRON
LEUVILLE SUR ORGE - B.P. 40 - 91310 MONTLHERY.

INTERVIEW

L'Ingénieur technico-commercial à IBM : avant tout un conseil qui analyse et imagine

Un entretien avec Michel GALLOIS - Responsable de la fonction technico-commerciale - Division des Systèmes d'Information (D.S.I.) d'IBM France.

Vous menez une importante campagne de recrutement de jeunes diplômés qui deviendront ingénieurs technico-commerciaux. Quel sera leur rôle exact chez IBM ?

L'ingénieur technico-commercial, l'I.T.C., nous appelle, nous aide dans la mise en œuvre d'importants projets informatiques. C'est un véritable conseil qui analyse le besoin du client, l'étudie puis, soumet une solution adaptée. Plus qu'un produit, c'est son utilisation qu'il propose.

Son rôle se limite-t-il à cette phase initiale ?

Certainement pas. Le rôle de l'I.T.C. est bien sûr essentiel au moment de la vente, où il travaille en équipe avec l'ingénieur commercial, chacun utilisant au mieux ses compétences pour la satisfaction du client. Mais sa mission ne s'arrête pas au niveau de la gestion des installations et du suivi.

Quels sont vos clients ?

La D.S.I. a pour mission de conseiller les systèmes IBM auprès des grandes entreprises et des Administrations. En fait, nous sommes présents dans tous les secteurs d'activité, ce qui est très intéressant pour nous I.T.C.

Faut-il être informaticien pour remplir cette mission ?

En aucune façon. Les jeunes diplômés que nous recherchons peuvent être issus aussi bien d'une École d'Ingénieurs, que d'une École de Commerce. Plus que leur formation initiale, ce sont leurs qualités qui importent.

Quelles qualités vous paraissent essentielles pour réussir ?

Un esprit clair, synthétique, bien organisé. Du sens pédagogique pour expliquer et convaincre. Une imagination pour concevoir un projet adapté. N'oublions pas que nous faisons du "sur-mesure".

Même s'il possède toutes ces qualités, un débutant peut-il être immédiatement opérationnel ?

La formation IBM est là pour ça. Les jeunes I.T.C. ont un programme alterné où ils suivent les cours de notre Centre d'Éducation et travaillent sur le terrain, dans le cadre de leur agence. C'est ainsi que des formations de bases différentes, scientifiques ou commerciales, peuvent convenir. Il est évident que pendant cette période de formation, nos I.T.C. sont rémunérés normalement.

Cette activité s'exerce-t-elle plutôt en région parisienne ?

Nous avons besoin d'I.T.C. à Paris, mais aussi dans nos directions régionales et provinciales. C'est un recrutement à l'échelon national.

Les femmes ont-elles leur chance dans ce type d'emploi ?

Tout à fait, elles réussissent d'ailleurs très bien.

En quoi, d'après vous, ce travail peut-il intéresser un jeune diplômé ?

C'est d'abord un travail varié fait de contacts multiples, dans des secteurs divers. C'est aussi un emploi qui laisse beaucoup d'autonomie au sein d'une petite équipe. Et puis, sur le plan techni-

que, il offre un environnement technologique qui évolue chaque jour. Enfin, il y a des relations et une ambiance de travail qui surprennent toujours les débutants. IBM n'est pas une machine inhumaine. C'est tout le contraire : les I.T.C. travaillent dans de petites unités d'environ 10 ingénieurs.

Les jeunes diplômés qui entrent chez vous pensent-ils à leur carrière. Que leur proposez-vous pour l'avenir ?

La carrière de nos collaborateurs est un souci constant d'IBM. La fonction d'I.T.C., très enrichissante comme je vous l'ai dit, peut conduire à des responsabilités commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province et même à l'étranger. L'évolution d'une carrière chez IBM peut passer par plusieurs niveaux complémentaires.

En contrepartie, vous avez la réputation d'être très exigeant, qu'en est-il ?

Outre les critères de formation et les qualités personnelles exprimées auparavant, nous demandons à nos I.T.C. des connaissances en anglais et une certaine mobilité géographique. Bien sûr, nous sommes exigeants car nos clients le sont aussi à notre égard. Mais n'est-ce pas normal ?

(Propos recueillis par Organisation et Publicité)

IBM FRANCE
Service Recrutement (Réf. G 010 M)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

IBM

feremba

Société d'emballages métalliques
92 Cligny - 1500 personnes - 4 usines
recherche
pour son service Social

JEUNE DUT

Gestion Personnel

(débutant 1-2 années d'expérience)
Le poste proposé permet d'évoluer dans une équipe chargée d'une part de la gestion de l'administration, d'autre part de la coordination des procédures sociales à l'échelle de la Société.

Après une période d'intégration, il sera confié le suivi des procédures de paie informatisée en relation avec le service informatique :
- des tableaux de bord mensuels ;
- le social société ;
- des études ponctuelles.

Cabinet
FIDUCIAIRE

Envoyer lettre manuscrite
avec C.V., 4, Amiral-Courbet - 75116 PARIS, sous
référence 50046.

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE

membre d'une organisation internationale
recherche
missions

- expertise comptable ;
- commissaire aux comptes ;
- audit.

STAGIAIRE E.C. AUDITEURS

- débutants ;
- niveau DECS ;
- diplômés enseignement supérieur.

C.V. et prétentions et photo à :
F.C.P.

19, Clément-Marot, 75008 PARIS.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 1000 ingénieurs / techniciens 80 % du C.A. à l'exportation, des centres dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENVIRONNEMENT - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recherche dans le cadre du développement son département Structures Métalliques

Ingénieur charpentes métalliques

Un ingénieur confirmé possédant 10 à 15 ans d'expérience, il assurera pour fonction d'animateur une équipe d'ingénieurs et techniciens chargés de projets de structures métalliques importantes et haute technicité. Il devra en outre avoir un esprit d'équipe et une connaissance de l'utilisation des logiciels informatiques. réf. 96

Ingénieur en mécanique des sols

Diplômé de l'Ecole des Ponts et Chaussées + D.E.A. en mécanique des sols, ce jeune ingénieur possédant si possible quelques années d'expérience, sera chargé des études de fondations offshore. réf. 96 B

Ingénieur développement informatique

pour lui confier les programmes d'analyses de structures, sa formation et son expérience l'aura familiarisé avec les problèmes de matériaux ainsi qu'à l'étude de structures. réf. 96 C

Il pourra pourvoir les postes de techniciens pourront déplacements de longue durée en France ou à l'étranger. Ils impliquent une connaissance de l'anglais contrôlée par

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence correspondante à B. MAZIERES Direction du Recrutement 59, rue de la République 93108 MONTREUIL

Il sera répondu à toutes les candidatures qui nous parviendront confidentiellement.

SOFRESID

5021211111

حکذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Pour activités logicielles CARUS FRANCE SODILOG,
le groupe FIPINLAC recherche jeunes

INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous êtes un homme ou une femme de terrain, vous avez le sens de la négociation et le désir... de conclure.
 - Vous disposez d'une formation de base informatique et d'une première expérience commerciale.
 - Nous vous offrons la responsabilité complète d'un secteur géographique dans un poste à PARIS. - Salaire fixe + intéressement.
- Venez rejoindre notre équipe, une des premières dans son domaine.

Nous vous remercions d'écrire à LE MENN en joignant C.V. + photo - Département Recrutement - 30, rue du Château 93000 NEUILLY S/SEINE.



responsable des transports

200.000 F +

Nous sommes une importante ENTREPRISE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS ALIMENTAIRES. Nous créons le poste de Responsable des Transports, directement rattaché au Directeur de la distribution physique. Il s'agit, pour ce nouveau collaborateur, de prendre en charge l'organisation et la gestion de la fonction transport (500.000 tonnes/an). Ses décisions s'appuient sur l'analyse de la valeur ajoutée par le transport sur toute la chaîne de distribution ; il définit à chaque stade les techniques appropriées et les met en œuvre ; il est le conseil permanent de la direction du Groupe et des 30 établissements. Il gère le matériel et les équipements (1.200 véhicules). Ce poste convient à un cadre d'une trentaine d'années, de formation supérieure, ayant acquis une bonne expérience de la fonction transport au sein d'une entreprise industrielle ou de distribution, ou chez un grand transporteur routier. Le poste est à pourvoir à PARIS et implique des déplacements fréquents, de courte durée.

Cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 169.82 M à notre Directeur, 11, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

BÉGHIN SAY

DÉPARTEMENT PAPIERS DOMESTIQUES ET TEXTILES

Notre Département expansion commerciale et soutenue, recherche des produits en caoutchouc et des produits textiles dans les Collectivités, Pharmacies, Hôpitaux et Cliniques, offre pour

son Établissement d'Hondouville

(CA : 100 millions de francs ; 100 personnes ; 1000 l'Eure)
le poste de

secrétaire général

Il sera responsable

- des affaires relatives aux questions qui lui relèvent ;
 - de la comptabilité analytique ;
 - de l'organisation administrative et des services généraux, en liaison avec les directions fonctionnelles du Groupe.
- Vous êtes : préférence diplômé d'Études Supérieures avec une formation générale (Ingénieur, HEC, Sciences PO...).
- Vous avez : les qualités d'homme de contact, désireux de parachever les actions entreprises et de donner au service sa pleine dimension.
- Si vous proposez de rejoindre notre équipe, nous disposons d'une rémunération attractive et de résider dans une région agréable vous intéresse :
- Vous nous adresserez lettre manuscrite avec C.V. + photo (retournée) sous réf. HB MO à :

BÉGHIN-SAY - B.P.A. - 54, avenue Hoche 75008 PARIS



RECHERCHE ÉTUDIANTS (Paris - Province)

- Excellents vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en fac, école ou lycée.

Écrire rapidement à FORUM / Th. Fruchomme 70, rue Mouffette 75005 PARIS CEDEX 05

Solliciter pour le poste de bilingue avec expérience en droit français recherche pour sondage, sous le n° 036-437 11 bis, r. 75002 Paris.



elf aquitaine

RECHERCHE POUR DIVISION ORGANISATION ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION PARIS - GRENOBLE

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

DEBUTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole : MINES - CENTRALE - SUPELEC - INSA Lyon - ENSEEG. Ces ingénieurs prendront en charge des projets informatiques importants, comportant la création de bases de données et s'appuyant sur des réseaux.

Pour un candidat mobile géographiquement une évolution de carrière importante pourra être envisagée dans les diverses activités du Groupe en France ou à l'étranger.

Adresser lettre, CV et photo sous réf. 49101 à ELF FRANCE Service Recrutement 137, rue de l'Université 75007 PARIS CEDEX 07.

RÉUSSIR DANS LA VENTE : UN MOYEN D'ACCÉDER À L'INFORMATIQUE

CONTROL DATA recherche pour la région Centre

INGÉNIEUR COMMERCIAL Basé à TOURS

et pour la région Nord

INGÉNIEUR COMMERCIAL Basé à LILLE

Vous serez chargé d'assurer la promotion et le développement des ventes de :

SUPPORTS MAGNÉTIQUES POUR ORDINATEUR

Votre rémunération sera liée en grande partie à votre réussite personnelle et doit vous permettre d'atteindre un niveau de revenu élevé.

Vous êtes issu d'une école supérieure de commerce et/ou vous possédez une bonne formation à la vente.

Le poste nécessite un fort dynamisme et une grande disponibilité.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MX 213 à CONTROL DATA France - Service du Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.



MOBILISER DES RESSOURCES TECHNOLOGIQUES, FINANCIÈRES ET HUMAINES.

Saint Gobain Vitrage

proposé à

JEUNES HEC, ESSEC, SUP. DE CO. ...

POSTES D'AVENIR

Il s'agit de créer une politique de développement, SAINT GOBAIN VITRAGE recrute un jeune H.E.C., ESSEC, SUP. DE CO. ... pour postes d'avenir dans la Société ou le groupe.

Avant d'accéder à ces postes, les personnes recrutées devront, pendant quelques années, effectuer des preuves dans le service.

Pour être candidat, il n'est pas nécessaire d'avoir une première expérience mais une première expérience en commercialisation des produits techniques sera appréciée.



Envoyer C.V., détail, lettre manuscrite, photo récente et préférences au Département Recrutement du COMES, 18, rue de la Paix, 75002 PARIS, référence 2.443) DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Message à un Jeune ATTACHE de PRESSE

Vous souhaitez entrer dans une société de taille internationale dont l'activité couvre le champ de

P'électronique professionnelle, l'informatique et les télécommunications

Nous vous recherchons pour vous intégrer à notre service chargé de la communication.

Vous aurez la responsabilité des relations avec la Presse, vous contribuerez au développement de l'information interne et externe (France et étranger). C'est à vous de proposer des candidatures si vous avez au minimum 5 ans d'expérience dans un poste similaire, si vous avez une formation supérieure et si vous parlez parfaitement anglais. Un certain acquis technique ou électronique constituerait un plus significatif.

d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre service sous référence : M/152/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE 106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

3 INGENIEURS DE CONCEPTION (INFORMATIQUE, SYSTEMES D'INFORMATION)

- Assistance et conseil en informatique et organisation.
- Diplômés d'études supérieures (Universitaire ou Grandes Ecoles).
- Expérience d'entreprises et/ou d'un conseil mini 4 ans.
- Maîtrise des problèmes techniques liés à la conception.
- Nombreux déplacements en Province.

Référence : 3.295

1 EXPERT COMPTABLE OU FUTUR EXPERT COMPTABLE

- Titulaire du DECS + 4 à 5 certificats de préparation à l'expertise.
- Ou expert-comptable diplômé.
- Mission : Prise en charge progressive de commissariats aux comptes, révisions comptables et audits de procédures administratives.

Référence : 3.296

1 INGENIEUR RESPONSABLE FORMATION

- Diplômé Ingénieur agronome, École Supérieure de Commerce, ou autre.
- Mission de gérer, de développer l'activité du service par des contacts avec les adhérents.
- Expérience 3 ans dans un poste similaire.

Référence : 3.297

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et préférences en précisant la référence du poste choisi à : SWEETS, Boite Postale 269, 75004 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY

recherche pour son Service CAO

INGENIEUR LOGICIEL

débutant ou première expérience.

Assistant du responsable du centre de calcul ordinateur VAX 11

Connaiss. en : de données et réseaux d'ordinateurs appréciées.

Écrire avec C.V. + prétentions à Direction des Affaires Sociales B.P. 74 - 91301 Massy Cedex

LE C.X.P.

recherche :

FUTUR RESPONSABLE DE CATALOGUE DE PRODIGES

Candidat dynamique attiré par la connaissance du marché informatique pour réaliser des tâches de :

- prospection de produits ;
- contacts avec les fournisseurs, la presse ;
- synthèse et rédaction.

Formation :

- diplôme de l'enseignement (niveau maîtrise), connaissances en : ;
- stage ou, en préférence, première expérience.

Adresser C.V. + photo (et prétentions) au : C.X.P. 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CABINET DE CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION A PARIS

intervenant dans importantes opérations internationales d'acquisition et de défense de la propriété industrielle pour clientèle française et étrangère.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE ou NIVEAU ÉQUIVALENT

- Orientation technique, physique, mesure ou électro-technique, électronique.
- Connaissance très bonne anglais, allemand ou japonais.
- De préférence possédant diplômes complémentaires droit ou sciences économiques (licence, C.E.I.P.).
- Connaissance déjà la propriété industrielle ou intérêt par l'innovation.
- Avoir capacités de rédaction et d'argumentation.
- Souhaitant s'intégrer dans une équipe de conseillers d'entreprises après formation appropriée.
- Travaux très variés, ambiance dynamique.
- Poste de confiance à caractère évolutif.
- Salaire prévu 130 à 250.000 F/an selon expérience et qualification.

Envoyer C.V. manuscrit, références, 5/10 036.337 M à :
RÉGIE PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.
Discretion assurée.

La Prociac, 3, rue des Médicines
PARIS
recrute

UN LIBRAIRE SPÉCIALISÉ

en littérature religieuse
(Théologie, exégèse, patristique)

Envoyer lettre manuscrite, photo et C.V. à M. SOUVIER.

recherches et
ENGIN SPATIAL
recherche

INGÉNIEURS

ELECTRONICIENS
INFORMATIQUES
diplômés grandes écoles ou équivalent, expérience de quelques années dans un de ces domaines :
- Gestion automatisée.
- S.F. - H.F.
- Maintenance électronique.
- Systèmes engins.
- Servo-mécanismes.
- Contrôle qualité.
Anglais courant indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. et photo à :
M. J.-P. SUVRARD,
123, av. du Général-Leclerc,
75014 Paris,
chargé du recrutement.



PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES LEADER DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANÇAISE

Nous sommes aujourd'hui 1600 personnes. Pour poursuivre notre expansion constante (en moyenne 30 % l'an depuis 11 ans), nous créons de nombreux postes. Nous recherchons notamment :

ingénieurs logiciels

CONFIRMES : possédant quelques années d'expérience.

Suivant le goût et la compétence des candidats, nous leur proposons une activité de développement et de conception sur nos gammes de produits :

GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES - TERMINAUX MULTIFONCTIONS

dans : LOGICIEL DE ET SYSTEMES D'EXPLOITATION - TRAITEMENT DE TEXTE ET BUREAUTIQUE - TELECOMU-

ET RESEAU - SYSTEMES TEMPS REEL INTERACTIFS - DE GESTION TRANSMISSION

Nous leur assurons une formation sur produits et un soutien par notre méthodologie.

Notre expansion spectaculaire à candidats de valeur, réelles perspectives d'évolution.

Lieu de travail : MASSY minutes du R.E.R.

Merci rapidement candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) M & M

Direction Relations du Travail - TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY

ingénieur mécanicien paris

VÉHICULES DE TRANSPORT

FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL, nous étudions réalisations de nouveaux systèmes de transport urbain.

Pour mener à bien notre projet, nous cherchons un ingénieur mécanicien spécialisé dans l'étude et la réalisation de véhicules de transport (carrosserie, châssis, suspension, roulement-guidage et dispositifs annexes).

Ce poste convient à un ingénieur ECP ECL, Arts et Métiers, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine des véhicules de transport. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la référence 269 LM.

Jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris

membre de syntec

SOCIÉTÉ DE TAILLE NATIONALE
SUR SON MARCHÉ, AFFILIÉE A UN
GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

proposé à :

Jeune CADRE débutant (e)

Libéré obligations militaires

LA RESPONSABILITÉ DE SA TRÉSORERIE ET DE SES ÉTUDES FINANCIÈRES

- POSTE CONVENANT : à DIPLOMÉ I.E.P. et ECOPT ou équivalent
- POURVOIR : BOULOGNE-BILLANCOURT

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
PROSERVICE SERVICE DU PERSONNEL
11, rue Lazare-Hoghe
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

digital design

s'impose dans le monde de l'informatique industrielle Robotique, Process, Traitement d'images.

Imposez-vous nous sur ce marché pleine expansion

Ingénieur commercial

Motivé par la vente de logiciels de tout premier plan, une grande autonomie dans sa prospection sur l'ensemble de la France, un salaire aux résultats obtenus, une voiture de fonction.

Une première réussite dans la vente est nécessaire. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

d'adresser CV et prétentions sous réf DD 1 à



11 rue Javel 75015 Paris
Tél : 577.75.66.

FILIALE GROUPE EUROPEEN PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

diplômé ESC ou équivalent, expérience de 2 à 3 ans dans poste similaire commercial.

Il sera en particulier responsable :

- du contrôle et traitement des commandes,
- de la gestion de l'activité des marchands,
- des relations avec la clientèle et les transporteurs en matière d'après-vente,
- des relations avec le service informatique concernant la facturation et les statistiques commerciales.

Il devra être rigoureux, organisé, méthodique, porté à la communication et à la négociation, conscient de l'enjeu commercial et financier de son poste.

Lieu de travail : REGION VERSAILLES.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :
DISTRIBUTION, Direction du Personnel,
Immeuble International, 2 rue Stéphenon,
78181 ST-QUENTIN-YVELINES CEDEX

CABINET EXPERTS COMPTAB.

ASSISTANT

avec solide expérience comptable, révision, comptabilité.

Adresser C.V. et prétentions à :
SA KIMMEL-TOUATI
8 bis rue Vauvray,
75008 PARIS.

AGENCE D'ASSURANCE

PARIS-8, pour son service production.

RÉDACTEURS

AUTO ET MULTIMÉDIAS

pour l'élaboration de textes et de documents.

Adresser C.V. et photo à :
SA KIMMEL-TOUATI
8 bis rue Vauvray,
75008 PARIS.

Centre d'Informations Françaises recherche

CONSEILS COMMERCIAUX (H. ou F.)

- Débrouilles ou expérimentées.

- Sens de la négociation.

- Excellente présentation.

- Formation assurée.

Tél. pr. R.-V. 553-91-30, p. 210.

301 15^e arrondissement, proche gare du Nord, rect.

COMPTABLE UME

pour comptabilité fournie, et clients - informatique - dans 3

Expérience exigée.

Libre recrutement.

Adr. C.V. et photo à :
Publicités Réunies 112 bd Voltaire, 75011 PARIS.

GROUPE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE

Pour participer à d'importants projets de télécom, de processus industriels de base de données.

INGÉNIEURS TÉLÉPHONE

4 ans d'expérience en logiciel appliqué à la

TÉLÉPHONE TEMPORÉLLE

INGÉNIEURS SYSTÈMES

4 ans d'exp. MOTOROLA 6800 - 68000 projets

conception de logiciels

Postes à responsabilité.

SALAIRE TRÈS MOTIVANT.

Sorte à n° 2427 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Pour Société aéronautique

recherche pour

travaux de postes

INGÉNIEURS

MÉCANIQUE GÉNÉRALE

5 ans d'expérience minimum

connaissance outillage informatique et CAO.

I.F. - E.T.

15, rue de la République, Paris 5^e.

N° Javel. Tél. 707-57-59.

BANQUE RÉGIONALE PRIVÉE

recherche pour son service

personnel un ou une

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION

Pour gestion et développement

annexe commerciale ; une ex-

cellente présentation et une

bonne expérience bancaire sont

indispensables.

Adresser C.V. et photo à :

C.V. photo et prétentions

sous n° T 036.434 à :

RÉGIE PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOPELEM SOCIÉTÉ D'OPTIQUE FABRICANT D'INSTRUMENTS DE PRÉCISION ET SYSTEMES VARIÉS, UN DES LEADERS DANS LES ÉQUIPEMENTS OPTIQUES MILITAIRES

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

1) ASSERVISSEMENTS HYDRAULIQUES

Formation : ancien avec 3 ans d'expérience dans les systèmes hydrauliques

2) ACTIVITÉ SYSTÈMES

Formation ingénieur électronique avec une expérience en informatique (SOFT)

3) ÉQUIPEMENT ARMEMENT

Ingénieur mécanicien, électronicien ou opticien, ayant quelques années d'expérience commerciale

pour la négociation de l'état ou des clients, en grande partie français, également à l'étranger.

Pour ces postes, les candidats seront chargés, sous l'autorité d'un chef de division, et en liaison avec nos services techniques et de fabrication, de la prospection, des études correspondantes, et des négociations avec nos clients.

C.V. au Service du Personnel de SOPELEM

102, rue Chapal

LEVALLOIS PERRET Cedex.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

pour l'une de ses principales usines située dans le Sud-Ouest de la France

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRICITÉ-RÉGULATION

Diplômé d'une grande école électricité électronique, ayant :
- une expérience de quelques années en électricité ou électronique.

- Il aura la responsabilité du maintien en bon fonctionnement des installations de régulation.

tout en contribuant à la détermination des travaux neufs à réaliser et à leur réalisation.

- Il établira le budget des travaux électricité et régulation et suivra des coûts.

Ce poste, formateur et évolutif, et qui exige des qualités humaines aussi bien que techniques, s'adresse particulièrement à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience.

Adresser dossier et candidature précisant la rémunération souhaitée sous référence A2 à C.F.A. (DPRS), B.P. 133, 92 NEUILLY.

JEANES recherche INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE

pour COORDINATION CLIENTS S.E. PRODUCTION

Adresser C.V. n° 82.337

BOCP, 100 avenue Lénine

94000 NANTERRE

chargé de la sélection.

Cabinet expertises comptables

clientèle variée (Ind. Société

coûtes en bureau)

recherche

STAGIAIRES

débrouille ou ayant 1 ou 2 ans

d'expérience : pour missions

d'expertise comptable et de

révision.

Les candidats issus d'une

grande école de commerce ou

Paris-Dauphine seront titulaires

du DECS et auront une bonne

connaissance de l'anglais.

Adresser votre candidature

avec C.V. et photo à :

N° M. 46.142 BLEU

17, rue Labat

94307 VINCENNES Cedex

qui transmettra.

VILLE DE SAINT-DENIS

recrute par mutation

ou sur titre

UN INGÉNIEUR

SUBDIVISIONNAIRE

DIVISIONNAIRE

- direction

- Dynamisme aptitudes direc-

tion personnel facilité

contact position :

- Connaissance mécanique

souhaitées.

Adr. C.V. à Monsieur

le Maire.

CABINET DE BREVETS

D'INVENTION

PARIS

Recherche pour collaborer

TRADUCTEURS

DE BREVETS

EXPÉRIMENTÉS

Anglais et/ou allemand

version et/ou thème

haute qualification technique

et linguistique exigée.

Écrire en précisant : langues,

spécialité, références, conditions.

Bureaux de traductions

d'assistant

CABINET A. BOLLU

38, av. de la Grande-Armée,

75017 PARIS.

Dans le cadre de son développement

ARGOS - Société de - recherche :

- UN INGÉNIEUR CONSEIL, supérieur, avec

bonnes connaissances informatiques ;

- UN ANALYSTE PROGRAMMEUR, niveau IUT pour

tr. base de données et conversionnel mini-ordinateurs

et IBM 38 ;

- UN PROGRAMMEUR expérimenté IBM 28

(GAP II) disponible rapidement ;

- UN PROGRAMMEUR expérimenté micro-ordinateurs

et micro-processors (APPLE, CP/M, ...).

Pour ces différents postes, env. C.V., photo, prés. et

de disponibilité à ARGOS, 17, r. Lamandé, 75017 Paris.

de disponibilité à ARGOS, 17, r. Lamandé, 75017 Paris.

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

analystes programmeurs

PRODUITS pour les RESEAUX

Pour élargir nos activités

nous recherchons des

Ingénieurs

informatiques

analystes

programmeurs

Nous recherchons des ingénieurs logiciels de

communications portables, intégrés aux ar-

chitectures complexes (X25, Teletex, Videotex,

SNA, DSA...).

Nous demandons une expérience préalable sur

micro-processors, systèmes d'exploitation, pro-

grammes CCITT, IBM, ainsi qu'une motivation

pour un travail rigoureux et autonome.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et pré-

sentations à Bénédict DELAHAYE sous réf. E 13/10.

SLIGHT

11 rue Bailly - 92200 Neuilly

chargée de ce recrutement

Éditeur juridique connu

recherche pour assurer

LA REDACTION EN CHEF

En droit des Sociétés, une personne ayant un très

haut niveau de qualification juridique. Ce poste pourrait

éventuellement être occupé par professeur de droit travail

Le Monde

régions

Limousin

L'EAU, NOTRE CAPITAL

La Creuse aux mains des aménageurs

TROIS BARRAGES : DES GORGES NOYÉES SUR 15 KILOMÈTRES

Trois barrages E.D.F., et ce sont 15 kilomètres de gorges de la Creuse qui sont noyées, quatre digues, et, cette fois, ce sont les gorges de la Vézère qui se transforment en lac artificiel. Ainsi, par petites et par morceaux, se construit le patrimoine naturel du réseau hydrographique national. Les kilomètres et les zones professionnelles priment tout. D'un côté les

aménageurs et les élus, de l'autre les défenseurs du milieu naturel : la partie d'eau est égale.

L'intérêt national y est attaché au vain d'un projet global, cohérent et à long terme qui définirait les règles de la mise en valeur et de la protection des zones d'eau français. L'équivalent, en somme, des textes qui ont mis un peu d'ordre dans l'exploitation de la montagne et du littoral.

Limoges. — En juillet dernier, le conseil général de la Creuse a, par un vote de 23, donné son accord à la construction d'un barrage hydroélectrique dans la moyenne vallée de la Creuse, entre Guéret et le barrage d'Eguzon. Dans le dossier que les pouvoirs publics ont en main, un avis favorable rejoint celui des commissaires enquêteurs et celui de la commission départementale des sites de la Creuse. Cette dissonance résume la situation suscitée dans la région limousine par le projet de l'E.D.F.

Pour les ingénieurs, il s'agit d'achever la série d'ouvrages de la Creuse par une série d'ouvrages. Il y a d'abord le barrage de l'Agre, qui vient d'être mis en service. Deux autres retenues sont prévues en amont : l'une aux Chézelles, l'autre à Champanglard. Ces trois digues successives formeront un escalier de retenues qui, au total, « couvrira » 15 kilomètres de rivière.

Or, 15 kilomètres, c'est aujourd'hui le plus pittoresque de la vallée de la Creuse. La rivière s'y précipite dans des gorges granitiques profondes et sauvages. Il peine effleurées par les routes carrossables. La

nature, préservée, y attire de tous les départements de la région les pêcheurs de truites, les chasseurs du monde alpiniste et la multitude des touristes parloirs pour l'été.

C'est pourquoi l'opposition au projet est immédiatement apparue dans les sphères d'opinion plus larges que les institutions départementales d'écologistes militants. Mais, surtout, des associations régionales ont conjugué leurs efforts pour tenter d'opposer à cet aménagement : un travail des protections des sites, des canoëistes, des pêcheurs, des archéologues, des scientifiques de la Fédération limousine d'écologie et de la protection de la nature.

Pour désamorcer le conflit, le préfet de la Creuse a proposé une procédure particulière : l'organisation d'une « audition publique », à la mairie de Champanglard. Là-bas, M. Jean-Louis Allier, président du kayak-club local, a porté parole pour les associations, rappela le point de vue commun des opposants : « Les associations ne sont opposées ni au développement économique ni à l'hydro-électricité... Mais elles rappellent leur attachement à la Creuse, qui sont l'un

des plus beaux sites naturels préservés de Limousin. Elles ont de nombreuses années de développement de la région et de la culture auxquelles participent les très nombreux jeunes : pêche sportive, canoë-kayak, escalade, randonnée pédestre, sports de plein air. La qualité de ce site, avec une belle vue sur la vallée, est un atout pour un tourisme qui ne peut se développer que dans une région qui s'efforce de

promouvoir. La Creuse n'est pas une vallée de plus original et de plus prestigieuse ? »

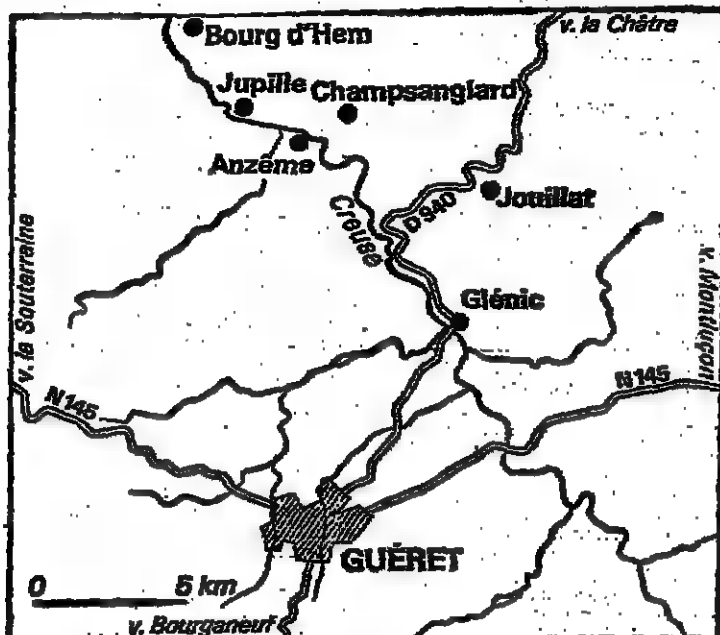
L'opposition à l'édification de barrages de Champanglard, de Guéret et de l'Agre, il y a l'avantage de savoir que le barrage de Champanglard, le plus petit, aujourd'hui construit, est de 10 mètres de hauteur et dont l'abandon est prévu à la fin de sa vie. Ce point de vue a été également celui de la commission régionale de l'environnement

De notre correspondant

La Vézère à son tour

Les gorges de la Creuse ne sont pas toutes égales. Les 20 mètres de hauteur de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire. Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire. Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire.

Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire. Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire. Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire.



Trois barrages hydroélectriques en amont de Guéret — le barrage de l'Agre — le barrage de Champanglard — le barrage de Guéret. Les élus sont pour, les associations contre.

à l'environnement. Qui à Champanglard, comme dit, mais pas de barrage, qui ne peut pas être construit. Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire. Les gorges de la Vézère, dans la vallée de la Vézère, sont une autre affaire.

Après bien des hésitations, le conseil général de la Creuse a, par un vote de 23, donné son accord à la construction d'un barrage hydroélectrique dans la moyenne vallée de la Creuse, entre Guéret et le barrage d'Eguzon. Dans le dossier que les pouvoirs publics ont en main, un avis favorable rejoint celui des commissaires enquêteurs et celui de la commission départementale des sites de la Creuse.

Quelques redevances pour des budgets squelettiques

Pour l'E.D.F., il n'est pas question de modifier le prix initial : les trois barrages formeront un ensemble. C'est parce que l'eau de la Creuse sera turbinée trois fois consécutivement que ce complexe hydroélectrique atteindra sa pleine efficacité. Des compensations ont été promises. Le conseil général a demandé qu'elles soient versées au profit des communes de la vallée de la Creuse. Les communes de la vallée de la Creuse ont demandé qu'elles soient versées au profit des communes de la vallée de la Creuse.

Après bien des hésitations, le conseil général de la Creuse a, par un vote de 23, donné son accord à la construction d'un barrage hydroélectrique dans la moyenne vallée de la Creuse, entre Guéret et le barrage d'Eguzon. Dans le dossier que les pouvoirs publics ont en main, un avis favorable rejoint celui des commissaires enquêteurs et celui de la commission départementale des sites de la Creuse.

30 MILLIONS POUR AIDER LES COMMUNES RURALES

Trop de nitrates dans les canalisations

Trente millions de francs destinés à aider les communes rurales à assurer de nouvelles installations de traitement de l'eau potable viennent d'être répartis dans les régions. C'est ce qu'annonce un communiqué du ministère de l'Agriculture.

Les travaux, qui porteront sur l'entretien des réseaux d'adduction et la recherche de nouvelles sources, sont rendus nécessaires par la pollution croissante des eaux potables, notamment par les nitrates. Selon le ministère de l'Agriculture, sept cent mille habitants de communes rurales sont actuellement atteints par des nitrates dépassant la limite de 50 milligrammes par litre, fixée par la Communauté européenne et qui ne doit pas être dépassée à partir de 1985.

Pour y parvenir on évalue à 800 millions de francs les travaux qui devront être consacrés à la lutte contre la pollution des eaux potables. Il s'agit d'éliminer les nitrates de l'eau distribuée, d'interconnecter les

réseaux de communes, d'approfondir ou de déplacer des forages.

La décision du ministère de l'Agriculture fait suite à la publication d'un rapport par le député Denis-Lempereur, y rapportait que la première alerte avait été donnée en juin 1981 par le rapport de l'équipe de M. Claude Lefèvre, professeur au département d'histoire naturelle, à Paris.

Ce travail, qui analysait la situation de onze départements, concluait que dans six départements plus de 30 communes étaient atteintes par des nitrates dépassant les normes. Ce sondage a été réalisé par le ministère de la Santé. Celle-ci, à son tour, avait montré que 23 des « unités de distribution » d'eau (c'est-à-dire captages, réservoirs et canalisations d'un réseau) desservant une ou plusieurs communes rurales

étaient un liquide insatisfaisant sur le plan bactériologique.

En septembre 1982, après une enquête approfondie, la revue a publié la liste des communes atteintes par des nitrates. Les communes où l'eau est soit douteuse, soit contaminée par des germes d'origine fécale. Ces données reposent sur les analyses officielles effectuées en 1979, 1980 et 1981. Comme la qualité de l'eau est un phénomène évolutif, l'auteur de l'enquête recommandait aux consommateurs d'aller vérifier eux-mêmes les fiches d'analyses dans les mairies ou à la direction départementale d'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) de leur département.

Déjà en 1979...

La situation exposée par la revue est à rapprocher d'une statistique établie par le laboratoire d'hygiène et de recherche en santé publique de Nancy, selon laquelle on aurait enregistré entre 1975 et 1980, trente-trois épidémies d'origine hydrique ayant provoqué plus de mille cas de gastro-entérite dus à des déficiences du traitement de l'eau.

Mme Denis-Lempereur a publié en outre la liste officielle (reconnue par le ministère de la Santé) des « unités de distribution » dont l'eau contient plus de 50 milligrammes de nitrates par litre. Elles sont au nombre de plus de cinq cents, essentiellement situées dans des communes rurales. Elle rappelle que non seulement la Communauté européenne a adopté une directive sur l'eau potable qui impose aux pays membres de ne pas dépasser 50 milligrammes de nitrates par litre, mais qu'elle a recommandé de ne pas excéder en fait la teneur de 25 milligrammes. Ces sels représentent, en effet, une menace pour les nourrissons, les personnes âgées et les femmes enceintes (voir le Monde du 23 mars 1977), et ils peuvent favoriser la formation dans le tube digestif de nitrosamines soupçonnées d'être cancérogènes.

Or la pollution des nappes par les nitrates, déjà révélée par un rapport officiel en 1972, ne cesse d'augmenter régulièrement en raison notamment de l'emploi systématique d'engrais azotés par les agriculteurs.

MARC AMBROISE-RENDU.

DU 26 AU 29 OCTOBRE
TOUTE L'INFORMATION AU SERVICE DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT.

PARC DE LA BEAUJOIRE

1982

4 SALON DE LA BUREAUTIQUE, DE L'INFORMATIQUE
DE LA COMMUNICATION ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES.

120 exposants, répartis sur une surface commercialisée de près de 9000 m² présenteront aux 15000 visiteurs attendus (chefs d'entreprises, cadres, commerçants, professions libérales...), les matériels et prestations suivants :

MATÉRIELS
Matériel et Mobilier de Bureau
Bureautique Matériel Informatique
Audio-visuel Photo Industrielle
Imprimerie Reprographie Télécommunications
Matériel de Sécurité.

PRESTATIONS
Conseil Informatique - Surveillance Gardiennage - Documentation - Formation - Information
Conseil et Prestations en Gestion - Comptabilité - Conseil Juridique et Fiscal - Conseil en

Marketing - Publicité - Services Financiers et Bancaires - Assurances - Location de Véhicules - Location de Matériel de Véhicules.



PARC DE LA BEAUJOIRE-NANTES

Sté Paris Rénov

FABRICANT - INSTALLATEUR
PRI - DIRECT - USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres (bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)

Les fenêtres Rénov'S se posent en une journée

Sont faites sur mesures. S'adaptent à tous les styles

Sont déductibles des impôts.

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)

Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage RIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSÉ PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE

75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE

75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

DES USAGERS EN CONGRÈS

Les transports publics sont toujours des parents pauvres

De notre envoyé spécial

Toulouse. — De bonnes intentions, mais des actions concrètes décevantes et même parfois déconcertantes : tel est le bilan de près d'un an et demi de gestion du gouvernement de gauche en matière de transports, bilan établi par la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), au cours de son troisième congrès.

Les intentions sont contenues dans la loi d'orientation des transports intérieurs adoptée récemment par l'Assemblée nationale. La formation d'un « service public des transports », et du « droit au transport », la « réorientation des investissements », sont autant d'idées pour lesquelles la Fédération a lutté depuis longtemps. Le président M. Charles Fiterman n'en recèle pas moins « une certaine déception » quant à la « volonté » des pouvoirs publics de « concrétiser » l'affirmatif : l'action de la FNAUT, auprès des parlementaires a permis de l'amener sur certains points dans un sens moins laxiste. On l'a également « élargie » sur les questions de transport urbain, de sécurité routière, de desserte des zones rurales, de coordination entre modes de transport.

On a regretté l'absence des usagers dans les organes départementaux et régionaux qui mettront demain en œuvre la politique des transports en France. L'entrée de l'un de ces usagers au conseil d'administration de la future S.N.C.F. n'est qu'une petite consolation. Bref, « la politique des transports n'a fait qu'avancer un virage, mais elle l'a bel et bien amorcé », a résumé M. Louis Tercier, membre du bureau. Et l'on attend beaucoup des décrets d'application, dont M. Fiterman a promis qu'ils feraient l'objet d'une vaste concertation.

L'action gouvernementale des sept derniers mois est jugée de manière beaucoup plus mitigée. La généralisation du versement-transport aux villes de 30.000 à 100.000 habitants, la politique en faveur des handicaps, la réouverture de lignes ferroviaires secondaires, l'effacement, au titre du fonds spécial des grands travaux, de 750 millions de francs aux transports collectifs, les augmentations sensibles des crédits pour les transports collectifs urbains sont évidemment bien accueillies. Mais d'autres mesures suscitent des critiques souvent vives, même celles qui paraissent parfois d'une intention louable.

Les investissements routiers. Ainsi, la prise en charge partielle par les employeurs des frais de transport des salariés en région parisienne, bonne dans son principe, velle désormais exclusion de toute aide au déplacement ceux qui n'ont pas de transports publics à leur disposition, pénaliser encore un peu plus tous ces déshérités. La politique en faveur des deux roues, en dé-

pit des crédits en nette augmentation, est encore « peu de chose ». Le chemin de fer, malgré « une bonne analyse » du président de la S.N.C.F. et du ministre, connaît encore bien des « points noirs » : la politique financière n'a pas changé de manière spécifique, les augmentations de tarifs excessives découragent le public de revenir au train, le « maintien des investissements » inscrit dans le budget 1983 apparaît comme une mesure insuffisante. Le problème des transports collectifs en zone rurale, sauf exceptions, n'a « pas été compris par le gouvernement : le droit au transport dans les zones rurales ne veut strictement rien dire », a observé M. Jean Sivadère, secrétaire général de la FNAUT, car dans bien des régions les moyens de déplacements collectifs font à peu près totalement défaut.

Dans le même temps, il a critiqué la nouvelle augmentation des investissements routiers pour l'an prochain, alors que, compte tenu des efforts dont ils ont bénéficié depuis une décennie, il est paru judicieux de les freiner. La hausse du prix de l'essence, qui ne suit que partiellement et avec retard celle du dollar, montre bien aussi, selon la FNAUT, que l'on hésite à s'en prendre de front au « lobby routier ». Comme, au demeurant, la politique en matière de sécurité routière, « il faut être très sévère avec le gouvernement », a lancé M. Fiterman. Après l'annonce de Beauce, on ne peut faire beaucoup de choses à la faveur de l'augmentation de l'impôt sur le revenu, a-t-il dit : « pas tout de suite ». A notre sens ce fut une erreur.

La FNAUT regrette donc le refus de certains choix clairs et reproche aux pouvoirs publics d'avoir « mal apprécié l'ampleur des besoins ». La motion générale de son troisième congrès conclut que « le redressement espéré n'a pas encore eu lieu ». On est loin, observe-t-elle, de la « maîtrise de l'automobile », de la « réorientation immédiate des efforts budgétaires vers les transports publics » promise par M. François Mitterrand pendant sa campagne électorale, et de « l'insertion des priorités » annoncée il y a près de dix-huit mois par M. Charles Fiterman.

JAMES SARAZIN.

VOIR AU BUREAU

READY MADE

ÉQUIPEMENT D'ÉCLAIRAGE
18 et 40, rue Jacob - 75006
PARIS. Tél. 340.84.25

AUX ASSISES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MÉDECINE DU TRAFIC

L'alcool et la vitesse : deux fléaux en liberté

De notre correspondant

Lille. — Une centaine de médecins et d'experts de disciplines diverses ont participé, les 22 et 23 octobre, à Lille, aux vingt-troisième assises de la Société française de médecine du trafic.

On s'est entretenu, ou a beaucoup parlé de l'alcool, de la vitesse, de la logique de la réglementation. Il s'agit, en effet, a déclaré M. Mayet, délégué interministériel à la sécurité routière, de « responsabiliser et de décentraliser ». Pour il faut peut-être aller, dans les zones d'accident, jusqu'aux causes, jusqu'aux circonstances dans lesquelles ils se produisent (douze mille morts par an). C'est pour cela que des commissions seront créées à l'échelon régional. La première d'entre elles sera installée, dès le mois de novembre, dans le Pas-de-Calais avec la participation d'inspecteurs de la sécurité, spécialement nommés. Mais cela ne suffira pas pour atteindre l'objectif que s'est fixé le gouvernement, c'est-à-dire l'arrêt de la progression du nombre de victimes. D'autres mesures seront nécessaires, mais on a bien senti, à Lille, que des communications, que personne ne détenait vraiment la solution. On veut réformer le permis de conduire : on travaillera sans doute sur la formation permanente du conducteur qui pourrait se traduire par une journée de « révision » tous les trois ans. Mais il reste les deux facteurs essentiels, l'alcool et la vitesse, qui sont toujours dénoncés mais qu'on ne parvient pas à éliminer, ni même à juguler. On constate par exemple que les accidents de trajet rem-

boursés par la médecine sociale sont le travail du domicile, les deux tiers des accidents se produisant au retour. L'alcool y joue certainement un rôle, mais dans beaucoup de cas on ne peut même pas l'admettre : « Comment raisonner une majorité presque exclusivement masculine, dit M. Mayet, des hommes hyperactifs vivant la compétition dans la vie au travail ? »

S'agissant de la vitesse, on constate qu'il n'y a pas de divergence entre les deux domaines. Ainsi, la ceinture de sécurité. Le rapport du docteur Spicket, de Paris, tend à prouver que le nombre de victimes diminue de 60 à 80 pour cent lorsque la vitesse est limitée à 60 km/h. En 1972, 7 % seulement des conducteurs bouclaient leur ceinture et il y avait 3,65 accidents par conducteur pour leur ceinture et 3,85 pour mille. On ne peut pas dire que ce n'est pas négligeable, une régression insupportable de victimes traumatismes.

Même interrogation au sujet du permis : les mieux conçus pour protéger efficacement la vie humaine, pour le permis de conduire en cas de crise.

Plus d'autres sujets ont été abordés, notamment l'expertise par le professeur Muller, de Lille. Il s'agit de « de plus indemniser les victimes d'une vitesse de 60 km/h ». Peut-on appliquer un principe de responsabilité sociale ? Les accidents sont non. On ne peut pas exemple indemniser pour marquer la « d'individualiser le préjudice » : une fracture du poignet n'a pas la même valeur que la mort. Un employé qui chez un violoniste.

GEORGES SUEULT.

CONVENTION ETAT-REGION EN BOURGOGNE

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a signé, lundi 25 octobre à Dijon, avec M. André Billardon, député P.S. de Saône-et-Loire, nouveau président du conseil régional de Bourgogne, la première convention en matière de transports entre l'Etat et une région. Cet engagement contractuel, dont le montant a été fixé pour une durée de six ans à 600 millions de francs, permettra un financement commun de la région et de l'Etat pour améliorer une partie du réseau routier régional.

Associant étroitement la région Bourgogne et l'Etat, et parfois départements et les communes, ce contrat a d'ores et déjà plusieurs priorités : l'aménagement des routes nationales à 70, la réalisation d'une voie rapide Dijon-Dole pour relier directement la capitale bourguignonne à l'autoroute Mulhouse-Lyon, l'amélioration de la route transversale Centre-Europe - Atlantique qui coupe la Bourgogne.

(Corresp.)

RENAULT 20

Turbo D 7CV

Le Turbo Renault sur la Renault 20 Diesel. Milleune 83.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses accélérations et ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, boîte 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lève-vitre électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constataz-le. Contact, la parole est au silence.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses accélérations et ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, boîte 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lève-vitre électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, boîte 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lève-vitre électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constataz-le. Contact, la parole est au silence.

DIESEL PRESSION TURBO

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses accélérations et ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, boîte 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lève-vitre électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constataz-le. Contact, la parole est au silence.

La Renault 20 Turbo Diesel parle un langage inédit, celui de l'audace, de la sagesse et de la réussite. Les privilèges que lui confère la formule Turbo-Diesel sont exceptionnels.

Ses accélérations et ses performances (160 km/h vitesse de pointe sur circuit) sont l'expression de la puissance du Turbo-Renault. Economiquement fort, le Diesel Renault 2 litres 7 cv vous surprendra.

Consommation de gazole aux 100 km à la vitesse stabilisée Renault 20 Turbo D : 5,6 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 8,4 l en cycle urbain.

Bien insonorisée, disposant d'équipements sophistiqués direction assistée, boîte 5 vitesses, pré-équipement radio, condamnation électromagnétique des portes, lève-vitre électrique, la Renault 20 Turbo D vous entraîne vers la découverte du confort.

Constataz-le. Contact, la parole est au silence.

مركز الاموال

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES SUR LE BUDGET 1983

« Dans la ligne de la politique économique et sociale définie en juin dernier »

Le projet de loi de finances pour 1983 s'inscrit logiquement dans la ligne de la politique économique et sociale du gouvernement telle qu'elle a été définie en juin dernier. Budget de rigueur, il contribue, pour sa part, à la place des efforts des pouvoirs publics pour redonner dynamisme à notre industrie et pour la vigueur de notre société de justice et de solidarité. La conclusion de son rapport, la loi de finances pour 1983, M. Christian Pierret, rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale.

L'affaiblissement de l'appareil productif

Le rapporteur montre comment le collectif budgétaire de juillet 1981 et le budget 1982 appuyaient leur pari pris de stimulation économique et l'anticipation de la reprise mondiale mais que cette hypothèse favorable ne s'est pas vérifiée. Que quiconque ait pu le prévoir. Au lieu de la reprise attendue, une crise toujours plus profonde. M. Pierret, en faisant l'analyse d'une situation internationale désormais défavorable, analyse longuement qu'il appelle « les conséquences désastreuses de l'économie régressive ». Dans la première phase, « encouragée la persistance des tendances dépressives dans les économies développées ». Le complet retournement de cette politique au cours de l'été 1982 n'a pas suscité, jusqu'à pré-

sent, « une modification importante de la place du dollar dans les échanges internationaux et donc une diminution des facteurs d'imprévision de l'évolution de l'économie mondiale ».

L'incertitude qui pèse dès lors sur les échanges mondiaux d'autant plus la France, M. Pierret, « l'appareil productif connaît une crise de la gravité n'a pu être parfaitement estimée dans les mois de l'alternance ». Mettant en évidence la politique de précédent septennat, M. Pierret affirme que « l'affaiblissement de l'appareil productif a joué, malgré le caractère sélectif de la relance initiée en 1981, un rôle important dans la dégradation de nos échanges industriels, dégradation qui est, pour l'essentiel, l'origine du déséquilibre de notre balance commerciale ». L'aggravation de l'une des causes de l'infatigabilité de la politique économique en juin 1982.

Le gouvernement français a dû procéder à des ajustements rendus nécessaires par la conjoncture internationale. Cela ne doit pas faire oublier, poursuit le rapporteur, que la France a connu, en 1982, une croissance supérieure à celle de ses principaux partenaires (1,8 % contre 0,6 % pour les États-Unis estimations), en même temps qu'on assistait à un ralentissement de la montée du chômage et à une tendance à la décelération de l'inflation. S'il a fallu réagir, ce fut en raison de la différence persistante de l'inflation avec ses principaux partenaires et à l'aggravation du dé-

ficit structurel de notre balance commerciale et de ses répercussions sur la balance des paiements.

La fin des mécanismes d'indexation

M. Pierret, « les mots à venir, marqués par la sortie du bloc des prix et des revenus, particulièrement importants pour la réussite du programme engagé par le gouvernement ». En ce qui concerne les rémunérations salariales, précise-t-il, la sortie du bloc doit s'accompagner de la fin des mécanismes d'indexation automatique ; l'indispensable amélioration des salaires doit trouver sa contrepartie dans le refus des facilités catégorielles ; la négociation sociale ne peut garantir une réelle signification que dans l'esprit de responsabilité de tous les partenaires.

Le projet de budget pour 1983 n'en repose pas moins sur l'hypothèse d'une reprise modérée des pays de l'O.C.D.E., hypothèse qui « se fonde sur l'évolution favorable des ventes de l'échange avec l'O.C.D.E. et les pays producteurs d'énergie et de produits de base, sur la réduction des rythmes d'inflation et sur la reprise de leur balance de paiement plus équilibrées (...). Quant aux hypothèses relatives aux données de la vie économique, elles reposent sur un point central : la désinflation qui doit se traduire en 1983 par un glissement des prix de 5 % et une augmentation de la moyenne annuelle de 6,3 % ».

Les dépenses de l'État augmentent de 11,8 %, indique le rapporteur, citant le chiffre que certains membres de l'opposition (voir ci-contre).

Le calendrier de la discussion budgétaire

La discussion de la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1983 devait commencer mardi 26 octobre, à l'Assemblée nationale, par les interventions de MM. P. S. (Vogues), rapporteur général de la commission des finances, et Fabius, ministre du Budget.

La séance de mercredi matin devait, d'autre part, être consacrée à la discussion de la deuxième partie (dépenses) du budget, c'est-à-dire l'examen des crédits des dépenses budgétaires. Mais, mardi 26 octobre, selon le calendrier suivant :

Mardi 26 novembre : services de l'artisanat ; droits ; la femme ; Légion d'honneur et ordre de Libération ; justice.

Mercredi 27 : temps libre, tourisme, jeunesse et sports ; culture.

Jeudi 28 : urbanisme et logement ; mer ; éducation nationale.

Vendredi 29 : éducation nationale (suite) ; fonction publique ; départements ; territoires d'outre-mer.

Lundi 5 : services économiques ; finances ; comptes spéciaux du Trésor ; monnaies et médailles ; charges communes ; budget ; imprimerie ; taxes parafiscales ; recherche, industrie, énergie.

Mardi 6 : agriculture et BAPSA.

Mercredi 7 : intérieur ; consommation.

Vendredi 9 : P.M.A. et télécommunications ; extérieur ; service des essences.

Samedi 10 : service des essences ; formations professionnelles.

Lundi 15 : santé ; emploi ; environnement.

Mardi 16 : transports ; premier ministre (services divers) ; S.G.D.N. ; Conseil économique et social ; Journal officiel ; relations avec le Parlement, rapatriés.

Mardi 17 : P.M.A. et aménagement du territoire ; relations extérieures ; affaires européennes, coopération (suite) ; affaires sociales, solidarité ; travail ; communication ; radiotélévision.

Vendredi 19 : articles non classés ; seconde délibération ; l'ensemble.

Un entretien avec M. Christian Pierret

« Les modifications comptables n'affectent en rien l'équilibre du budget »

Rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, M. Christian Pierret répond aux questions les plus actuelles à propos du budget, notamment en ce qui concerne sa présentation et la répartition du capital des entreprises publiques.

« Les modifications apportées à la présentation du budget de l'État pour 1983 ne sont que des modifications de présentation, elles n'affectent en rien l'équilibre du budget. Voulez-vous que je vous explique dans quelle mesure ? »

« Les chiffres-clés avancés au septembre dernier concernant l'importance du déficit et le freinage de la croissance de la dépense publique restent valables ».

« De tout temps, les documents budgétaires ont successivement subi des transformations parfois très importantes. J'en rappellerai trois :

« Celle relative à la présentation des dégrèvements et remboursements d'impôts qui, dans le budget 1973, était par M. Chirac d'État, s'est traduite par une diminution de près de 5 % des masses budgétaires ;

« Celle du budget 1975 présentée par M. Fourcade, où les dépenses ont été réduites de 7 milliards de francs par la création de deux prélèvements sur recettes ;

« Enfin celle du budget de 1981 établi par M. Papon, où la nouvelle présentation des dépenses des P.T.T. a permis de réduire de 3 milliards de francs les dépenses et les recettes.

« Si cette année les changements apportés à la présentation du budget ne peuvent paraître significatifs, c'est parce qu'ils traduisent généralement les réformes de structure engagées depuis 1981. Aussi est-il périlleux, comme l'a fait récemment M. Barre, de vouloir reconstruire le budget 1983 sur la base de 1982, surtout lorsque, pour parvenir à ses fins, on pratique l'amalgame et on recourt sans hésiter à de grossiers artifices.

« Pour gonfler les chiffres du déficit 1983 jusqu'à 170 milliards de francs, les socialistes ont fait preuve d'une imagination débordante. Ils augmentent par exemple le déficit du montant d'une hypothétique dotation F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social), alors qu'en 1983 l'État subside à l'octroi de prêts par le Trésor la technique de l'indexation d'intérêt. Ce phénomène n'est pas nouveau puisque les bonifications d'intérêt ont été de 22 milliards de francs en 1970. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est d'inclure, comme le font les prétendus experts, le montant des prêts bonifiés dans les dépenses budgétaires.

« J'ai du mal à comprendre pourquoi les ministres du budget n'ont pas pratiqué dans le passé cette méthode aujourd'hui préconisée par l'opposition. En outre, les mêmes experts « corrigent » le déficit par l'ajout des dépenses du Fonds de grands travaux. Or, ces travaux sont financés par un emprunt gagé sur une taxe affectée dont le produit est d'environ un milliard de francs, sommes qu'ils ne réintègrent pas du côté des sources !

« Aussi bien la querelle de la débudgétisation conduit ceux qui l'animent à dresser une caricature du budget. Elle leur fait aussi les nombreuses opérations du même type qui sont intervenues depuis les années 1960, comme, par exemple, la constitution de la caisse des prêts aux H.L.M. en 1970, où le décaissement de 50 000 kilomètres de routes nationales dites secondaires, ou encore le transfert au Crédit agricole de prêts du F.D.E.S.-agriculture.

« Si donc l'on souhaite avoir une approche globale des charges et des ressources de l'État et des administrations publiques, il est préférable d'utiliser le cadre de la comptabilité nationale, car le budget est inadéquat.

« Les modifications comptables du budget 1983, qu'elles soient le F.C.T.V.A., le fonds de péréquation de la professionnelle ou la sur les salaires, n'affectent en rien l'équilibre et permettent de

mieux appréhender la réalité économique du prélèvement fiscal de l'État.

« D'autres changements par contre sont passés sous silence alors même qu'ils aussi rendent difficile le budget : la création de la dotation globale d'équipement des collectivités locales, la contribution de l'État au financement de l'allocation aux adultes handicapés, en somme, l'augmentation des dotations au capital des entreprises publiques.

« Sans doute, les socialistes jugent positif, cette qualité, qu'ils ne peuvent leur utilisation pour illustrer une thèse qui n'a rien que de médiocre combat politique.

« Le budget pour 1983 est simple et rigoureux, il mérite une analyse objective et non des critiques qui, sous le masque de la technique et de l'amalgame, participent en réalité à une tentative de désinformation.

Annulation de crédits :

l'information a fait défaut

« Les annulations de crédits annoncées il y a quelques jours ont été, concernant le budget 1982, ont soulevé un grand émoi dans l'opposition comme au sein du parti socialiste et même au sein du gouvernement.

« Ne pensez-vous pas que ces coupes budgétaires importantes qui remettent en cause certains choix de politique économique ou sectorielle (armes) auraient dû être soumises au Parlement lorsque elles furent décidées il y a un an ?

« Votre question appelle une réponse à deux niveaux. Premièrement, le gouvernement était en droit de procéder à une telle annulation en application de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959. Une telle décision s'inscrit, il est évident, dans le cadre des responsabilités gouvernementales telles qu'elles sont définies par la Constitution.

« On doit se situer ensuite au plan des rapports entre l'exécutif et le législatif. A cet égard, il n'y a pas de surprise : le communiqué officiel du conseil des ministres du 7 octobre 1981 annonçait, en effet, que l'exécution de dépenses d'investissement et de soutien de l'activité d'un montant de 15 milliards de francs serait différée, afin, notamment, de rendre compatibles les impératifs du financement du budget de l'État avec le volume de l'épargne nationale.

« J'observe, à cet égard, que si l'on a prêté beaucoup d'attention aux annulations, on n'a pas indiqué que, sur la réserve annoncée de 43 milliards de francs d'amortissement de programme et de 15 milliards de francs de crédit de paiement, 18,5 milliards de francs d'amortissement de programme et 3 milliards de francs de crédits de paiement avaient été débloqués au cours des huit premiers mois de 1982, notamment pour soutenir l'activité du bâtiment et des travaux publics.

« J'observe aussi que l'opposition est bien inconsciente qui, dénonçant, bien, le laxisme budgétaire pour l'indigner aujourd'hui des efforts de rigueur accomplis par le gouvernement.

M. CHIRAC : une ignorance ou un mépris total des réalités économiques

Depuis le discours programme qu'il avait prononcé lors des journées d'études parlementaires du groupe R.P.R. à La Grande-Motte, le 16 septembre, M. Chirac saisi chaque occasion pour développer certains thèmes qu'il avait posés ce jour-là qui constituent en quelque sorte le fond de son argumentation électorale.

Lundi 11 octobre — comme il l'avait fait quelques jours auparavant devant les jeunes dirigeants d'entreprise, le maire de Paris a répondu, au cours d'un dîner-débat, aux anciens élèves de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales). En raison de la proximité du budget, qui s'ouvre le mardi à l'Assemblée nationale, il a donné à l'assemblée un sentiment sur la loi de finances pour 1983. M. Chirac a déclaré :

« Ce budget est inquiétant dans la mesure où l'on envisage une augmentation très importante de son déficit. J'ai entendu le chef de l'État dire que cela n'était pas grave, puisque cela ne représentait que 3 % du produit intérieur brut. Or une telle affirmation révèle, au regard des réalités économiques, soit une ignorance, soit un mépris total. Ce déficit représente un effet de lui seul les capacités d'épargne des Français. Pour le combler, nous devons donc faire appel à la création monétaire, c'est-à-dire à la planche à billets. D'où le caractère nocif et fortement inflationniste de ce déficit budgétaire. Si l'on y ajoute le déficit des comptes sociaux de la Sécurité sociale, cela

représente 70 milliards supplémentaires. Aujourd'hui, au total, le montant du déficit n'est pas financier selon les règles de la gestion économique. Certaines opérations font que la réalité du budget est très différente de sa présentation actuelle. Le maire de Paris a également affirmé que la balance de la vie et de la protection sociale était évitable, mais qu'elle ne pouvait être que le résultat de gestion » commises depuis juin 1981.

Selon M. Chirac, le pays a déjà entré dans un nouveau type de société qui est un système de contrôle et de contraintes étatiques généralisées. Pour lui, en effet, si l'État doit garantir d'un certain nombre de principes et de valeurs, il ne peut être le garant de toutes les affaires de France. La solution, que M. Chirac a seulement esquissée, est la recherche dans « le désengagement de l'État de la vie économique ».

Enfin, le président du R.P.R. — qui a été fréquemment applaudi par ses hôtes — a déclaré que les médias et les dirigeants d'entreprise s'engagent davantage dans la vie politique pour ne pas en faire le monopole aux fonctionnaires et enseignants, qui « certaines conceptions du monde sont étrangères ». Il a également qu'une organisation interprofessionnelle prévoit le garant l'avenir des cadres qui s'engagent dans l'action politique et dans les mandats publics.

A. P.

M. BERNARD PONS (R.P.R.) : la politique socialiste de défense n'est qu'une illusion

Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., évoque, dans une déclaration publiée par la Lettre du R.P.R. du 10 octobre, l'annulation par arrêté ministériel, de 16,6 milliards de francs de crédits du ministère de la défense, votés pour 1982 (le 23 octobre 1982). Il écrit :

« La politique socialiste de défense n'est-elle qu'une parodie de politique ? Cette continuité dans l'effort d'indépendance nationale que nous nous targuons de défendre, n'est-elle qu'une illusion ? La réponse est : oui ».

« Mais si des crédits ont été supprimés parce qu'inutiles, cet acte de gestion n'est en fait qu'une défection profonde de la politique de défense. Il y a plus grave. Des explications embarrassées, données à la presse par le ministre de la défense, le ressort que l'opération était préméditée : selon lui, c'est en juillet dernier que les programmes

d'armement, dont l'annulation vient d'être décidée, ont été définis. Le gouvernement devait en effet, à l'époque, satisfaire aux exigences du chancelier d'Allemagne fédérale, qui n'avait accordé son soutien à la dévaluation du franc d'octobre 1981 sous condition du gel de certains crédits budgétaires.

« Toute opération a été dissimulée à l'opinion publique au Parlement. Cette dissimulation a été atteinte plus au crédit du gouvernement. Le gouvernement s'engage ainsi la voie d'un affaiblissement durable de nos forces armées. En effet, il n'y a pas de forces classiques qui soient touchées. C'est désormais la sécurité des pays qui est en jeu, celle de l'Europe et la validité de l'engagement des côtés de nos alliés. N'est abandonné », a affirmé le ministre de la défense. Mais les faits sont là pour lui répondre : compromission.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-IL	7,1800	7,1800	+ 195	+ 240	+ 385
DM	5,8250	5,8250	+ 28	+ 45	+ 75
FF (100)	2,6650	2,6650	+ 145	+ 145	+ 370
DM	2,6250	2,6250	+ 140	+ 170	+ 255
FF (100)	2,6250	2,6250	+ 140	+ 165	+ 255
SE-IL	14,5000	14,5000	+ 5	+ 15	+ 25
DM	3,2700	3,2700	+ 20	+ 30	+ 40
FF (100)	4,9412	4,9412	+ 20	+ 20	+ 510
SE-IL	12,1000	12,1000	+ 340	+ 420	+ 740

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/1/82	9/2/82	9/3/82	9/4/82	9/5/82	9/6/82	9/7/82	9/8/82	9/9/82	9/10/82
SE-IL	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
DM	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8	6 3/8
FF (100)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
DM	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
FF (100)	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
DM	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
FF (100)	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
DM	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
FF (100)	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

COMMERCE INTERNATIONAL

LA MENACE PROTECTIONNISTE

La Grande-Bretagne s'apprête à son tour à limiter les importations

De notre correspondant

Londres. - Le conseil économique du gouvernement britannique, qui réunit autour de M^{re} Thatcher les ministres concernés par les questions économiques et financières, devait examiner, ce mardi 26 octobre, un ensemble de mesures visant à limiter les importations. Le gouvernement de Londres est inquiet du déficit croissant de la balance commerciale : malgré la baisse du niveau de vie au cours des deux dernières années, l'activité du commerce de détail n'a pas diminué, les importations de produits étrangers ont en outre augmenté.

La Grande-Bretagne n'envisage pas de rétablir des quotas ou des droits de douane, qui seraient en contradiction avec les règles du GATT ou qui risqueraient de relancer une guerre au protectionnisme. Elle compte plutôt sur des « restrictions volontaires » de la part de certains de ses partenaires, comme le Japon ou l'Europe.

Si la bonne volonté réciprocque ne suffit pas, le gouvernement britannique pourrait prendre des mesures contraignantes pour rétablir la réciprocité.

Ainsi les automobiles en provenance d'Espagne sont-elles soumises à des droits de 4,2 % à leur entrée en Grande-Bretagne, alors que les véhicules fabriqués en Grande-Bretagne sont frappés de droits s'élevant à 36,7 % en arrivant en Espagne. Dans ce cas particulier, les autorités britanniques pourraient refuser le certificat d'origine des voitures construites dans la péninsule. C'est à des mesures administratives de ce type qu'elle s'apprête également dans d'autres secteurs.

Cependant, les gains de productivité enregistrés en 1981 et en 1982 dans l'industrie, grâce à la politique de rigueur de M^{re} Thatcher, n'ont pas encore eu de conséquences évidentes sur les exportations. Certains observateurs conseillent d'ailleurs au gouvernement d'accepter une partie de la demande britannique qui permettrait de donner un coup de fouet à l'économie.

Le moment leur paraît venu de procéder discrètement à cette opération, car, avec une hausse des prix estimée à 3 % pour le début de 1983, une baisse de la livre ne devrait pas avoir d'effet inflationniste profond.

DANIEL VERNET.

La France prendrait seule des mesures contre le Japon

(Suite de la première page.)

M. Haferkamp, le vice-président de la commission chargée des relations extérieures, a fait valoir que les livraisons japonaises des cinq produits sous surveillance avaient diminué de façon substantielle au cours du premier semestre 1982.

M. Davignon, vice-président de la commission chargée des affaires industrielles, toujours un peu plus rapide, a compris tout de suite le sens de l'avertissement de M. Jobert et de la danger qu'il recèle : il est clair en effet que des mesures nationales françaises de protection contre le Japon seraient une très mauvaise affaire pour la cohésion communautaire et pour les efforts entrepris afin de pratiquer à dix une politique commerciale et une politique industrielle solides. M. Davignon cherche donc à parer le coup : il a demandé au ministre que les études entreprises par le groupe à haut niveau seraient prêtes pour le mois de décembre et qu'elles seraient accompagnées des propositions de la commission qui mettront le conseil des ministres en mesure de prendre alors des décisions.

M. Jobert répète qu'il n'était pas certain de pouvoir attendre aussi longtemps. « Il ne veut rien faire avant la session ministérielle du GATT qui se tiendra à Genève du 24 au 26 novembre », commente le ministre français.

Ainsi, sans surprendre communautaire très rapide, il y a tout lieu de penser que la France reprendra bientôt sa liberté. Or, un tel résultat, même s'il se trouvait une majorité au sein de la Commission européenne pour la provoquer - ce qui n'a rien d'évident - se heurterait au

refus, la première fois catégorique, de certains Etats membres, d'agir avec netteté contre le Japon.

M. Lambdordoff, le ministre allemand de l'économie, plus libre que jamais pour contrer les thèses françaises en la matière, s'est déclaré réticent.

La préparation de la session ministérielle du GATT a donné à nouveau l'occasion à M. Jobert de se déclarer : il a estimé que le document préparé par la commission à cette intention était « anémique et irréaliste ». Il a constaté aussi que le conseil des ministres n'avait pas en de débat de fond sur cette session à laquelle les Etats-Unis ont une grande importance.

M. Jobert voudrait que la Communauté au GATT s'élève et s'élève les questions « modernes », celles qui soulèvent le commerce international des années 80, et non celles des années 60. « Il faudrait qu'on y parle de problèmes monétaires, des obstacles mis au commerce par le Japon et par les Etats-Unis malgré les engagements récemment pris lors du Tokyo Round, du rôle des nouveaux pays industrialisés... ».

M. Jobert a exigé que le texte de la Communauté soit révisé. Il est prêt à venir en discuter à Bruxelles en 1983, mais pas avant un flux d'importations de produits de plusieurs pays - dont la R.F.A. - ont pu réaliser d'importants échanges dans leurs échanges avec la France. - (A.G.F.)

La balance du commerce extérieur soviétique a enregistré, pour les trois premiers trimestres de 1982, un déficit de 500 millions de couronnes, contre 120 millions pour la même période en 1981. Les importations se sont élevées à 119,8 milliards, et les exportations 119,3 milliards. L'achat de pétrole représentait 22 % du total des achats. En septembre, le déficit s'est accru à 1,2 milliard, les importations à 15,1 milliards et les exportations à 13,9 milliards de couronnes. - (A.F.P.)

Un accord des « Dix » sur la contribution britannique : Les Dix se sont mis d'accord mardi 26 octobre à Luxembourg sur la mise en œuvre de leur décision du 25 mai dernier, de verser 100 millions d'Ecus (1 Ecu = 1,36 F) à la Grande-Bretagne pour sa contribution au budget 1982 de la C.E.E., après avoir approuvé la Communauté britannique mardi à Luxembourg.

La solution ajoutée-t-on, fait l'objet d'une réserve d'ensemble de la France, qui sera levée ou confirmée dans les trois jours.

MONNAIES

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Après son accés de hausse du début de la semaine, qui l'avait porté à 7,1450 F à 7,20 F et de 2,5250 DM à 2,55 DM, le dollar s'est légèrement replié mardi 26 octobre, revenant à 7,18 F et 2,5450 DM. Le franc s'est bien comporté au sein du Système monétaire européen, notamment vis-à-vis du mark, dont le cours s'est établi aux alentours de 2,82 F, contre 2,8280 F à la veille du week-end.

L'EXCÉDENT COMMERCIAL DE LA R.F.A. A DÉPASSÉ 100 MILLIARDS DE FRANCS

(A.F.P.). - La balance commerciale de la R.F.A. a enregistré un excédent de 3,2 milliards de deutschemarks (14,7 milliards de francs) contre 2,7 milliards de deutschemarks en août et 3,5 milliards en septembre 1981. Selon l'Office fédéral des statistiques, les importations ont progressé de 11 % situant à 31 milliards de deutschemarks et les exportations de 11 %, s'inscrivant à 36,2 milliards de deutschemarks. En un an, les importations ont augmenté de 0,2 % et les exportations de 5 %.

La balance des paiements a enregistré, par sa part, un déficit de 0,5 milliard de deutschemarks (1,4 milliards de francs) contre 3,2 milliards en août et 3,2 milliards également en septembre 1981. Toutefois, la balance des paiements est équilibrée, compte tenu des variations saisonnières, prévues à l'avance. Pour les neuf premiers mois de 1982, les importations ont atteint 281,3 milliards de deutschemarks, en augmentation de 3 % par rapport à la même période de 1981, et les exportations 317,3 milliards de deutschemarks (101,5 milliards de francs).

Pour sa part, la balance des paiements courants a enregistré un solde positif de 5,7 milliards de deutschemarks (16,1 milliards de francs) depuis le début de l'année, l'excédent ne suffisant pas à compenser les déficits de la balance des paiements et de celle des transferts, respectivement de 20,5 et 21,2 milliards de deutschemarks. Toutefois, au cours de la même période, la balance des paiements courants a enregistré un déficit de 26,4 milliards de deutschemarks.

M. LAMBDORFF CRITIQUE LES MESURES FRANÇAISES

Les mesures adoptées par le gouvernement français afin de contraindre le processus de dévaluation de la balance commerciale vont assez loin dans le domaine du protectionnisme, a estimé M. Lambdordoff, ministre fédéral de l'économie. Au cours d'un entretien radiodiffusé, le ministre a souligné qu'il n'est pas l'initiative de Paris n'est pas de nature à résoudre les problèmes du commerce franco-allemand.

M. Lambdordoff réagit en outre que la France a pratiqué une politique économique de nature à créer un flux d'importations, de sorte que plusieurs pays - dont la R.F.A. - ont pu réaliser d'importants échanges dans leurs échanges avec la France. - (A.G.F.)

L'INDUSTRIE AMÉRICAINE DE LA CHAUSSURE ACCUSE LA C.E.E.

Washington (Reuter). - L'industrie américaine de la chaussure accuse la C.E.E. et les autres pays d'avoir adopté des mesures protectionnistes contre ses exportations, tout en continuant d'inonder le marché américain avec les leurs. Patrons et syndicats, regroupés dans un comité d'action contre les importations, accusent la France, la Grande-Bretagne et l'Italie - ainsi que le Brésil, la Corée du Sud, le Japon et l'Espagne d'avoir contingenté leurs importations de chaussures américaines, et ainsi de violer les accords commerciaux internationaux. Cependant les Britanniques, Coréens, Italiens et Japonais ont pu augmenter substantiellement leurs exportations vers les Etats-Unis grâce aux réductions de droits de douane que le comité, qui a porté plainte auprès du département du Commerce.

Plus de 500 millions de paires de chaussures américaines ont été importées aux Etats-Unis cette année, estime-t-il, en hausse de 13 % sur l'an dernier (405 millions), ce qui représente 60 % du marché américain et l'équivalent de 30 000 emplois perdus pour les Américains. 56 % de ces importations viennent de la Corée du Sud et de Taiwan.

Le comité reproche notamment à la France d'avoir voulu réduire de 15 % ses importations de chaussures américaines et qu'en revanche les exportations de chaussures françaises aux Etats-Unis ont augmenté de 10 % au premier trimestre 1982.

UNE PREMIÈRE M. Mitterrand inaugurera le Salon international de l'alimentation

Le président de la République inaugurera, le 15 novembre prochain, le dixième Salon international de l'alimentation. C'est la première fois que ce Salon, qui se tient tous les deux ans et qui représente la plus grande manifestation mondiale d'échanges de produits alimentaires (1), est inauguré par le chef de l'Etat.

En présentant le 25 octobre au Salon, Mme Cresson, ministre de l'Agriculture, a indiqué que le Salon de l'industrie agro-alimentaire, qui se tient tous les deux ans, est un événement majeur de l'industrie française, qui se pose fréquemment les questions de l'avenir de l'agriculture, de la balance commerciale, de la sécurité alimentaire, de la santé publique, de la politique sociale, de la politique rurale, de la politique alimentaire. Mais surtout les industries alimentaires ont un rôle dans l'environnement monétaire actuel : au moment où le nombre des pays insoumis s'accroît pour l'ensemble des industries, les industries alimentaires, a indiqué Mme Cresson, représentent l'un des rares secteurs où les exportations peuvent se développer sur des marchés étrangers.

C'est, c'est est un événement européen ont une importance plus vite. Ainsi le gouvernement entend-il favoriser les implantations commerciales à l'étranger. C'est l'une des raisons pour lesquelles Mme Cresson a tenu à la mi-novembre au cours d'une communication au conseil des ministres de la politique agro-alimentaire. Pour ce faire, le comité d'action à l'exportation pour les entreprises, créé, au printemps dernier, par M. Jobert, ministre du Commerce extérieur, devra commencer à travailler en janvier prochain.

Le comité a pour objectif la coordination des différentes procédures d'aides, afin que les entreprises puissent bénéficier de la concurrence internationale entre les différents industriels et que soient réservées les interventions de l'Etat à des cas particuliers. Mme Cresson a parlé des produits laitiers français, des produits dérivés de céréales et des produits d'exportation traditionnelle. Les P.M.E., agro-alimentaires, à structures plus

souvent familiales, sont confrontées à un double problème financier : insuffisance de fonds propres et fonds de roulement, problème encore aggravé par le ralentissement observable sur le marché intérieur et les handicaps technologiques. D'où, selon M^{re} Cresson, un besoin de mesures spécifiques pour réduire, notamment, les coûts financiers.

Une réponse

La création du Fonds de développement de l'emploi rural, pour 600 millions de francs par le Crédit agricole, qui devrait être mis en place prochainement, est une première réponse, notamment par les opérations de « portage » de capitaux, afin de régler les questions de crédit qui se posent fréquemment dans les entreprises familiales. Quant aux prêts participatifs, facilités du trésorier en prises de participation dans le capital, ce sont aussi des mesures par lesquelles les banques, les caisses d'épargne, mais doivent, selon le ministre de l'Agriculture, prendre leurs responsabilités, afin de répondre à ce que M^{re} Cresson appelle « l'impératif alimentaire ».

Enfin, les problèmes de l'exportation : le blocage des prix, « qui, sous une forme ou sous une autre, a toujours existé », a provoqué une limitation des capacités d'auto-financement préjudiciable aux investissements, notamment commerciaux. Mais, dans le même temps, la réduction du différentiel d'inflation autorise une politique d'exportation viable à long terme. Cependant, que les industries agro-alimentaires soient confrontées au problème, encore, de l'encadrement du crédit et de la nécessaire répercussion des hausses des produits agricoles, le ministre a insisté sur les difficultés pour s'entendre avec les ministères de l'économie et des finances sur les modalités de levée du blocage des prix de production et de la mesure qu'elle a créée à cet effet au sein de la direction des affaires agro-alimentaires du ministère de l'Agriculture.

Auparavant, M. Lepaire, président de l'Association nationale des industries agro-alimentaires, avait exprimé un certain scepticisme en déclarant : « On ne peut à la fois promouvoir le développement industriel, vouloir l'innovation, la recherche et la politique de déflation ».

J. G.

De 15 au 20 novembre, au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, le SIAL accueille mille sept cent cinquante exposants français, mais trois cent cinquante étrangers, venus de soixante et un pays, alors que cinquante et un pays y auront une participation officielle. En 1980, les exposants du SIAL se répartissaient ainsi : province, 45 % ; région parisienne, 27 % ; étranger, 28 %. Parallèlement au SIAL se tiennent le Salon international de l'emballage, du conditionnement et de la présentation, le Salon international du matériel et des techniques pour l'industrie et le commerce de la viande et le Salon international du génie industriel alimentaire.

Le groupe Generali a augmenté sa présence aux Etats-Unis. Le premier directeur européen a trois milliards de francs de chiffre d'affaires a acheté un Salon, mais la production de distribution implantée dans la région de Chicago (430 millions de francs de chiffre d'affaires). Le lerno appartenait au britannique Huntley and Palmer, qui avait de fait l'objet d'une O.P.A. de la part du groupe américain Nabors Brands. C'est pour cette raison que la part de la commission antitrust des Etats-Unis que Huntley and Palmer avait dû céder de sa filiale américaine.

Generali Huntley and Palmer présente aux Etats-Unis depuis 1980, après la reprise de la division Burry du groupe Quaker-Oats. La filiale constituée alors, Burry-Ln, a réalisé un chiffre d'affaires de 525 millions de francs. Le développement de l'implantation de l'industrie de la biscuiterie française aux Etats-Unis contraste avec la situation de ce secteur de l'industrie française par les capitaux britanniques et américains.

M. CHEVÈNEMENT ENTEND FAVORISER LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

(De notre correspondant.)

Besançon. - M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'Industrie, a confirmé, le 21 octobre 1982 à Besançon, que la France favorisait les investissements industriels étrangers sur son territoire, dans la mesure où ceux-ci contribuaient à la croissance économique et à la concurrence. « Il faut faciliter les procédures d'importation », a-t-il déclaré, en inaugurant l'usine de l'Electronics, filiale de Du Pont de Nemours, à Besançon, construite à l'aide des fonds de la région. L'implantation de cette unité spécialisée dans la fabrication de composants électroniques et qui a été financée par le département du Doubs, a été financée par le CNIT de la Défense, mais dans un cadre de la 14^e division, les généraux de l'entreprise pour le tenir à Villepin qui, le 11 janvier, accueillera son premier Salon professionnel, celui du jouet.

Enfin, devant la presse le bilan des derniers mois de sa présidence, M. Chevènement a souligné que la chambre de commerce était toujours aussi active, mais qu'elle n'était pas aussi « entendue » que par le passé. « Si les électeurs ne s'y opposent pas », M. Philippe Clément, entrepreneur de travaux publics, a dit.

Pour la chambre, le changement de direction devrait être complet.

Changement de patrons à la chambre de commerce de Paris

Les chefs d'entreprise industriels et commerciaux vont élire, le 22 novembre, leurs représentants dans la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui regroupe Paris et les trois départements de la petite couronne (Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine), les entreprises particulièrement importantes, de par les statuts, M. Jean Thevenet, président du conseil de surveillance de Céraliment-Lu-Brun, devra, à cette occasion, abandonner la présidence de l'organisme qu'il dirigeait depuis 1977. Au début du mois de décembre, il présidera l'inauguration officielle du nouveau parc d'expositions de Paris-Nord-Villepin, la région parisienne disposant ainsi d'un emplacement moderne pour les foires et Salons, qui viendra renforcer le parc de la Porte de Versailles et le CNIT de la Défense, mais dans un cadre de la 14^e division, les généraux de l'entreprise pour le tenir à Villepin qui, le 11 janvier, accueillera son premier Salon professionnel, celui du jouet.

Enfin, devant la presse le bilan des derniers mois de sa présidence, M. Chevènement a souligné que la chambre de commerce était toujours aussi active, mais qu'elle n'était pas aussi « entendue » que par le passé. « Si les électeurs ne s'y opposent pas », M. Philippe Clément, entrepreneur de travaux publics, a dit.

Pour la chambre, le changement de direction devrait être complet.

puisque M. Pierre Darrigrand, qui fit toute sa carrière dans ses services administratifs et qui, depuis 1977, en fut le directeur général des services, va lui-même quitter la C.C.I.P. Il sera remplacé par M. François Sig, ancien délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Un homme de la DATAR, organisme accusé par tous les responsables parisiens d'avoir eu à mal l'économie d'Ile-de-France, va devenir le responsable d'une des principales organisations économiques de la région parisienne. Lui permettra-t-il d'avoir un regard sur la décentralisation ?

M. Philippe Clément, en 1922, un ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Après avoir administré civil au ministère des finances, il est entré en 1932 dans l'entreprise de travaux publics Lann Chagnaud et fils, dont il devint le président-directeur général en 1969. Il fut président de la Fédération nationale des travaux publics de C.N.P.F. de 1975 à la fin 1981, et membre du comité économique et social de 1974 à 1979. Il siège à la chambre de commerce et d'industrie de Paris depuis 1976, il en a été vice-président en 1978.

M. François Essig, né le 11 décembre 1934, est entré au service de l'Etat. Ancien élève de l'ENA, il a été chargé de mission à la DATAR, organisme devenu délégué adjoint en 1973 à la direction de la marine marchande en 1978 à la direction de l'énergie, a-t-il réintégré le service de l'Etat.

Faits et chiffres

Discriminations à E.D.F. G.D.F., selon la C.G.T. - M. François Duteil, secrétaire général de la C.G.T. de l'énergie, a dénoncé, le 23 octobre à Mulhouse (Haut-Rhin), les « discriminations » des salariés victimes de l'E.D.F.-G.D.F. Les salariés de ce syndicat, affirmant que les candidatures sont « le plus souvent écartées » pour l'attribution de postes à leur compétence. « Nous sommes les meilleurs élèves, a-t-il ajouté, les empêchantes de nous en rendre ». M. Duteil, d'autre part,

Un séminaire international sur le vieillissement organisé l'an prochain à Paris, du 1^{er} au 10^{er} avril, a annoncé, vendredi 22 octobre, devant la commission de l'ONU à New-York, M. Alain Gillette, directeur du cabinet de Mme Georgina Dufico, secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées. D'autre part, la France contribuera, en 1983, au fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour les handicapés.

Handwritten text in Arabic script: ٥٥٠ من الأصيل

صحة من الاحمل

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
pour le jour ou du soir à participants par stage
INFORMATIQUE 1 rue de Choiseul 75002
(1) 296 65 08

CHEFS D'ENTREPRISE
Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

Le « Consorzio obbligatorio per il nuovo ampliamento del Porto » della zona industriale di Venezia-Marghera (Consorzio obbligatorio pour le nouvel agrandissement du port et de la zone industrielle de Venise-Marghera) entend procéder, en vertu de la « legge regionale 28-8-81 n° 55 » (loi régionale du 28-8-81 n° 55), à la vente, par licitation amiable, du terrain lui appartenant, situé dans la deuxième zone industrielle de Marghera, d'une surface de 43 hectares environ.

Le terrain est au bord du canal industriel sud de navigation et il est desservi par la route et par le chemin de fer.

Le terrain est cédé sous contrainte d'utilisation industrielle.

Le prix de base est indiqué sur l'avis de licitation.

Les personnes intéressées à être invitées à la licitation amiable sont priées d'en informer par écrit le « Consorzio obbligatorio per il nuovo ampliamento del Porto » della zona industriale di Venezia-Marghera, San Toma 2896, 30125 VENISE. Tél. : 041-86-255-86 183, dont les bureaux sont à leur entière disposition pour de plus amples informations.

La demande d'invitation n'engage en aucune façon le « Consorzio » (Consortium).

Il commissario dott. FEDERICO MIANI

CONTOURNEMENT DE L'AGGLOMERATION NANTAISE
ROCADE OUEST DE NANTES ET FRANCHISSEMENT DE LA LOIRE A CHEVRE

Avis d'ouverture d'enquête publique portant sur l'utilité publique du projet de construction de la Rcade Ouest de Nantes entre la route de PORNIC (CD 723) et la voie rapide des QUARTIERS OUEST (CD 201), Section « La Bouve » - Le Moulin Neuf - comprenant le franchissement de la Loire à Chevre, sur les communes de BOUGUENAI, NANTES et ST-HERBLAIN.

La Rcade Ouest de Nantes, dont la réalisation entre les diffuseurs de La Bouve (CD 723, Route de Pornic) et du Moulin Neuf (voie rapide des Quartiers Ouest), vient d'être approuvée par Monsieur le Ministre des Travaux Publics, dans le cadre de la loi n° 100 du 12-7-82 relative à l'agglomération nantaise.

Elle assurera, par ailleurs, à Chevre, un nouveau franchissement de la Loire à l'aval immédiat de l'agglomération.

Une enquête portant sur la faisabilité de cette opération, l'attribution du caractère de voie nouvelle, la modification du Plan d'occupation des sols des trois communes concernées, vient d'être prescrite par arrêté préfectoral du 7 octobre 1982.

Elle se déroulera pendant 15 jours, du 11 octobre au 25 octobre 1982, à 14 heures et 17 heures, au 11 rue de la République à Nantes.

La Commission d'enquête sera constituée par :

- M. ROGER Marcel, vétérinaire, inspecteur en chef en retraite, demeurant à Nantes, 29, rue de la République, Procé, président ;
- M. PAINIEAU Olivier, ingénieur général adjoint honoraire des services techniques de la ville de Nantes, demeurant 4, rue Louis-Delluc à Nantes ;
- M. BIGUET Paul, secrétaire général honoraire de la ville de Nantes, demeurant 39, rue de la République à Nantes.

Le dossier d'enquête comprendra :

- Le plan de situation ;
- La notice explicative et l'appréciation sommaire des dépenses ;
- Le plan général ;
- L'étude d'impact.

Le siège principal de l'enquête est situé à la Préfecture de Loire-Atlantique.

Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi, de 14 heures à 17 heures et du samedi de 10 heures à 12 heures, au 11 rue de la République à Nantes.

Il pourra, en outre, être consulté pendant la période :

- A NANTES : au local tenant lieu de mairie annexée, pendant la durée de l'enquête, situé Place du Commerce, où les maquettes du projet et un montage audiovisuel seront présentés au public.
- Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi, de 14 heures à 17 heures et du samedi de 10 heures à 12 heures, au 11 rue de la République à Nantes.
- A ST-HERBLAIN : le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi, de 14 heures à 17 heures et du samedi de 10 heures à 12 heures, au 11 rue de la République à Nantes.
- A BOUGUENAI : le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi, de 14 heures à 17 heures et du samedi de 10 heures à 12 heures, au 11 rue de la République à Nantes.

Durant cette période, les personnes désireuses de connaître leurs observations sur les registres d'enquête ouverts à la Préfecture de Loire-Atlantique, ou sur les registres d'enquête ouverts à la Commission d'enquête aux mêmes lieux.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par la Commission d'enquête :

- A la Préfecture de Loire-Atlantique : les 2 décembre et 3 décembre, de 13 heures à 17 heures ;
- A NANTES, place du commerce : le 27 novembre, de 10 heures à 18 heures, le 29 novembre, de 11 heures à 15 heures et de 16 heures à 18 heures ;
- A BOUGUENAI, à la mairie : le 1^{er} décembre, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30 ;
- A ST-HERBLAIN, à la mairie : le 1^{er} novembre, de 10 heures à 18 heures.

Après avoir fait leurs observations consignées au registre d'enquête, les personnes intéressées, la Commission d'enquête.

Une copie de ce rapport sera déposée à la Préfecture de Loire-Atlantique, BOUGUENAI, NANTES et ST-HERBLAIN.

Toute personne concernée pourra demander au Directeur de la République communication des conclusions ainsi que des réponses du dossier d'enquête.

L'information du public sera, d'autre part, assurée par l'affichage, à chacune des mairies concernées, du présent avis et du dossier d'enquête.

CONJONCTURE

Les blocages et leur « sortie »

(Suite de la première page.)

Les mesures intervenant pour tant aux Etats-Unis à un moment où la philosophie libérale et monétaire du Pr. Friedman y régnait, était célébrée à la façon d'un culte. L'indice des prix à la consommation n'augmenta que de 0,9 % d'août 1971 à janvier 1972 : tout au long de l'année 1972, la majoration ne dépassa pas 3,3 %.

Aucun drame n'accompagna la sortie progressive des blocages, ni pour les prix ni pour les salaires.

A la différence du blocage des salaires, le blocage des prix fut très associé à une crise des services publics. A s'en tenir aux dernières années, on trouve celui du 11 septembre 1952, décidé par M. Antoine Pinay : du 17 février 1954 (M. Edgar Faure) : du 17 juillet 1955 (Guy Mollet et Paul Ramadier) : du 27 août 1957 (Félix Gaillard).

La grande réforme de l'automne 1958, qui suivit le retour du général de Gaulle, prétendait à la fois de toutes les réglementations des prix et à la démantèlement de l'économie.

Toutefois, l'ordonnance du 30 juin 1945 fut abrogée. La sorte qu'on vit reparaître, par M. Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances, les blocages des prix à la production de produits industriels (12 septembre 1963) et de certains services (28 octobre 1963). Dans la perspective d'une concertation orientée, les blocages de contrôle éphémères, limités se succédèrent ensuite.

Surtout, le 22 septembre 1976, M. Raymond Barre, ministre de l'économie et de la pêche, tant à la production qu'à la distribution, jusqu'au 31 décembre suivant.

Dans la quasi-totalité des cas, les blocages de blocage appartenaient à des gouvernements modérés. Seul, le blocage de juillet 1975 fut le fait d'un gouvernement à direction socialiste, mais je puis assurer qu'au plus fort de la concertation jouait à la veille d'autres très graves crises internationales, il fut imposé par Guy Mollet et Paul Ramadier, qui, en ces matières comme en beaucoup d'autres, était un homme d'exception. Plus tard, on notera que le blocage le plus complet, le plus rigoureux, et qui s'étendait aux prix agricoles, fut celui de 1952 - et l'on sait combien M. Pinay était fondamentalement libéral.

La « sortie » des trois premiers blocages mentionnés (1952, 1954 et 1956) fut très entraînée de blocage sensible ; les principes 1952-1956 fut celle de la plus grande stabilité des prix en France depuis la guerre ; l'écart sur les prix de blocage fut de 3 %. Bien entendu, un certain sacrifice des prix de blocage fut une importante surcharge budgétaire ne furent pas sans accompagner cette stabilité qui prit fin en 1957.

Des gouvernements aussi dévoués au libéralisme que ceux de M. Pinay, Faure, Gaillard et, plus récemment, de M. Giscard d'Estaing et Raymond Barre, donc recouru au blocage des prix, et apparemment sans mauvaise conscience. Mais il faut reconnaître, qu'il n'y a pas de bonne conscience, pour beaucoup, un expédient : pour certains, une tricherie, voire une ruse.

La « sortie » du blocage des salaires souleva les problèmes économiques, sociaux et psychologiques les plus ardues. Le gouvernement exposa les principes selon lesquels il tentera de régler la question dans le secteur public, les modalités adoptées pour le secteur privé, de référence à la loi n° 100 du 12-7-82 relative à l'agglomération nantaise. Les principes de leur mise en œuvre dépendaient de la modération, de la bonne volonté des fonctionnaires, des salaires (dont les cadres), du secteur public et du secteur privé.

Si nous résumons l'évolution de l'indice général des prix de salaires ouvriers de fin 1975 à fin 1981 au regard des pourcentages de hausse suivants :

Indice	1977	1978	1979	1980
Total	9,2	10,2	12,9	12,4
Alimentation	11,6	8	9,8	9,6
Produits manufacturés	7,8	10,4	15,4	15,8
Services	8,6	11,8	12,1	13,9

Sur les produits manufacturés et services, les hausses ont été particulièrement fortes en 1979 et 1980, années où la concertation jouait à plein. Dans certains cas, dans le cadre de ces engagements, la hausse des prix peut être plus rapide et plus libérale quand il s'agit des produits industriels.

Plus ardu pour les salaires

La « sortie » du blocage des salaires souleva les problèmes économiques, sociaux et psychologiques les plus ardues. Le gouvernement exposa les principes selon lesquels il tentera de régler la question dans le secteur public, les modalités adoptées pour le secteur privé, de référence à la loi n° 100 du 12-7-82 relative à l'agglomération nantaise. Les principes de leur mise en œuvre dépendaient de la modération, de la bonne volonté des fonctionnaires, des salaires (dont les cadres), du secteur public et du secteur privé.

Si nous résumons l'évolution de l'indice général des prix de salaires ouvriers de fin 1975 à fin 1981 au regard des pourcentages de hausse suivants :

Chaque lundi et mardi
Dans les annonces classées du Monde

Une nouvelle Rubrique

DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

bagétaire, l'action monétaire. On leur a moins enseigné l'échec fréquent de ces moyens. La politique de blocage, d'ailleurs, la solution du désespoir, on n'est pas très fier, on n'est pas très fier.

Il m'apparaît que les objections au blocage des prix peuvent se classer selon trois perspectives :

a) Il y a d'abord les fidèles de la « vérité des prix ». Pour eux, le blocage la viole, il met en perte les entreprises, il retarde le développement de l'économie, il empêche l'amélioration de la productivité ; il fait obstacle à la concurrence internationale ; il empêche la libre concurrence ; et du « libre jeu des marchés ». Ici, on est dans le domaine de la théologie. On suppose qu'en l'absence de toute concurrence, la hausse des prix permettrait l'ajustement spontané des prix ;

c) Dernière perspective : le blocage emprisonne les prix dans un carcan imperméable aux influences extérieures (cours des matières premières importées, dont, bien entendu, le pétrole, l'énergie de la Communauté européenne), et aux bouleversements monétaires et financiers. Cette objection est parfaitement valable, mais elle est de blocage en blocage généralement et rapidement comble.

On déduit de ces considérations que la « sortie » du blocage des prix peut être plus rapide et plus libérale quand il s'agit des produits industriels.

Toute politique de stabilisation des revenus est difficile à conduire. Elle requiert du courage, une habileté technique, l'art de dire non, et de le dire sans trop heurter. Cette difficulté dépend en partie de la conjoncture internationale et de ses aspects plus ou moins inflationnistes ; et, en outre, les tendances monétaires à la désinflation actuelle pourraient faciliter le déroulement et le succès de l'expérience en cours. Toutefois, il nous apparaît qu'une grande modération dans les ajustements de salaires, observée tout au long de l'année 1982, demeurerait la condition majeure de ce succès. Cette modération dépendra, évidemment, de l'évolution des prix. Pour ces derniers, répons que toute libération prochaine des marges de distribution et de prestations de services, toute libération antérieure à l'été prochain présenterait de grands risques. Dans ces secteurs, une confiance excessive dans les vertus de la libre concurrence ouvrirait sans doute un nouveau chapitre dans l'épave des illusions parisiennes.

LOUIS FRANK.

Une offre exceptionnelle en octobre !

Votre **PEUGEOT** ou **TALBOT** 1983 moins chère

reprise de votre voiture plus cher !

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE
Division Equipement
Service Technique

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE D'OUED ZEM

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 42/DE/82
Lot n° 3 : Equipement

Dans le cadre de l'approvisionnement en eau potable de la ville d'OUED ZEM, l'Office National de l'Eau Potable se propose de réaliser l'équipement de deux puits et d'une station de reprise pour un débit global de 90 litres/seconde.

Pour ce projet, qui est conçu pour un débit de 90 litres/seconde, une demande a été faite concernant une participation financière par des fonds de la coopération financière de la République Fédérale d'Allemagne.

Consistance sommaire des travaux :

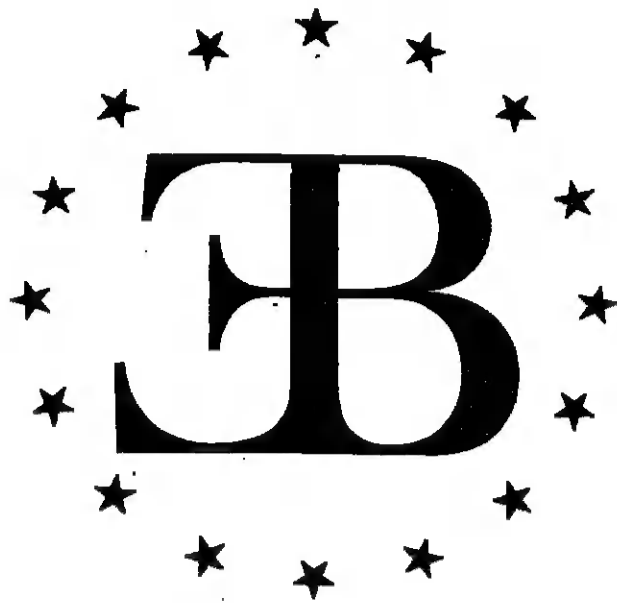
Les travaux comprennent essentiellement : la fourniture, le transport, la pose et les essais des équipements suivants :

- 2 groupes électropompes à axe vertical, débit 60 l/s - H.M.T. 180 m ;
- 2 groupes électropompes à axe vertical, débit 30 l/s - H.M.T. 169 m ;
- 1 groupe électropompe à axe horizontal, débit 60 l/s - H.M.T. 98 m ;
- 1 groupe électropompe à axe horizontal, débit 30 l/s - H.M.T. 98 m ;
- 3 postes de transformation 22000/380/220 V - 5 % Hz ;
- 2 x 160 KVA ;
- 315 KVA ;
- Les équipements hydromécaniques ;
- Les équipements électriques ;
- Le délai d'exécution des travaux ne doit pas dépasser dix (10) mois.

Les entreprises désireuses participer à l'appel d'offres pourront retirer, aux bureaux de la division Equipement, sis à Rabat, quartier administratif, les dossiers, moyennant le paiement d'une somme de cinq cents (500) dirhams par dossier à verser à l'ordre de Monsieur le Directeur de l'O.N.E.P., C.C.P. Rabat 106-11, Maroc.

L'offre chiffrée et le cautionnement provisoire, fixé à 1,5 % du montant de la soumission, seront obligatoirement inclus dans une enveloppe scellée, portant la mention « soumission » placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe comportant les références techniques et financières du soumissionnaire pour des travaux de même nature et importance.

Le pli portant clairement le numéro et l'objet de l'appel d'offres, ainsi que le nom du soumissionnaire, sera adressé à Monsieur le Directeur de l'O.N.E.P., B.P. Rabat-Chellah, et devra parvenir au plus tard le mercredi 22 décembre 1982, avant 18 heures.



L'EUROPEENNE DE BANQUE NOTRE MEILLEUR PRODUIT: NOS RELATIONS PERSONNELLES AVEC NOS CLIENTS

L'Européenne de Banque, c'est 150 ans d'expérience à votre service. Une expérience unique, consacrée depuis toujours à une clientèle exigeante. Dans un univers bancaire qui peut sembler aujourd'hui uniforme, face à une conjoncture économique difficile, l'Européenne de Banque assure la défense de vos intérêts avec le premier produit financier que vous êtes en droit d'attendre : une personnalisation réelle de vos relations avec la banque, où des responsables de haut niveau vous assurent rapidité de réaction et absence de lourdeurs administratives.

L'Européenne de Banque

Une tradition de service depuis plus de 150 ans.

21, rue Laffitte 75428 Paris Cedex 09

Tél. (16) (1) 247.82.47. Adresse télégraphique, Bankeurop Paris. Télex Eurba x 280 952 F.

مكتبة الامم المتحدة

SOCIAL

Les syndicats et la politique salariale

(Suite de la première page.)

Venant de M. Mairé, l'avertissement d'une certaine irritation devant un refus d'affichage complet de la rigueur, alors même que la C.F.D.T. est la seule centrale à admettre que le pouvoir d'achat des salariés gagnant plus de 6 800 francs ne soit assuré progressivement que d'ici la fin de 1983. Pour les cégétistes, le « conflit » principal avec le gouvernement et le patronat porte sur les bas salaires qui, jusqu'à 4 100 francs, doivent voir leur pouvoir d'achat garanti. A cet égard, l'intention de M. Mauroy de ne revaloriser le SMIC que le 1^{er} décembre, et non comme prévu initialement le 1^{er} novembre - sans que l'engage-

ment du maintien du pouvoir d'achat des salaires couverts par les conventions. L'augmentation des prestations sociales ne peut, en aucun cas, servir de monnaie d'échange à une baisse du pouvoir d'achat. Il ne peut y avoir aucun compromis sur le pouvoir d'achat en 1982. M. Vianet met ainsi fermement les points sur les i en rappelant que « il n'y aura pas de recul sans maintien du pouvoir d'achat ». Au passage, le dirigeant cégétiste accuse le gouvernement de s'être « fait avoir » en accordant aux entreprises des aides au moins égales à tout ce qui a été accordé sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, sans pour autant avoir enrégulé la baisse de l'investissement. Même si aucun mouvement de

gociation salariale avancée de quarante-huit heures débouche positivement ce mardi, et les fonctionnaires C.G.T. manifesteront à leur tour leur mécontentement. La FEN, de son côté, vient de rappeler qu'il n'y aura pas de négociations salariales le 28 octobre, si les engagements préalables (rattrapage début 1983 des 2 % perdus en 1982 et clause de sauvegarde à la fin de l'année prochaine) ne sont pas acceptés.

Dans le secteur privé, le climat semble plus calme. A l'initiative de la C.G.T., les grèves se poursuivent dans l'industrie sucrière, mais un « débloccage » est espéré lors de la réunion salariale du 27 octobre. Dans la métallurgie, les discussions se sont achevées, le 25 octobre, sur une recommandation de l'U.I.M.M. à ses entreprises de ne pas accorder par rapport au 1^{er} janvier 1982 plus de 6,5 % au 1^{er} novembre (en incluant les majorations antérieures au blocage) et 9 % pour l'ensemble de l'année. Avec 8 % en 1983, le cadre recommandé par l'U.I.M.M. aboutira, si les entreprises suivent, à un relèvement salarial de 17 % sur deux ans, avec un effort pour les bas salaires, ce qui place la barre légèrement au-dessus des orientations gouvernementales pour le secteur public. Mais les syndicats sont unanimement mécontents. « On nous a servi un pot-au-feu dans lequel il n'y a que des os », a commenté un cégétiste résumant un sentiment qui semble partagé bien au-delà de la métallurgie.

MICHEL NOBLECOURT.

PERTURBATIONS PROBABLES

MERCREDI 27 OCTOBRE

A LA R.A.T.P.

D'importantes perturbations sont à craindre mercredi 27 octobre dans le métro parisien, mais aussi sur le réseau R.E.R. et sur celui des autobus, en raison des vents d'ouest de grise de pluie, voire de neige, annoncés par les syndicats F.O., C.F.T.C., autonomes et indépendants de la R.A.T.P., d'une part, et des consignes de débrayages de deux heures à vingt-quatre heures, de la C.G.T., d'autre part.



(Dessin de PLANTU.)

ment de revaloriser le pouvoir d'achat du salaire minimum de 4 % en 1982 ne soit tenu - risque d'aggraver les tensions.

La C.G.T., elle, se place sur une tout autre optique que la C.F.D.T. Dans une interview publiée par le *Matin* le 26 octobre, M. Louis Vianet, secrétaire de la C.G.T., chargé de la politique revendicative, se montre dur vis-à-vis du gouvernement : « Nous demandons

protestation d'ensemble ne se dessine, même si les syndicats agissent plutôt en ordre dispersé - ce qu'a regretté M. Mairé, - la grève n'est pas seulement verbale. Ce 26 octobre, la C.F.D.T. a appelé à des arrêts de travail dans la fonction publique, à la S.N.C.F. en province, et à la défense nationale, tandis que les dockers C.G.T. sont invités à débrayer. Le 27 octobre, la R.A.T.P., à Paris, devrait être quasiment paralysée sauf si, ce qui est bien improbable, le né-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration d'OBLISEM réuni le 25 octobre 1982 a arrêté les comptes de son quatorzième exercice clos le 30 septembre 1982.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de F. 12,20 assorti d'un impôt déjà au Trésor de F. 1,01, soit un dividende global de F. 13,21 contre F. 12,58 l'an dernier.

Au 30 septembre 1982, avec un nombre de 3.327.081 actions en circulation, le montant de l'actif net s'établissait à F. 440,80 millions et la valeur liquidative à F. 132,49.

Le conseil d'administration a décidé de coopter M. Patrick THUILLIER, Président du Crédit Industriel de l'Ouest, comme administrateur en remplacement de M. Gilles Brac de La Perrière, démissionnaire, et de la désigner comme Président dudit conseil.

ENVIRONNEMENT

Un Haut Comité de l'environnement remis à neuf

Le projet de barrage de Loyette, sur le Rhône, est-il condamné ?

Le site de Loyette, au confluent de l'Ain et du Rhône, sera classé en réserve naturelle et ses abords seront protégés. C'est ce qu'a indiqué M. Michel Crépeau, ministre de l'Environnement, aux cinquante-cinq membres du Haut Comité de l'environnement, réuni lundi 25 octobre à l'hôtel Matignon. Les projets de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.), qui souhaite construire à cet endroit, situé à 20 kilomètres en amont de Lyon, le dernier de ses barrages hydroélectriques, semblent donc remis en cause.

L'annonce de cette décision a pris un relief particulier puisque c'était la première fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir que le Haut Comité de l'environnement se réunissait.

Cette assemblée consultative, créée il y a dix ans et solennellement « installée » à plusieurs reprises par des ministres et même par le président de la République (à l'époque M. Valéry Giscard d'Estaing),

n'avait guère jusqu'ici apporté la preuve de son utilité. Sa composition a été récemment élargie : aux fonctionnaires et aux représentants d'association se joignent à présent des élus et des syndicalistes. Sa mission, qui est de conseiller le gouvernement sur la politique de l'environnement, a été réaffirmée et élargie. A l'ordre du jour de sa première réunion depuis le 10 mai 1981 figurait l'affaire de Loyette. Dans son discours d'introduction, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a donné le ton en affirmant que son gouvernement « entend donner un nouvel élan à la politique de l'environnement » et que celle-ci n'est « ni un luxe ni un complément, encore moins un correctif ». Le premier ministre a déclaré que les préoccupations d'environnement doivent être prises en compte avant et non après les décisions d'aménagement, et que, à cet égard, les grands établissements publics doivent donner l'exemple. L'allusion était claire.

Puis M. Philippe Lebreton, professeur à l'université de Lyon, a démontré d'une manière particulièrement convaincante la nocivité écologique et le peu d'intérêt économique du projet de la C.N.R. Le confluent de l'Ain et du Rhône est l'un des derniers sites naturels entre Genève et la Méditerranée. Refuge de plusieurs espèces rares, c'est un milieu de « dimension internationale ». La puissance de l'usine projetée (47 mégawatts) ne représenterait que 1,5 % de l'ensemble des barrages déjà construits par la C.N.R. Quant à sa production, elle n'atteindrait que 1/100 de celle de la centrale nucléaire toute proche de Bugey. « La principale, pour ne pas dire la seule raison du projet, est le maintien des activités de la C.N.R. », a affirmé le professeur Lebreton. Or, les milliards qui seront dépensés ici pourraient l'être ailleurs, dans des secteurs plus rentables et beaucoup plus créateurs d'emplois.

MARC AMBROISE-RENDU.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

Le Conseil d'Administration s'est réuni le vendredi 22 octobre. Ses administrateurs, qui détiennent 90 % du capital de la société, ont voté à l'unanimité la résolution suivante :

SODEXHO constate qu'en se portant acquéreur des titres JACQUES BOREL INTERNATIONAL elle a été le meilleur défenseur des petits actionnaires.

SODEXHO confirme solennellement que tous les engagements pris dans son Offre publique seront intégralement tenus.



GROUPE DARTY

Résultats du 1^{er} semestre 1982-1983

VENTES

Les ventes consolidées du premier semestre 1982-1983 (mois à août) ont atteint 1 626 330 000 francs contre 1 149 024 000 francs pour la même période de l'exercice précédent (+ 41,5 %).

RÉSULTATS

Les comptes consolidés pour le premier semestre 1982-1983 présentent, avant provision pour impôts sur les sociétés et provision pour investissements, un résultat de 76 014 000 francs contre 53 288 000 francs pour l'exercice précédent (+ 42,6 %).

Le bénéfice d'exploitation consolidé s'est élevé à 83 605 000 francs au lieu de 54 749 000 francs pour le premier semestre 1981-1982 soit un accroissement de 52,7 %.

Les évolutions favorables de l'activité et des résultats sont imputables en partie à la modification de la saisonnalité des ventes de téléviseurs et magnétophones, entraînée par le Coupe du monde de football.

Les tendances du premier semestre ne peuvent pas être transposées à l'ensemble de l'exercice du fait des trois éléments suivants :

1) Le deuxième semestre couvre traditionnellement une activité plus importante que le premier.

2) Les ventes déjà réalisées pour les raisons évoquées ci-dessus l'ont été pour partie au détriment de l'activité prévisible des derniers mois de l'exercice.

3) La situation créée par le blocage des prix et des revenus a pu modifier le comportement des ménages en favorisant une anticipation de leurs achats de biens d'équipement.

OUVERTURE DE MAGASINS

Après l'ouverture de quatre magasins à l'enseigne DARTY en début d'exercice, une nouvelle surface de vente est entrée en activité fin août au Havre. De plus, un magasin à l'enseigne SPARTY a été ouvert début octobre à Paris.

S.N.C.M.P.

La Société Nouvelle Constructions Métalliques de Provence (S.N.C.M.P.) annonce un plan de mesures structurelles visant à renforcer sa compétitivité sur un marché très lourdement affecté par la crise économique.

- L'activité de la société est en effet liée aux marchés du pétrole et de ses dérivés, du gaz naturel et du nucléaire pour le compte desquels elle construit des installations de stockage (réservoirs cylindriques et sphériques, réservoirs cryogéniques), des appareils à pression, des éléments de plate-forme offshore et des structures métalliques pour enclosures de confinement nucléaires. L'ensemble de la profession est touché par la réduction ou le report des investissements résultant de la baisse de la consommation, donc de la production mondiale de pétrole.

- Les mesures annoncées se traduiront par une concentration des activités de fabrication, une adaptation des moyens de construction à un marché potentiel en diminution et un renforcement de l'action commerciale.

- La société a développé un plan social qui devrait permettre de faciliter les opérations de transfert et d'aider à la réinsertion professionnelle du personnel concerné.

- Le groupe américain Chicago Bridge Industries qui crée S.N.C.M.P. en janvier 1981 confirme en même temps sa volonté de fournir à sa filiale les moyens financiers, associés aux mesures envisagées, lui permettant de surmonter les difficultés actuelles afin de maintenir dans le présent et pour l'avenir le potentiel industriel et technique de S.N.C.M.P.

DELANDE S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe DELANDE à fin septembre 1982 s'est élevé à 610 000 000 de francs, soit une progression moyenne de 4 % par rapport à la même période de l'année précédente. L'activité des filiales pharmaceutiques marque une expansion de 16 % par rapport à 1981, due surtout aux sociétés étrangères. Les produits nouveaux lancés récemment sur le marché français poursuivent favorablement leur carrière.

Les commandes de principe actif du VASODISTAL, passées par le licencié japonais DAICHI à la Division Chimie, qui s'étaient ralenties pendant le premier semestre après l'importante mise en place de 1981, ont repris en juillet, car le stock du BRENOL, ne peut se confirmer. Le chiffre d'affaires hors taxes de la Division Cosmétique en France n'a pas marqué de progression en raison du blocage des prix et de la mise à la charge des producteurs de la hausse de la T.V.A.

Les résultats consolidés publiés à fin juin font apparaître une perte de 24 178 000 F après provisions fiscales. Ce montant, qui excède le déficit correspondant à la courbe saisonnière, est dû chaque année, en raison du caractère américain, la situation globale des autres sociétés du Groupe étant bénéficiaire. Les perspectives prises en compte par le Groupe permettent cependant de ne pas déprimer la surveillance qui figure au bilan au titre de FRANCE-DENNEY.

L'ÉPARGNE DE FRANCE

La distribution gratuite par incorporation de réserves à raison d'une action pour deux actions anciennes, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1982, est en cours de réalisation à compter du 25 octobre 1982.

Le capital est désormais porté à 45 916 650 F divisé en 612 222 actions de 75 F.

L'épargne de France a procédé aux ses assemblées 1971 à des distributions d'actions gratuites, notamment une action gratuite pour deux en 1978, en 1979, en 1980 et en 1981.

Ainsi, le porteur de 50 actions de 100 F en 1971 détient fin 1981 377 actions de 75 F, compte tenu de quelques opérations sur coupures du dédoublement des actions décidées en 1977 et de l'augmentation du nominal décidée en 1979.

Pour les sept premiers mois de l'année, les encassements nets d'augmentation ont progressé de près de 15 % par rapport à l'an dernier.

Les 514 Points Rencontre Crédit du Nord vous invitent à souscrire aux emprunts octobre 1982 du Crédit du Nord



Emprunt à taux variable
F 300 000 000

60 000 obligations émises au pair

Intérêt annuel : égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés.

Jouissance : 15 novembre 1982. Durée totale : 8 ans. Amortissement : en totalité le 15 novembre 1990 au pair. Coupon annuel : payable le 15 novembre. Cotation : demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris) sur 2 lignes (taux fixe et taux variable). Fiscalité : le projet de loi de finances pour 1983 prévoit le maintien du prélevement forfaitaire libératoire de 25 % et l'extension de l'abattement de 3 000 à 5 000 F.

Balo du 25 octobre 1982. Note d'information disponible sur simple demande à Visa COB n°82-150 du 7 septembre 1982.

Emprunt à taux fixe 16,50 %
F 200 000 000

40 000 obligations émises

à 99,68 % soit F 4 980

Intérêt annuel : F 825 par obligation. Taux de rendement acquis brut au règlement : 16,59 %

Crédit du Nord

BD SUCHET

A LOUER
ÉTAT NEUF,

TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER

à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e
tel. 359.14.70

...ERS DES SOCI...
HO

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 26 OCTOBRE

NEW-YORK

Plongeon historique

Historique, le mot n'est pas trop fort. Mais c'est la première fois que le marché de Wall Street a subi une telle chute. Le Dow Jones, qui avait atteint un sommet de 2 863,50 points le 26 octobre 1929, a chuté de 233,50 points, à 2 630,00 points. C'est la plus forte baisse absolue de l'histoire du Dow Jones. La chute a été précédée d'une hausse de 100 points le 25 octobre, puis d'une baisse de 100 points le 26 octobre. Le marché a été très volatil, avec de nombreuses fluctuations. Les investisseurs ont été très inquiets, et ont vendu massivement. La chute a été provoquée par une série de mauvaises nouvelles, notamment la baisse des bénéfices de nombreuses entreprises, et la crainte d'une récession. Le marché a continué de baisser, et a atteint son plus bas niveau depuis 1929.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

PARIS - 26 octobre

Tassement

Le marché parisien a connu une journée de tassement, avec une baisse de 10 points à la clôture. Le CAC 40 a terminé à 1 100 points. Les investisseurs ont été inquiets par la chute du marché new-yorkais, et ont vendu massivement. Le marché a été très volatil, avec de nombreuses fluctuations. Les investisseurs ont été très inquiets, et ont vendu massivement. La chute a été provoquée par une série de mauvaises nouvelles, notamment la baisse des bénéfices de nombreuses entreprises, et la crainte d'une récession. Le marché a continué de baisser, et a atteint son plus bas niveau depuis 1929.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

INDICES QUOTIDIENS

(Base 100 = 1000 points)

INDICES	26 oct.	25 oct.
INDICE CAC 40	1100	1110
INDICE CAC 100	1100	1110
INDICE CAC 200	1100	1110
INDICE CAC 300	1100	1110
INDICE CAC 400	1100	1110
INDICE CAC 500	1100	1110
INDICE CAC 600	1100	1110
INDICE CAC 700	1100	1110
INDICE CAC 800	1100	1110
INDICE CAC 900	1100	1110
INDICE CAC 1000	1100	1110

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

(Base 100 = 1000 points)

TAUX	26 oct.	25 oct.
TAUX CAC 40	1100	1110
TAUX CAC 100	1100	1110
TAUX CAC 200	1100	1110
TAUX CAC 300	1100	1110
TAUX CAC 400	1100	1110
TAUX CAC 500	1100	1110
TAUX CAC 600	1100	1110
TAUX CAC 700	1100	1110
TAUX CAC 800	1100	1110
TAUX CAC 900	1100	1110
TAUX CAC 1000	1100	1110

Marché à terme

Marché à terme	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

INDICES QUOTIDIENS

(Base 100 = 1000 points)

INDICES	26 oct.	25 oct.
INDICE CAC 40	1100	1110
INDICE CAC 100	1100	1110
INDICE CAC 200	1100	1110
INDICE CAC 300	1100	1110
INDICE CAC 400	1100	1110
INDICE CAC 500	1100	1110
INDICE CAC 600	1100	1110
INDICE CAC 700	1100	1110
INDICE CAC 800	1100	1110
INDICE CAC 900	1100	1110
INDICE CAC 1000	1100	1110

Marché à terme

Marché à terme	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours de clôture	Cours de séance
AIG	22 1/2	22 1/2
AT&T	60 3/4	60 3/4
Bell	27 1/8	27 1/8
IBM	160 1/2	160 1/2
GE	40 1/2	40 1/2
GM	30 1/2	30 1/2
Intel	31 1/8	31 1/8
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	31 1/8	31 1/8
SAP	31 1/8	31 1/8
Sun	31 1/8	31 1/8
Telcel	31 1/8	31 1/8
Verizon	31 1/8	31 1/8
WorldCom	31 1/8	31 1/8

